

Genre et insécurité alimentaire : une étude exploratoire sur la perspective des femmes
cheffes de ménage de la commune de Jacmel

Jiovannie Stéphana Jacquelin

Maîtrise ès arts Mémoire

Université d'Ottawa

École de développement international et mondialisation

15 juillet 2018

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	II
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES FIGURES.....	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	VI
RÉSUMÉ.....	VIII
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.....	1
1.1 PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE.....	2
1.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE.....	3
1.3 PERTINENCE DE L'ÉTUDE	5
CHAPITRE 2 : REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	6
1. L'ALIMENTATION COMME DETERMINANTS DE LA SANTE	7
1.1. <i>Une définition de l'alimentation</i>	7
1.2. <i>Les déterminants individuels de la saine alimentation</i>	8
1.3. <i>Les déterminants collectifs de la bonne alimentation</i>	11
1.4. <i>Alimentation et impacts sur la santé</i>	16
2. LA NOTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET SON EVOLUTION	19
2.1. <i>Contexte du débat sur la sécurité alimentaire</i>	19
2.2. <i>Définition évolutive de la sécurité alimentaire</i>	20
3. STRATEGIES D'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.....	26
4. LES OUTILS DE MESURE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	29
4.1. <i>L'accès alimentaire.....</i>	30
4.2. <i>La qualité alimentaire des ménages.....</i>	32
5. LES DETERMINANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE.....	33
5.1. <i>Les déterminants de l'accès alimentaire.....</i>	34
5.2. <i>Les déterminants de la diversité alimentaire</i>	35
CHAPITRE 3 : CONTEXTE DE L'ETUDE	37
1. HAÏTI : ENTRE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET PAUVRETÉ	38
1.1. <i>Le contexte sociodémographique, politique et économique.....</i>	38
1.2. <i>Le contexte politique et économique.....</i>	38
1.3. <i>Pauvreté, sécurité alimentaire et moyens de subsistance</i>	40
1.3.1. <i>L'insécurité alimentaire et la pauvreté en Haïti.....</i>	40
1.3.2. <i>Profil environnemental et moyens de subsistance en Haïti</i>	44
1.4. <i>La situation sanitaire en Haïti</i>	48
CHAPITRE 4 : CADRE CONCEPTUEL DE L'ETUDE.....	51
CHAPITRE 5 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE	54
1. MÉTHODOLOGIE	55
1.1. <i>Design de la recherche</i>	55
1.2. <i>Contexte de la recherche et états des lieux en Haïti</i>	56
1.3. <i>Participantés à l'étude.....</i>	64
1.4. <i>Procédures de collecte des données</i>	65
1.5. <i>Enjeux discutés lors des entrevues de groupe et individuelles</i>	66
1.6. <i>Considérations éthiques.....</i>	67
1.7. <i>Analyse des données</i>	67

**CHAPITRE 6 : COMPREHENSION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES MENAGES
MONOPARENTAUX DIRIGES PAR DES FEMMES69**

1. INTRODUCTION	70
2. RÉSULTATS	71
2.1. <i>Caractéristiques des participantes</i>	71
2.2. <i>L'insécurité alimentaire du point de vue des femmes</i>	72
2.3. <i>Formes et manifestations de l'insécurité alimentaire</i>	75
2.4. <i>Sécurité alimentaire des femmes cheffes de ménages</i>	75
2.4.1.1. La disponibilité alimentaire	76
2.4.1.1.1.1. Le système d'importation alimentaire en Haïti	76
2.4.1.1.1.2. La production agricole nationale	78
2.4.1.1.1.3. L'aide alimentaire nationale et extérieure	79
2.4.1.1.1.4. Disponibilité de stocks à Jacmel et au niveau du ménage	82
2.4.1.2. L'accessibilité alimentaire : les déterminants de l'accès des femmes cheffes de ménage aux aliments	83
2.4.1.2.1.1. L'accès au revenu des cheffes de famille : emploi, débrouillardise et soutien économique familial et communautaire	84
2.4.1.2.1.2. Volatilité des prix et inflation : impacts sur la sécurité alimentaire des femmes cheffes de ménage	86
2.4.1.3. L'utilisation alimentaire : entre qualité, diversité et choix du régime alimentaire	89
2.4.1.4. Assurer la stabilité alimentaire : que faire ?	93
2.4.1.5. Agency : rôle des femmes cheffes de ménage dans l'assurance de leur sécurité alimentaire	95
2.4.1.6. Discussion supplémentaire et propositions	98
REFERENCES	101
ANNEXE	115

Liste des tableaux

Tableau 1 - Politiques promouvant la saine alimentation, laquelle inclut une définition des aliments sains et malsains	14
Tableau 2 - La multidimensionnalité de la sécurité alimentaire	24
Tableau 3 - Indicateur pour mesurer la sécurité alimentaire.....	33
Tableau 4 - Produit intérieur brut (PIB) en millions de gourdes de 1986-1987	39
Tableau 5 - Nombre de ménages et individus par niveau de sécurité alimentaire.....	42
Tableau 6 - Les dimensions de l'insécurité alimentaire expliquées par les recherches qualitatives de Radimer (1990).....	53
Tableau 7 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017.....	59
Tableau 8 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017.....	60
Tableau 9 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017.....	62
Tableau 10 - Distribution des participantes selon les critères sociodémographiques et socioéconomiques	72
Tableau 11 - Programmes d'aide à l'alimentation en Haïti	80
Tableau 12 - Illustration de quelques programmes sociaux de l'État haïtien	94

Liste des figures

Figure 1 - État de la malnutrition en 2016	17
Figure 2 - Nombre de personnes malnutries dans les pays en développement : les niveaux observés et prévus selon la cible du Sommet mondial de l'alimentation	27
Figure 3 - Évolution des transferts de fonds vers Haïti	40
Figure 4 - Échelle de l'insécurité alimentaire	57
Figure 5 - Pyramide alimentaire haïtienne	61
Figure 6 - Zones d'habitation des intervenantes	64
Figure 7 - Prix mensuel du panier alimentaire entre janvier 2014 et janvier 2016.....	87
Figure 8 - Prix national moyen des aliments de base et le taux de change en Haïti, Janvier 2011- Février 2018.....	88

Liste des abréviations

ACDI : Agence canadienne pour la coopération et le développement international
ACF : Action contre la faim
ACTED : Agence d'aide à la coopération technique et au développement
CAS : Caisse d'Assistance Sociale
CCSO : Coalition des Communautés en Santé de l'Ontario
CNSA : Coordination nationale de la sécurité alimentaire
EAIAM : Échelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire
EDRAM : Échelle de diversité du régime alimentaire des ménages
EFM : Échelle de la faim des ménages
FAES : Fonds d'assistance économique et sociale
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI : Fond monétaire international
GCII : Groupes de coordination inter-institutions
HDDS : Score de diversité alimentaire au niveau des ménages
HFSSM : module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages
HTG : Gourde haïtienne
IAMEA : Insécurité alimentaire des ménages et échelle d'accès
IDDS : Score de diversité alimentaire individuel
IDH : Indice de développement humain
IFI : institutions financières internationales
IHSI : Institut haïtien de statistiques et d'informatique
ISA : Index de stratégies d'adaptation
ISAr : Index de stratégie d'adaptation réduit
MARNDR : Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
MASA : Mesure d'autoévaluation de la sécurité alimentaire
MAST : Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MCFDF : Le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes
MED : Ministère de l'environnement
MEF : Ministère de l'Économie et des Finances
MENFP : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MNT : Maladies non transmissibles
MSPP : ministère de la santé publique
ODD : Objectifs du développement durable
OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
OMS : Organisation mondiale de la santé
PAIAM : Prévalence liée à la sécurité alimentaire du ménage
PAM : Programme alimentaire mondial
PAS : Programmes d'ajustements structurels
PED : Pays en développement
PIB : Produit intérieur brut
PISLM : Partnership Initiative on Sustainable Land Management
PMA : Pays les moins avancés
PSUGO : Programme de Scolarisation Universelle, Gratuite et Obligatoire
R&D : Recherche et le développement

SCA : Score de consommation alimentaire
SOFI : State of Food Insecurity in the World
UNCCD : United Nations Convention to Combat Desertification
UNEP: United Nations Environment Program
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

Résumé

Contexte : La situation alimentaire en Haïti demeure jusqu'à date un enjeu très préoccupant. Beaucoup de ménages n'ont guère la capacité de satisfaire leurs besoins nutritionnels au quotidien puisqu'ils sont dépourvus de moyens suffisants pour se procurer une alimentation saine, nutritive et leur permettant de maintenir une vie saine et active. Les femmes, les enfants et. Les personnes âgées sont les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire. Néanmoins, dans le cas haïtien, les études sur la sécurité alimentaire ne se concentrent point sur l'impact de l'insécurité alimentaire et le vécu des femmes responsables de foyers monoparentaux.

Objectifs : Cette étude cherche examiner les différentes formes que revêt l'insécurité alimentaire chez des femmes monoparentales responsables de leur ménage pour ainsi analyser leur perception de celle-ci et les diverses actions entamées au quotidien pour contrer ses conséquences.

Méthodes : Nous avons privilégié une démarche qualitative qui se base sur une analyse de la littérature traitant de la sécurité alimentaire et qui mobilise des entretiens individuels approfondis et un groupe de discussion menés auprès de 15 participantes âgées entre 21 et 60 ans.

Résultats : Nos résultats suggèrent l'existence d'enjeux liés à la disponibilité, de stabilité et l'utilisation des aliments au sien du ménage. Cependant, dans le cas des personnes interrogées, l'accès économique à une bonne alimentation est le facteur majeur qui décrit les faibles possibilités des femmes à subvenir aux besoins de leurs familles. Il apparaît en outre que leurs stratégies destinées à contrer les effets de l'insécurité alimentaires sont rudimentaires considérant l'incertitude et la dépendance des femmes au bon vouloir et la situation économique et familiale des personnes externes les soutenant.

Conclusions : Il est impérieux de consacrer plus d'efforts pour un meilleur accès économique à l'alimentation en investissant davantage dans la création d'emplois, dans le support technique et financier pour la création d'activités génératrices de revenu, et dans la mise en place d'un système d'aide sociale plus performant.

Mots clés : Haïti, Jacmel, Sécurité/ insécurité alimentaire, Femmes cheffes de ménage.

Chapitre 1 : Introduction

Le présent chapitre présente la problématique de cette étude ainsi que sa raison d'être et sa pertinence. Nous y présentons également les objectifs de notre étude ainsi que les questions de recherche.

1.1 Problématique de la recherche

Beaucoup d'études démontrent les impacts considérables de l'insécurité alimentaire chez les plus pauvres. La plupart de ces dernières relatent la manifestation du manque alimentaire chez les populations les plus vulnérables comme les enfants et les femmes (FAO, 1995; WFP, 2009). Les connaissances et les expériences acquises en matière de sécurité alimentaire ont permis de révéler qu'il est essentiel de lutter pour une meilleure sécurisation de l'alimentation chez les mères. Une sécurité alimentaire pour les femmes peut avoir des impacts positifs et considérables sur les enfants à charge. Or, il existe encore des femmes mariées ou seules qui ne peuvent garantir leur sécurité alimentaire individuelle et des membres de leurs ménages, (en raison de plusieurs facteurs déficients mais combien essentiels pour garantir la sécurité alimentaire au niveau du ménage. Ces facteurs incluent : le manque d'accès à l'emploi, les faibles salaires, les mauvaises conditions de travail, et plus (Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec, FAFMRQ, 2011, p. 13; Gauvin et collab., 1996, p. 14-15). D'autres écrits corroborent ce lien de corrélation entre une situation de manque alimentaire et sa prépondérance chez les femmes, spécialement, celles en position de monoparentalité. (Les diététistes du Canada, s.d, paragr. 2; Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2013; Blanchet et Rochette, 2011, p. 25; McAll et collab., 2015; FAO, s.d, paragr. 5 et 8).

Étant donné les problèmes récurrents d'insécurité alimentaire en Haïti, il serait intéressant d'essayer de déchiffrer, au niveau local, la manière dont l'insécurité alimentaire se manifeste chez les femmes responsables d'un foyer, comment celles-ci la vivent et la perçoivent. Certes, depuis des années, le combat pour l'éradication de la faim et de ses conséquences physiques, sociales est engagé par les divers gouvernements haïtiens et leurs

partenaires internationaux par le biais de programmes de grande échelle. Mais, avant même de bénéficier de ce support, quelles sont les réactions de cette population spécifique? Ces instances ci-dessus mentionnées élaborent-elles des actions alternatives pour réduire ce phénomène tel qu'elle les conçoit elle-même ?

À la lumière de ces questionnements, une analyse rigoureuse prendra en compte tous ces aspects en vue d'une compréhension plus approfondie de l'insécurité alimentaire, d'abord dans sa (une) microsphère ou encore, sur une base individuelle. Pour mener une lutte efficace conduisant à l'éradication de la faim avec tous les défis qui y sont reliés, il est nécessaire d'identifier l'apport des individus touchés par cette dernière. Ainsi, il sera, probablement, utile d'étudier les simples actes quotidiens posés par les mères haïtiennes pour savoir jusqu'à quel point ils peuvent être essentiels dans une stratégie durable de lutte pour la sécurité alimentaire.

1.2 Justification de l'étude

La monoparentalité est un phénomène de plus en plus courant. Le concept détiend à la base une vision d'un « one-parent family » (Séchet, David et Quintin, 2002, p. 250). Les familles qui sont dirigées par un seul parent sans l'aide quelconque d'un conjoint représentent la réalité de la monoparentalité. Du ressort de cette situation, plusieurs causes peuvent être identifiées telles que la « précarisation relationnelle, psychologique, économique et sociale » (Neyrand, 2005, p. 51). Cela dit, la monoparentalité caractérise un contexte de vie de famille instable dans lequel subsiste un ou plusieurs facteurs qui affectent le bien-être des membres du ménage. Plusieurs auteurs s'accordent à reconnaître que la monoparentalité affecte majoritairement les femmes (Séchet, David et Quintin,

op.cit.; *Ibid.*, 2005). Or, il s'ensuit qu'en Haïti, le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF) (2006) estime qu'à l'échelle du pays les ménages ayant une femme à leur tête s'élèvent à 38,5% (p. 2). Dans la même lignée environ quatre ménages sur dix en milieu urbain ont à leur tête une femme (IHSI, 2010, p. 22).

Les femmes responsables de ménages sont très sujettes à faire face à la pauvreté dû à des surcoûts (David et Séchet, 2008, p. 6) qui pèsent fortement dans leur maigre budget mensuel. Elles doivent pour cela travailler encore plus pour subvenir tant bien que mal aux besoins familiaux. Ces femmes sont très actives selon les estimations (taux d'activité de 60,4%) de l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI) (2010, p. 32). Néanmoins, elles sont confrontées à bien des obstacles. Les mères doivent surmonter les inégalités liées au genre en matière d'emploi, à l'intégration difficiles dans les secteurs à fort revenu de l'économie. Ainsi, les femmes sont prises dans un cercle piégé d'insécurité de tous types à l'intérieur duquel il leur est difficile de s'en sortir. Cette pression familiale peut engendrer des réactions individuelles comme un processus de « désocialisation » de la mère (Neyrand, *op.cit.*, p. 55). De même qu'au niveau social, seulement à la lumière de la condition d'insécurité alimentaire de ces femmes, il se renforce un lien d'exclusion car « la personne qu'on a en face de soi - qu'elle soit mère monoparentale [...] ou autre - fait déjà partie d'un groupe qui subit un regard stigmatisant dans ses interactions quotidiennes » (McAll et collab., 2015, p. 5).

En conséquence, la logique de l'étude suppose que la monoparentalité, associée à une insécurité alimentaire, place la mère cheffe de ménage dans une situation d'extrême précarité. Il s'avère que ces conditions sociales fragilisent et ralentissent sa capacité de

réaction par rapport à l'insécurité alimentaire. Il est fait référence à ses réelles motivations de rechercher un mieux-être social et physique par l'*empowerment* de soi. Ces troubles surviennent en raison d'éléments sous-jacents propres à une situation de famille monoparentale. De ce fait, il paraît important de se pencher sur ce problème particulier; il est judicieux d'étudier l'impact de l'insécurité alimentaire chez cette population cible et de vulgariser les résultats afin que la communauté dans sa généralité et, par le biais de divers acteurs intervenant dans le domaine, puissent se doter de ressources financières, techniques, logistiques.

1.3 Pertinence de l'étude

L'étude s'insère dans un cadre où la valorisation des stratégies collectives de réponse aux chocs se fait de plus en plus. L'enquête ne s'ancre pas dans une approche top-down mais, s'inscrit dans une vision où les individus sont les principaux agents de leur vie quotidienne et interviennent plus aux côtés d'acteurs externes comme les agences gouvernementales, non-gouvernementales, parmi d'autres, pour se dessiner un futur meilleur et durable. Ce travail aspire à vulgariser les stratégies mises en place par des individus défavorisés pour affronter les défis liés à la pauvreté. En ayant recours aux perceptions des mères monoparentales dans le contexte haïtien, ces dernières seront confrontées aux compréhensions dominantes du champ de la sécurité alimentaire pour être en mesure de saisir si les politiques actuelles sont encore conformes aux réalités présentes. L'étude remettra en question la manière commune de traiter de la sécurité alimentaire, ce en tentant d'étudier des phénomènes plus complexes qui en découlent. Dans cette démarche exploratoire, des connaissances nouvelles sur la sécurité alimentaire seront produites pour ainsi ouvrir la voie à d'autres projets de recherche sur la thématique en question.

Selon les résultats recueillis et les conclusions, il se pourrait que des facteurs de la dynamique intra-ménage et spécialement ceux reliés au statut de responsabilité des mères cheffes de famille contribuent à une plus grande légitimité des interventions, des programmes qui traitent de la sécurité alimentaire en Haïti. En effet, l'analyse s'accroîtra sur un problème social profond qui ne peut qu'attirer les administrateurs de l'État et les pousser à faire des réformes tant dans leurs politiques agricoles, commerciales, sociales et, également, sanitaires.

Chapitre 2 : Revue de la littérature

Ce présent chapitre présente une description de l'évolution de la connaissance scientifique sur la thématique de sécurité alimentaire tout en fournissant une analyse des différents déterminants associés aux dimensions d'accès, de qualité et de diversité. De même, plusieurs méthodes d'évaluation de la sécurité alimentaire sont examinées pour déterminer l'impact de cet enjeu sur la vie des ménages, particulièrement, dans le contexte de pauvreté présente à l'échelle de l'État haïtien.

1. L'alimentation comme déterminants de la santé

*« Le désir est l'essence même de l'homme »
Spinoza, Éthique.*

1.1. Une définition de l'alimentation

L'alimentation est communément attribuée à l'acte de chaque individu de consommer les aliments lui fournissant l'énergie appropriée pour fonctionner au quotidien. Selon la définition de l'alimentation fournie par le Multidictionnaire de la langue française, l'action de s'alimenter peut consister à pourvoir un individu ou tout autre être vivant des éléments nutritifs nécessaires à sa survie. Le corps humain, biologiquement, a besoin d'une

certaines quantités de vitamines, de minéraux et d'autres nutriments, lesquels sont retrouvés dans la consommation quotidienne des « produits laitiers, des fruits et légumes, des viandes et substituts, du pain et des produits céréaliers (...) » (De Villers, 2013, p. 68) et permettent au système métabolique de s'activer au meilleur de son potentiel afin que l'individu puisse maintenir une bonne santé physique. Les choix personnels en matière d'alimentation peuvent être sains et tout autant malsains pour le corps. Qu'est-ce qui définit une bonne ou une mauvaise alimentation ?

L'alimentation saine, selon diverses conceptions scientifiques, regroupe plusieurs compréhensions. Elle peut être résumée, plus précisément, en fonction de trois typologies élaborées par Boucher et Côté (2008). D'un premier point de vue, la bonne alimentation se base sur l'ensemble de nos pratiques et de nos comportements alimentaires visant à préserver une santé durable. Outre cela, la saine alimentation doit respecter les règles nutritives correspondant au régime alimentaire proposé globalement, lequel requiert des apports en nutriments tels le fer, le calcium et une consommation limitée de mauvais gras. Enfin, elle consiste à respecter certains indicateurs soulignant les portions à consommer dans chaque catégorie d'aliments (p. 64). Par exemple, le *Guide canadien de l'alimentation* constitue un document clé dirigeant la population générale à adopter de bonnes habitudes alimentaires, lesquelles peuvent être réalisées par une consommation équilibrée de fruits, de légumes, de grains, de protéines, et autres (Santé Canada, s.d).

1.2. Les déterminants individuels de la saine alimentation

Le questionnement sur la bonne et la mauvaise alimentation relève de plusieurs facteurs reliés à certains caractères et comportements individuels et, aussi bien, à

l'interaction d'une personne avec son entourage collectif immédiat. Comme facteurs personnels, l'alimentation est affectée par la physiologie, les préférences alimentaires, les connaissances en nutrition, les perceptions de la bonne alimentation, et des facteurs psychologiques. Dans le contexte collectif, l'alimentation est sujette à l'influence des structures nationales et communautaires. Ces facteurs collectifs peuvent être identifiés comme les influences interpersonnelles sur la saine alimentation, l'environnement physique, économique et social comme déterminants de la saine alimentation.

L'individu jouit d'une liberté innée guidant sa vie tout au long des étapes de sa croissance et de sa décroissance. Cette liberté individuelle est présente dans chaque aspect de son contexte journalier. Particulièrement, chaque personne détermine ses choix alimentaires, ce par :

- *Des déterminants physiologiques* : l'âge joue un rôle dans les habitudes alimentaires quotidiennes tant des enfants, des adultes que des aînés. En grandissant, les jeunes orientent leur choix d'aliments vers une consommation de nourritures de plus en plus malsains dû à leur composition en gras et en sucre. Les personnes matures nécessitent un régime alimentaire spécial. Cependant, ces derniers souffrent d'une carence des nutriments essentiels pour le maintien d'un système immunitaire fort (Raine, 2005, p. 9).
- *Des préférences alimentaires* : la physiologie et des facteurs externes déterminent les préférences alimentaires. Les enfants sont particulièrement attirés par les aliments contenant une grande proportion de sucre et de gras. À l'adolescence, ces préférences se remarquent dans le cas des aliments riches en sodium. À l'âge adulte,

l'alimentation est axée sur des références externes tel les diètes recommandées par des travailleurs de la santé, des organisations œuvrant dans l'alimentation. Avec le vieillissement, la faiblesse des sens tels le goût et l'odorat affecte la qualité des choix alimentaires (*Ibid.*, p. 9).

- *Des connaissances, attitudes comportementales* : en général, les gens disposent d'une variété d'informations sur la bonne nutrition. Néanmoins, il est moins courant que ces connaissances soient mises en pratique (Boucher et Côté, 2008, p. 64). En se référant aux recherches de Raine (*op.cit.*), il existe des points de contradiction sur le lien véritable entre les connaissances sur les bonnes méthodes d'alimentation et les choix nutritionnels des gens. Détenir une littératie alimentaire stimule, généralement, une sensibilisation pour de meilleurs choix d'aliments (p. 9).
- *Des perceptions sur la bonne alimentation* : celles-ci se forment sur la base d'idéaux et de conjectures. La décision de suivre une diète spécifique relève de la conception d'un bon ou d'un mauvais comportement alimentaire. Les gens perçoivent que la consommation de fruits et de légumes frais forme une habitude alimentaire saine. Encore en citant les travaux de Willows, Raine (*Ibid.*) nous fait remarquer que les perceptions alimentaires varient selon que la personne fasse partie d'un groupe culturel particulier. Ainsi, les choix nutritionnels des peuples autochtones ne répondent point aux valeurs alimentaires occidentales (p. 9-10).
- *Des déterminants psychologiques* : Polivy et Herman (2005) soulignent certains traits émotionnels qui guident le comportement alimentaire individuel. Une bonne ou une mauvaise estime de soi, l'image corporelle, un penchant à se priver de

certains aliments ou une diète répétitive, des troubles de l'humeur et des problèmes d'attention affectent l'alimentation (p. 50).

1.3. Les déterminants collectifs de la bonne alimentation

Les caractéristiques personnelles présentent une grande habileté à guider l'alimentation quotidienne d'une personne vers des choix nutritionnels reflétant ses goûts et ses désirs. Néanmoins, la famille, la collectivité, la culture nationale sont divers autres éléments influençant la diète. Ainsi, les facteurs collectifs identifiés, vu leur impact sur l'alimentation, sont :

- *Les influences interpersonnelles* : au sein d'une famille, les membres y acquièrent des comportements alimentaires pouvant être bénéfiques ou malsains pour leur santé. De même, il existe une inégalité dans la répartition de la nourriture, laquelle considère des indicateurs axés sur le genre. Une mère a plus tendance à réduire sa part de nourriture ou se priver de nourriture afin de nourrir ses enfants. Plus tard, les relations entretenues en dehors du milieu familial régissent les comportements alimentaires (Raine, *op.cit.*, p. 10).
- *L'environnement physique* : les individus choisissent de consommer certains aliments selon que ceux-ci leur sont accessibles ou sont disponibles dans leur environnement immédiat. Il se peut que les centres d'épicerie offrent des choix diversifiés de nourriture. Pourtant, en examinant la qualité de l'offre, il est possible de constater que ces produits sont peu nutritifs et contiennent une grande valeur énergétique à cause de la forte prévalence, dans leur composition, des gras, du sucre et du sodium. Également, le milieu scolaire, qui pourrait être utilisé afin de

promouvoir de bonnes pratiques alimentaires chez les jeunes et les enfants, fournit des aliments, dans leur cantine et les machines distributrices, qui sont malsains pour la santé des élèves (Taylor, Evers et McKenna, 2005, p. 24-25).

- *Les déterminants économiques* : l'industrie alimentaire traite les aliments à l'égal de tout autre produit, ou disons mieux dans une perspective de marché ou de *business*. Le gain constitue le principal vecteur des choix limités offerts sur les rayons, ce qui s'illustre par la tendance accrue des compagnies agricoles à s'adonner à des spéculations sur les marchés boursiers (Guérin et Veyrié, 2009, p. 52). Cette industrie, par les outils médiatiques et de communication, vise les publics les plus influençables comme les jeunes en bas âge pour se créer un marché. Les publicités influencent, donc, le régime alimentaire et la perception de ce signifie une alimentation saine. Une notion économique pouvant inciter les individus à faire des choix plus raisonnables en matière d'alimentation est le prix. Il est observé que le prix abordable des aliments malsains attire beaucoup plus la clientèle. Étant donné que le revenu et le statut socio-économique d'une famille détiennent une influence sur les choix alimentaires (Taylor, Evers et McKenna, *op.cit.*, p. 23), en conséquence, ces ménages sont amenés à prendre des décisions stratégiques qui ne favoriseront point leur bonne santé. L'alimentation accapare une bonne part de leur faible budget, d'où l'achat de nourritures et de boissons peu nutritifs. Dans des circonstances économiques peu favorables pour certaines familles, il est amené à déduire qu'une accessibilité garantie par la diminution du prix peut, à titre de consommateurs à maigre revenu, altérer leur choix vis-à-vis des aliments riches en nutriments.

Dans leur rapport, Guérin et Veyrié (*op.cit.*) soulignent que le facteur du revenu des familles est une cause considérable dans la décision de se procurer des aliments malsains. De ce fait, « mettre à disposition une nourriture peu chère, diversifiée et en quantité, n'a pas évité une qualité alimentaire différente selon les situations socio-économiques. [...] [La] diversification des produits, du bas de gamme vers ceux qui garantiraient une certaine qualité, rappelle que le consommateur n'est pas dans une situation de libre-arbitre, de choix, mais dans une alimentation socialement différenciée » (p. 52). Il existe un lien serré entre la pauvreté et une mauvaise alimentation. Au niveau mondial, des progrès se réalisent pour permettre à tous les individus de jouir au quotidien de repas à grand apport nutritionnel. Toutefois, en faisant une observation au cas par cas, la réalité diverge considérablement. Des différences d'accessibilité et de disponibilité d'aliments sains se voient entre les groupes sociaux, les pays et les régions. Le Bihan et collab. (1996) affirment que les groupes de population les plus défavorisées consacrent une plus grande partie de leur budget à la nourriture, laquelle, dans le cas de la France, s'élève à 15,6% du budget pour les riches et 27,1% et plus pour les ménages pauvres. De même, les ménages défavorisés tendent à attribuer une part minime de leur budget limité aux aliments sains et nutritifs (p. 363-364).

- *L'environnement social* : le régime alimentaire respecté resserre les liens sociaux et renforcent le sentiment d'appartenance à une culture donnée ou, également, à un symbolisme religieux. Ce schéma culturel persiste tant que les membres de cette communauté prennent pour acquis le régime alimentaire prédominant. Un environnement social où la population est incitée à consommer des aliments

congelés et déjà préparés accentue l'écart ou le détachement qui se remarque entre la personne et l'origine des produits composant son repas.

La saine et la mauvaise alimentation découlent notamment du niveau de qualité des denrées agricoles. À cet effet, les organisations travaillant sur la question de l'alimentation conseillent à veiller sur la sécurité sanitaire des aliments. L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'organisation mondiale de la santé (OMS) définissent la sécurité sanitaire des aliments comme étant « tous les risques, chroniques ou aigus, susceptibles de rendre les aliments préjudiciables à la santé du consommateur » (s.d, p. 4).

Tableau 1- Politiques promouvant la saine alimentation, laquelle inclut une définition des aliments sains et malsains

Domaine de politique général	Application spécifique
Nourriture avec nutriments ajoutés ou qualité sanitaire	Fortification des aliments
	Aliments fonctionnels
Étiquetage des aliments	Étiquetage des nutriments
	Avertissements
	Symboles des points d'achat
	Réclamation
Développement de produits alimentaires	Reformulation et développement des produits alimentaires
Alimentation en milieu publics	Aliments en milieu scolaire (la nourriture disponible dans la cafeteria, dans les machines de distribution et autres).

	Aliments et boissons offerts dans d'autres milieu publics (hôpitaux, prisons, etc.).
Marketing et publicités en matière d'alimentation	Publicités et autres formes de marketing à l'intention des enfants.
Programmes alimentaires de soutien aux ménages vulnérables	Programmes de coupons alimentaires
	Banques alimentaire

Source : tableau reproduit à partir de Hawkes, 2009, p. 12.

Par exemple, en ce qui concerne les aliments avec des nutriments ajoutés, Hawkes (2009) met l'accent sur certaines inquiétudes entourant la tendance des compagnies de l'alimentation à fortifier leurs produits alimentaires. Cette pratique de fortification étant de plus en plus répandue, les compagnies tendent à fortifier des aliments malsains tels les biscuits, les croustilles et autres et les font passer comme contributeurs à la santé (p. 12-13). Dans cet environnement de discussion sur une alimentation adéquate nutritionnellement, des actions sont prises pour assurer une sécurité sanitaire des aliments. Dans le cadre de la FAO/OMS (2010) pour l'élaboration de plans nationaux de réponse aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments, il est conseillé de mettre sur pied des Groupes de coordination inter-institutions (GCII) pour que chaque pays soit en mesure de veiller à la qualité des produits alimentaires, de faire la prévention de risques provenant d'une consommation de ceux-ci et, finalement, d'agir en cas d'alerte de maladies d'origine alimentaire. Les GCII doivent être composés des organisations, des institutions gouvernementales et d'autres experts œuvrant dans la promotion de l'alimentation adéquate (p. 22). L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Déclaration de Rome sur la nutrition de 2014 regarde l'alimentation comme un droit

fondamental que tout homme doit être en mesure de jouir (FAO, 2004; FAO et OMS, 2014).

1.4. Alimentation et impacts sur la santé

Le droit à l'alimentation est reconnu par tous les États membres des Nations unies. En effet, ce droit fut défini par Jean Ziegler comme étant le droit de toute personne d'accéder régulièrement, soit de façon continue et libre à une alimentation répondant en quantité et en qualité aux besoins nutritionnels de tous. Cet accès, reflété par la production autonome des aliments ou par le pouvoir d'achat monétaire, doit respecter les valeurs culturelles de tout le monde ce, en assurant un bien-être physique et psychique digne, satisfaisant et dépourvu d'inquiétudes pour chaque individu et sa collectivité (Golay et Özden, 2005, p. 6). Cette définition laisse entendre que le droit à l'alimentation reflète un besoin de garantir l'accès et la consommation des produits nous assurant un bien-être physique, d'où une « interdépendance au droit à la santé » (HCDH et OMS, 2008, p. 11). L'alimentation affecte le niveau de santé tout comme cette dernière influence la santé et change nos habitudes nutritionnelles. À la conférence de Alma-Ata de 1978, « le droit à la santé fut décrit tel « a state of complete physical, mental and social well-being, and not merely the absence of disease or infirmity » (WHO, s.d, art. I). Il constitue un droit fondamental relatif à tous les humains. L'Observation n°14 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies relate l'importance de la considération de quelques facteurs déterminants de la santé (HCDH et OMS, 2008, p. 11), lesquels sont classés par Lalonde¹ (1981) selon quatre grandes typologies : la biologie, l'environnement, les habitudes de vie et l'organisation des soins de santé (p. 33). Dans ces catégories de

¹ Marc Lalonde fut le ministre fédéral en santé de 1972 à 1977.

déterminants sociaux de la santé, les habitudes alimentaires constituent un élément majeur dans le maintien d'une bonne santé physique et mentale. La Coalition des Communautés en Santé de l'Ontario (CCSO) (2006) ajoute à ces déterminants de santé, le gradient social regroupant les différences de revenus et de leur répartition, l'exclusion ou l'inclusion selon la classe sociale; l'éducation; la sécurité alimentaire qui se base notamment sur de saines pratiques alimentaires (p. 7-8).

Les objectifs du développement durable (ODD) adoptés à la fin de 2015 exposent une variété d'enjeux qui nécessitent l'intervention immédiate de tous les acteurs. Les facteurs liés à l'alimentation sont associés à une majorité des ODD. En effet, le Global Nutrition Report de 2016 statue que la malnutrition et une diète malsaine sont le principal vecteur de la lourde charge de maladies à l'échelle mondiale (p. 1). La malnutrition, selon le document de *Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé*, réunit « les aspects d'une nutrition déséquilibrée (qu'il s'agisse de suralimentation, de sous-alimentation, de carences en micronutriments ou de surconsommation de certains éléments nutritifs) » (WHO, 2004, p. 6). L'affection par la malnutrition résulte, essentiellement, de la manière de manger des gens, laquelle doit évoluer en fonction des normes nutritives conseillées globalement.

Figure 1- État de la malnutrition en 2016

PANEL 1.1 THE SCALE OF MALNUTRITION IN 2016

Although the numbers of people affected by different types of malnutrition cannot simply be summed (because a person can suffer from more than one type), the scale of malnutrition is staggering.

OUT OF A WORLD POPULATION OF **7 BILLION**



About **2 billion** people suffer from micronutrient malnutrition



Nearly **300 million** people suffer from calorie deficiency

OUT OF **5 BILLION** ADULTS WORLDWIDE



Nearly **2 billion** are overweight or obese



One in 12 has type 2 diabetes

OUT OF **667 MILLION** CHILDREN UNDER AGE 5 WORLDWIDE



159 million under age 5 are too short for their age (stunted)



50 million do not weigh enough for their height (wasted)



41 million are overweight

OUT OF 129 COUNTRIES WITH DATA, **57 COUNTRIES**

have serious levels of both undernutrition and adult overweight (including obesity)

Sources: Micronutrient malnutrition: WHO (2009); overweight and obesity: WHO (2016); child stunting, wasting, and overweight: UNICEF, WHO, and World Bank (2015); calorie deficiency: FAO (2015b); diabetes: WHO (2016c). Multiple burdens: The cutoffs for placing countries in each indicator category are as follows: under-age-5 stunting \geq 20 percent, women of reproductive age anemia \geq 20 percent, and adult overweight and obesity (BMI $>$ 25) \geq 35 percent. Full results appear in Appendix Table A1.1.

Source : Global Nutrition Report, 2016, p. 2.

Le *Global Nutrition Report* (2016) relate que, malgré les améliorations observées, une population de 2 milliards d'individus souffre d'une malnutrition par manque de consommation de certains nutriments. Cette même statistique décrit le nombre de personnes en situation de surpoids et/ou d'obésité. La malnutrition, chez les enfants de moins de 5 ans, se caractérise de diverses façons soit que ces enfants n'atteignent point la taille, le poids appropriés à leur âge et, également, sont en surpoids (p. 2). Le fardeau de la malnutrition suscite une inquiétude corrélative en ce qui concerne les maladies non transmissibles (MNT) soit les causes majeures de la mortalité à l'échelle planétaire et,

particulièrement dans les pays à faible et moyen revenu. Les MNT sont le résultat de quatre attitudes comportementales tel l'usage du tabac, l'inactivité physique, la consommation immodérée de l'alcool et une alimentation malsaine (WHO, 2011, p. 1). Les MNT sont responsables de près de 63% des décès (36 millions de personnes) durant l'année 2008 seulement (*Ibid.*, p. 9.). Celles qui sont les plus meurtrières constituent les maladies cardiovasculaires, le diabète, le cancer, les maladies respiratoires chroniques, les maladies digestives (*Ibid.*, p. 11), sans oublier l'hypertension artérielle. Ces différentes MNT peuvent subvenir, tel que mentionné préalablement, par la pratique d'une alimentation déséquilibrée et irrespectueuse des normes sanitaires et nutritionnelles. L'organisation mondiale de la santé spécifie que des habitudes alimentaires à risque se caractérisent par une mauvaise consommation de sodium/sel, une déficience dans l'absorption des nutriments provenant des fruits et légumes, et autres (OMS, 2016). Il existe une interdépendance entre les facteurs de risque causant les MNT, d'où le besoin des stratégies de prévention et de traitement intégrées (WHO, 2004, p. 4).

2. La notion de la sécurité alimentaire et son évolution

2.1. Contexte du débat sur la sécurité alimentaire

Les discussions sur le concept de sécurité alimentaire surviennent à une période assez mouvementée du siècle dernier. Des États pratiquent un protectionnisme pour ne pas dire paternalisme des secteurs agricoles ce, sans inclure dans le processus de stimulation de l'agriculture les populations rurales pauvres. Beaucoup de pays se concentrent sur la recherche de l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire, particulièrement les nouveaux États émergents à la suite de la vague de décolonisation. Les années 1972 et 1973 marquent des fluctuations négatives dans la production et le stockage des produits agricoles. La

disponibilité des céréales sur les marchés mondiaux fut en pleine régression, ce qui engendra une flambée des prix des produits céréaliers à l'échelle mondiale. En 1974 survient le premier choc pétrolier² lequel incita une croissance des coûts des facteurs de production agricoles, notamment. L'échange, l'achat et le transport des intrants devinrent plus coûteux pour l'industrie agricole des États. Pourtant, la décennie 1960-1970 connut une bonne performance découlant des pratiques de la Révolution verte (Griffon, s.d, p.3) tant dans les pays industrialisés que dans ceux en développement. Il y eut, ainsi, une bonne disponibilité des aliments.

Comparativement, la crise du milieu de la décennie 1970 et celle de 2007-2008 n'étaient point des résultantes d'un manque de disponibilité globale d'aliments (Maetz, 2012, p. 1-2). En effet, durant ces périodes spécifiques, la plupart de ces pays avaient fait face à une indisponibilité commune de céréales. Cependant, il est à souligner qu'il y avait quand même une grande disponibilité de produits de consommation. Illustrons que le Canada disposait d'une forte quantité de sirop d'érable. Cependant, l'Inde ou d'autres pays ne jouissait pas de cette disponibilité au même degré que le pays précédent. Malgré cela, ces pays possédaient toute une variété d'ingrédients alimentaires adaptée à leur culture et leur diète nationale. Les épices de l'Inde, contrairement au contexte canadien, en constituait un bon exemple. De ce scénario, il est constaté que l'enjeu véritable de ces quelques crises est un problème d'accès plutôt que de disponibilité.

2.2. Définition évolutive de la sécurité alimentaire

² Choc pétrolier 1973-74 : perpétré par l'OPEP, à la suite des tensions au Moyen-Orient et favorisé par la forte demande des pays industrialisés. Le premier choc pétrolier se caractérise par l'augmentation triplée (de 3\$ le baril à 10\$) du prix des produits pétroliers. Ceci résulte en l'accumulation de pétrodollars par les pays exportateurs.

Le concept de sécurité alimentaire est de nature complexe. Cette notion compte plus d'une centaine de définitions et ne cesse d'évoluer au fil des études et des consultations menées par les acteurs intervenant dans les questions de l'alimentation. La sécurité alimentaire devint un enjeu important à partir des années 1940 et 1950 dans la période d'après-guerre. Le questionnement entourant cette nouvelle dimension de sécurité se résumait principalement aux problèmes d'accès physique (Équiterre, 2005, p. 9). Or, la crise alimentaire du milieu des années 70 fait apparaître un autre aspect de la sécurité alimentaire. Le Sommet mondial de l'alimentation de 1974 conçoit la sécurité alimentaire comme étant l'approvisionnement en termes de disponibilité des aliments et de stabilité des prix nationaux et internationaux (FAO, 2006, p. 1). Cette définition préliminaire peut être contractée selon une conception d'accessibilité économique (Équiterre, *op.cit.*, p. 9).

Au cours des années 1980, le monde en développement se plonge dans une crise de la dette aigue. Plusieurs pays, à l'instar du Mexique et de l'Argentine, déclarèrent faillite et décidèrent de ne point rembourser leurs emprunts, dû à leur incapacité à faire face aux forts taux d'intérêts accumulés sur le capital de départ. Les institutions financières internationales (IFI) tel le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale imposèrent les programmes d'ajustements structurels (PAS) aux États du troisième monde en vue de stimuler leur croissance économique, laquelle leur permettra de rembourser leurs dettes extérieures. Toutefois, les exigences des PAS incluaient un retrait de l'État dans l'économie. Cela impliquait, également, un arrêt du financement de l'agriculture et des systèmes de soutien aux producteurs agricoles. L'un des points essentiels ressortant des principes phares des PAS c'est l'augmentation de la concurrence (Claquin et Chabane, 2013, p. 5). Ainsi, la concurrence au niveau agricole pour les pays moins avancés se

présente sous forme d'une spécialisation dans certaines cultures d'exportations tout en ouvrant leurs frontières, sans contraintes douanières, aux produits alimentaires importés. Néanmoins, la production agricole de ces États a diminué et ces derniers sont devenus dépendants des importations.

Dans ce climat, deux nouvelles définitions de la sécurité alimentaire émergent, respectivement en 1983 et en 1986. Des analyses menées par la FAO en 1983, il fut convenu que la sécurité alimentaire se concrétise par un équilibre entre la demande et l'offre des produits alimentaires. De ce fait, une personne en situation de sécurité au niveau de l'alimentation doit détenir un accès physique et économique constant aux produits agricoles satisfaisant ses besoins (FAO, *op.cit.*, p. 1). L'ancrage de cette définition dans la dimension de l'accès émerge avec les propos d'Amartya Sen dans son livre phare, *Poverty and Famines* publié en 1981. Dans son *Entitlement approach*, Sen (1981) tient à exposer que de nombreux individus n'ont pas les possibilités d'accès à la nourriture ce, par les divers moyens légaux permettant cette accessibilité (p. 45). Devereux (2001) souligne que ces derniers ne détiennent pas les *Endowments*, tel des biens, la force de travail et des moyens financiers, susceptibles d'assurer l'acquisition constante de la nourriture. De ce fait, le Entitlement approach est axé sur quatre dimensions légales d'accès à la nourriture soit : « production-based entitlement (growing food), trade-based entitlement (buying food), own-labour entitlement (working for food) and inheritance and transfer entitlement (being given food by others) » (p. 246). En considérant ces aspects, à quel stage un individu peut-il être considéré en état de famine ?

Présentons un cas pour offrir une meilleure explication. Imaginons Marie, une mère célibataire, vivant à Port-au-Prince avec sa fille Sarah âgée de quatorze ans. Marie est une

salariée à plein temps dont le revenu est utilisé pour subvenir aux besoins alimentaires, scolaires et autres de son enfant. De même, elle cultive un potager dans son arrière-cour. Cela dit, il est démontré que Marie remplit trois des quatre conditions précitées pour ne pas se retrouver en situation de famine; même si elle n'est point nourrie par autrui, elle est dans une relative sécurité alimentaire. Contrairement, sa fille Sarah, vu qu'elle est jeune et n'occupe pas un emploi, se retrouve, selon cette approche, dans une incertitude alimentaire. Or, du fait qu'elle est sous la responsabilité parentale de sa mère qui la nourrit, son insécurité alimentaire n'est pas concrète. Dans le cas où Marie meurt ou tombe, ce qui l'empêcherait de remplir les conditions, Sarah serait supposément en famine. S'il est prétendu que Marie lui avait laissé un héritage financier, Sarah pourrait s'assurer une sécurité alimentaire transitoire. Cela aboutit à l'analyse logique effectuée par Sen (1981) dans le quatrième de son ouvrage, *Starvation and Famines*, laquelle établit que la famine implique la faim ou la privation aiguë de nourriture et que cette dernière, à son tour, implique la pauvreté. En somme, être en situation de famine signifie être en pauvreté; l'inverse n'est pas justifié (p. 39).

Pour faire un retour à la question de la sécurité alimentaire, le *Rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté et la faim* de 1986, informe que celle-ci possède un aspect analytique axé sur l'individu et les ménages, sans négliger les niveaux régional et national. Cette interprétation est affirmée en termes d'accès de chaque personne, à tout moment, à une quantité suffisante de nourriture pour être en mesure de mener une vie active et saine (Clay, 2002, p. 2). À cette conception furent introduites les notions d'insécurité alimentaire chronique et d'insécurité alimentaire transitoire. La première est la conséquence d'une persistance de la pauvreté, d'un manque de biens et d'une inégalité d'accès aux ressources

productives et financières. De même, elle est présente à long terme et se traduit par l'incapacité de satisfaire les besoins alimentaires des individus sur une longue période, d'où le caractère structurel de celle-ci. D'un autre côté, l'insécurité alimentaire transitoire survient dans des périodes de chocs ou de crises temporaires en matière de disponibilité, d'accès, d'augmentation des prix des éléments nutritionnels et du faible revenu des ménages. Ainsi, il existe une décroissance subite dans la production des aliments et dans l'accès à ceux-ci (FAO, 2008, p. 1).

Au fil des rapports produits et de l'expérience acquise dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, cette sécurité a regroupé une pléthore d'aspects qui lui ont procuré une nature diversifiée et multidimensionnelle dans le contexte présent. Au Sommet de l'alimentation de 1996, il a été dit que la sécurité alimentaire « est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, *op.cit.* 2006, p. 1). Cette définition s'assoit sur quatre principaux piliers dont la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture, l'utilisation de la nourriture et la stabilité. Le schéma qui suit présentera les expressions clés qui renvoient aux quatre composantes de la sécurité alimentaire énumérées ci-dessus.

Tableau 2 – La multidimensionnalité de la sécurité alimentaire

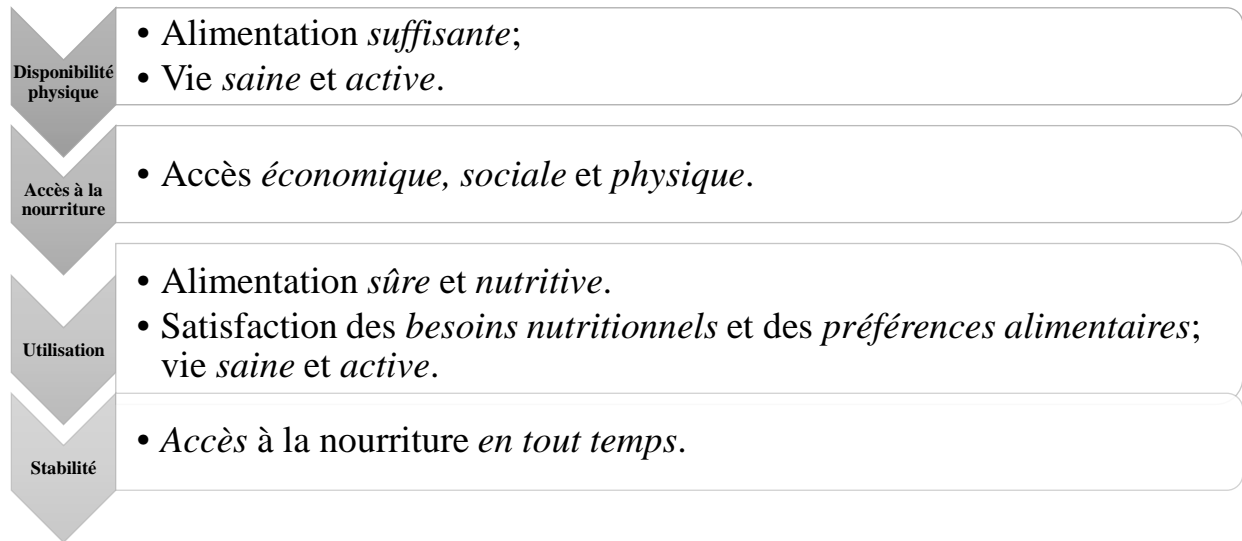


Tableau réalisé à partir de FAO, 2006, p. 1.

En faisant un retour à la notion d'utilisation, la conception lockéenne d'acquisition, tel qu'analysée par Karl Widerquist (2010), souligne que tous les biens de la terre appartiennent communément à tous les hommes, ce qui les rend conscient qu'ils ne devraient pas s'en servir de manière irraisonnable (p. 6). Locke est contre le gaspillage de ressources; il promeut une société à l'intérieure de laquelle tous les habitants useraient des biens de la nature de façon à éviter une utilisation immodérée de ceux-ci (*Ibid.*, p. 6-7). Ainsi, en ce qui concerne la sécurité alimentaire, ce gaspillage peut être présenté par une sous-consommation ou une surconsommation de certains aliments fournissant les apports nutritionnels essentiels. En considérant le cas des États-Unis, la mauvaise utilisation des aliments est fréquente due à la diète standard en vigueur. Le gaspillage peut être illustré du fait que la population américaine, malgré l'accessibilité et la disponibilité de la nourriture saine, consomme, dans la plupart des cas, des aliments à fort apport calorique et contenant un pourcentage élevé de lipides, de glucides et de sodium, d'où une carence dans l'absorption de bons nutriments.

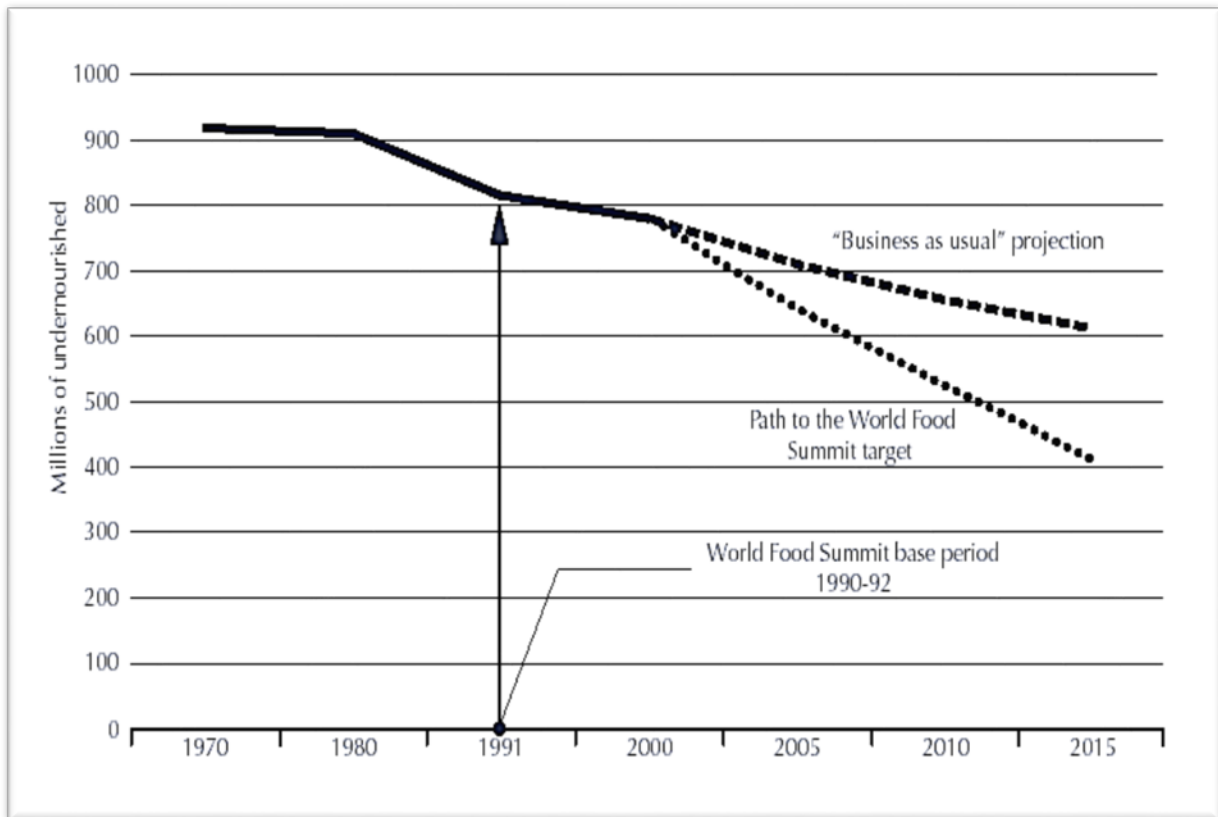
Certaines organisations reconnaissent d'autres caractéristiques qui mériteraient d'être considérées dans cette définition officielle. La diversité des aliments, quoiqu'elle soit sous-entendue dans la définition de 1996, n'est néanmoins pas reconnue selon l'ordre d'importance des autres points essentiels. Étant donné que les structures sociétales diffèrent d'une région à l'autre, il est important d'assurer un système alimentaire qui respectera les normes et les préférences socioculturelles de chaque population qui, finalement, aboutira au respect des droits humains de chacune et chacun (Équiterre, *op.cit.*, p. 10).

3. Stratégies d'amélioration de la sécurité alimentaire

Depuis le Sommet mondial de l'alimentation du milieu des années 1990, les objectifs globaux visaient une réduction de moitié du nombre de personnes en contexte d'insuffisance alimentaire. La complexité de la situation encouragea l'adoption du thème de la faim et de la sécurité alimentaire qui y est associé comme premier enjeu parmi les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Effectivement, les personnes sous-alimentées représentaient, en 2005, 848 millions de gens. Toutefois, les nombreuses causes de la crise alimentaire de 2007-2008 propulsèrent ce nombre au milliard à la veille de la date butoir de 2015 (Golay, 2011, p. 342-343). Au niveau mondial, il y eut une diminution des stocks des denrées céréalières et la hausse de leur prix ce, sans négliger l'impact du doublage du coût de l'importation des aliments, surtout, dans les régions en développement. Le déséquilibre entre l'offre et la demande des produits sur le marché mondial; les spéculations incontrôlées sur les marchés financiers; l'imposition de restrictions à l'exportation pour renflouer les stocks alimentaires nationaux; la flambée des prix du pétrole et autres substituts, etc. (UNCTAD, 2008, p. 6-14), sont autant d'éléments qui ont affecté directement qu'indirectement la sécurité alimentaire des populations, ce qui

fut mis en évidence par les manifestations de la faim (Haïti, Cameroun, et autres). Le renforcement des stratégies déjà existantes paru nécessaire.

Figure 2 - Nombre de personnes malnutries dans les pays en développement : les niveaux observés et prévus selon la cible du Sommet mondial de l'alimentation



« Ce graphique fournit une comparaison des changements dans le nombre des personnes malnutries selon deux types de scenarios : i) la ligne la plus basse démontre les changements du nombre des individus malnutris selon la présomption que la cible du Sommet mondial de l'alimentation sera atteinte; ii) la ligne plus haute présente les changements du nombre de personnes malnutries en fonction des meilleures estimations disponibles à la FAO pour saisir l'évolution de la disponibilité alimentaire, de la production agricole, de la population, des revenus, et bien d'autres facteurs reliés à la nutrition. Ce dernier scénario présume qu'aucun effort supplémentaire (...) n'est fait pour réduire la faim dans le monde » (FAO, 2003, p. 4).

L'ancienne agence canadienne pour la coopération et le développement international (ACDI) proposa une stratégie quelque peu consolidée, laquelle respecte les divers piliers de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide internationale en matière d'harmonisation, d'alignement aux politiques de lutte contre la faim des pays partenaires et le renforcement de celles-là, pour ne considérer que ces facteurs. Dans cette lignée, le

plan d'action de l'ACDI pour accroître la sécurité alimentaire veut contribuer aux capacités de résilience des populations les plus à risque pour, ainsi, mieux affronter les chocs et les crises alimentaires futures ce, tout en encourageant des pratiques de performance agricole durable.

La sécurité alimentaire, selon la conception méthodologique de cette agence, peut advenir s'il est attribué de l'importance à (ACDI, s.d, p. 3-4) :

1. La disponibilité des ressources alimentaires, laquelle se base prioritairement sur la productivité durable du secteur agricole de chaque pays.
2. Le renforcement et le maintien de l'accès alimentaire sur le court et le long terme.
3. L'assurance de l'accès et de la disponibilité des aliments à grand apport nutritif, sains et de bonne qualité, axée sur un régime de nutrition diversifiée.
4. La stabilité de la sécurité alimentaire. Celle-ci doit être constante pour pouvoir éradiquer les risques de crises de la faim. La chaîne alimentaire doit être gérée de façon durable pour que chaque maillon soit consolidé.
5. Le changement doit se faire à toutes les étapes de la société. À cet effet, l'ACDI vise des changements de portée municipale, régionale, nationale et internationale.

Les stratégies canadiennes portées par l'ACDI affecteront, continuellement trois grands domaines, S'agissant du développement agricole et durable, de l'assistance alimentaire externe et de la recherche et le développement (R&D).

À l'instar de l'ACDI, la FAO (2003a), par l'intermédiaire de l'*Anti-Hunger Programme*, avance le *Twin-track approach* à la sécurité alimentaire. Cette approche vise à considérer des structures garantissant une assistance immédiate en cas de crise alimentaire tout en travaillant à long terme à l'établissement et la consolidation d'un

système national durable qui maintiendra un niveau considérable de disponibilité et d'accès alimentaire. Le *Twin-track approach* à la sécurité alimentaire vise cinq grands domaines, soit : l'amélioration de la productivité agricole dans les zones rurales pauvres, le développement et la conservation des ressources naturelles, l'expansion de l'infrastructure rurale et l'accès aux marchés, le renforcement des capacités pour la génération de connaissances et le garanti d'accès aux aliments pour les plus démunis (p. 11).

Selon les prévisions, découlant de ce programme de la FAO, si les États investissaient près de 24 milliards de dollars (*Ibid.*, 2003a) chaque année dans les manœuvres de lutte contre l'insécurité alimentaire, il serait tout à fait possible d'atteindre le but des OMD de réduire de moitié le nombre d'individus sous-alimentés d'ici 2015. Or, en période post-2015, ce but paraît encore difficilement atteignable vu le comportement des différents acteurs mondiaux qui continuent à faire le « business as usual ». Le penchant global exposait la diminution incessante des investissements en matière de sécurité alimentaire, d'où l'exhortation prononcée au Sommet mondial de l'alimentation de 2009 « d'inverser la tendance à la diminution des financements nationaux et internationaux consacrés à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au développement rural des pays en développement et de promouvoir de nouveaux investissements propres à susciter une augmentation de la production et de la productivité agricoles durables, à réduire la pauvreté et à contribuer à la sécurité alimentaire et à l'accès de tous à la nourriture » (FAO, 2009, p. 3).

4. Les outils de mesure de l'insécurité alimentaire

La définition de la sécurité alimentaire de 1996 s'appuie sur l'approvisionnement et l'accès de chaque individu à une alimentation adéquate pour son épanouissement sanitaire et nutritionnel. Il faudrait, dans ce cadre, considérer la prévalence de l'insécurité alimentaire et de ses effets sur les populations les plus vulnérables. Napoli (2010/2011), en se prononçant sur celle-ci, prétend que « food insecurity basically measures hunger » (p. 10).

4.1. L'accès alimentaire

La mesure de la sécurité alimentaire est de nature complexe. Il n'existe pas une manière unanime de fournir une certaine mesure du niveau d'insécurité alimentaire des membres d'une population. À cet effet, plusieurs types d'index et de méthodes de mesure de celle-ci sont utilisés. La FAO, par l'intermédiaire de son *Scientific Symposium on Measurement and Assessment of Food Deprivation and Undernutrition* (2002c), présente cinq grandes méthodes de mesure de la sécurité alimentaire, soit :

1. FAO Methodology;
2. Household Expenditure Surveys;
3. Individual Food Intake Surveys;
4. Anthropometric Surveys;
5. Qualitative Measures.

Napoli (*Ibid.*) souligne les divers niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire, lesquels sont caractérisés par les milieux communautaire, local, au sein des ménages et au degré de chaque individu (p. 16). Préalablement, la mesure de l'insécurité alimentaire (accès) fut axée particulièrement sur le bilan alimentaire de la population, la redistribution du revenu national per capita et les données de dépenses à la consommation. Cette mesure insuffisante

fournit seulement une connaissance de la disponibilité des aliments à l'échelle nationale et sur la consommation des aliments de base et riches en nutriments énergétiques (FAO, 2003b), ce qui ne représente pas, nécessairement, la réalité complète. D'après le *State of Food Insecurity in the World* (SOFI) de 2001, la mesure utilisée tient compte du niveau de productivité des aliments mondialement ce, tout en comparant la performance des pays, lesquels sont classifiés dépendamment de leur revenu national (revenu faible, moyen, élevé) (FAO, 2001). Néanmoins, ce genre d'analyse peut engendrer des conclusions erronées vu que les données, dans la plupart des pays dont la situation d'insécurité est inquiétante, sont manquantes ou non fiables (FAO, *op.cit.*, 2003b).

Une autre méthode de mesure de l'insécurité alimentaire en termes d'accès c'est par l'usage des indicateurs tel (Coates, Swindale et Bilinsky, 2007) :

- Les conditions liées à l'insécurité alimentaire (accès) du ménage qui sont basées sur les comportements et les opinions des ménages;
- Les domaines liés à l'insécurité alimentaire (accès) du ménage lesquels récapitulent la prévalence de ménages qui observent un ou plusieurs comportements relatifs aux différents domaines de l'échelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire (EAIAM) - a) angoisse et incertitude; b) qualité insuffisante; c) et apport alimentaire insuffisant et ses conséquences physiques;
- Le score de l'échelle lié à l'insécurité alimentaire (accès) du ménage calcule la précarité alimentaire du ménage sur une période de 30 jours;
- La prévalence liée à la sécurité alimentaire (accès) du ménage (PAIAM) permet le ciblage géographique des ménages connaissant une forte prévalence d'insécurité

alimentaire selon quatre catégories (sécurité alimentaire, insécurité alimentaire légère, insécurité alimentaire modérée et insécurité alimentaire grave).

4.2. La qualité alimentaire des ménages

Dans les enquêtes déterminant le niveau d'insécurité alimentaire des individus, la considération de l'état de diversité du régime alimentaire des ménages et des individus est importante car cette diversité fournit une bonne représentation de la qualité de la diète quotidienne des populations à l'étude. Aussi bien, la qualité alimentaire peut diverger selon que l'analyse est conduite à l'échelle du ménage en général, ou selon les comportements de chaque individu du foyer. Le *Guide de la FAO pour la mesure de la diversité alimentaire aux niveaux des individus et des ménages* incite, dans l'examen de la qualité des nutriments absorbés grâce à un régime alimentaire adéquat, la tenue d'une enquête individuelle (FAO, 2007). Ce précédent guide détermine des éléments clés qu'il est souhaitable d'observer durant la recherche, tel :

- La période de référence de 24 h, fournissant des résultats moins erronés, qui permet une évaluation du régime de la population et des failles contenu dans celui-ci.
- La consommation hors domicile permet de remarquer la tendance grandissante des gens à se nourrir à l'extérieur du ménage.
- La consommation atypique met en évidence le régime adopté par la population dans un environnement de festivités et de célébrations. Mais, ce facteur ne démontre point les habitudes alimentaires normales des sujets de l'enquête.
- La source principale d'approvisionnement en aliments. Il est possible de déterminer la prévalence de certaines sources par rapport à d'autres tout en exposant la dépendance des sujets à une source, en particulier.

Le calcul de la qualité alimentaire peut être fait selon les cadres employés dans les systèmes de mesures du Score de diversité alimentaire au niveau des ménages (HDDS) et du Score de diversité alimentaire individuel (IDDS). Le premier score reflète plutôt le niveau d'accès économique d'un ménage aux aliments tandis que le second s'axe sur les apports en nutriments du régime alimentaire observé par une personne.

Vhurumuku (2014) fournit un classement des systèmes de mesures de la sécurité alimentaire, lesquels sont présentés dans le tableau suivant selon deux catégories, soit la diversité alimentaire et la fréquence alimentaire; et, les comportements de consommation.

Tableau 3 - Indicateur pour mesurer la sécurité alimentaire

Diversité diététique et fréquence alimentaire	Comportements de consommation
i. Score de consommation alimentaire (SCA); II. Échelle de diversité du régime alimentaire des ménages (EDRAM); iii. Dépenses alimentaires; iv. Sous-alimentation	i. Index de stratégies d'adaptation (ISA); ii. Index de stratégie d'adaptation réduit (ISAr); iii. Insécurité alimentaire des ménages et échelle d'accès (IAMEA); iv. Échelle de la faim des ménages (EFM); v. Mesure d'autoévaluation de la sécurité alimentaire (MASA).

Source : Tableau réalisé à partir de Vhurumuku, 2014, s.p.

5. Les déterminants de l'insécurité alimentaire

Vu que l'insécurité alimentaire se concrétise par un manque de nourriture, par l'inquiétude de se trouver dans une situation d'insuffisance et par les contraintes qui affectent les choix alimentaires (Gauvin et collab., 1996), il devient évident que divers éléments du quotidien influencent chacune des catégories déterminant la sécurité alimentaire. À ce stade de l'analyse, l'accent sera placé sur les facteurs déterminants de l'accès et la diversité alimentaires.

5.1. Les déterminants de l'accès alimentaire

L'Étude sur les causes de l'insécurité alimentaire menée par l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED) (2013) dans la région du Bas-Arbitonite, décrit la réalité que vivent de nombreux ménages, particulièrement, ceux pauvres. Dans l'examen des principales sources de dépenses d'une famille typique, cette enquête souligne que l'alimentation constitue la cause majeure d'épuisement du faible revenu des ménages. La plupart des ménages consacrent, effectivement, plus de la moitié de leur budget mensuel à la procuration de nourriture (p. 57).

Les causes principales de l'accès alimentaire, en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, sont la pauvreté, la précarité de l'emploi, les inégalités sociales et les inégalités fiscales (Gauvin et collab., 1996). D'autres causes supplémentaires identifiées qui affectent l'accès alimentaire telles les capacités de production des ménages, leurs aptitudes d'échanges de biens contre des aliments, le pouvoir d'achat, l'accès, la possession et l'utilisation de la terre, le travail salarié, les héritages, les dons et les transferts (FAO, 2002a).

La production de nourriture par les ménages constitue un accès direct à la nourriture, lequel dépend fortement sur le capital physique et financier et celui humain de

ces derniers. Les membres d'un ménage peuvent s'adonner à des activités de culture potagère qui, sans nécessairement offrir un panier alimentaire complet, peut combler certains manques et réduire la part du revenu familial qui est attribuée à l'achat de nourriture. L'activité de production, pourtant, nécessite d'un accès à la terre agricole fertile et en quantité suffisante, surtout, dans le cas des ménages ruraux dont le travail principal est l'agriculture. En concordance à la culture familiale, ces individus doivent détenir le droit de produire et d'accéder aux semences, de même, qu'aux systèmes de crédit, pour ne mentionner que ceux-là (*Ibid.*, 2002a).

Outre ces facteurs précités, l'accès alimentaire est mis à risque à cause du chômage, des réductions des revenus des personnes en charge des affaires ménagères, de l'augmentation du prix des denrées de base, des aléas environnementaux engendrant la perte des récoltes (*Ibid.*, 2002a), le coût du logement (Gauvin et collab., *op.cit.*, p. 14), le prix élevé du transport (ACTED, 2013, p. 63), le nombre de personnes dans un foyer, le manque d'accès aux sources d'approvisionnement alimentaire, la présence et la distance des marchés d'alimentation, connaissances et habiletés en matière de gestion de budget et de l'alimentation générale, etc. (Québec en forme, 2013). Les conflits violents, lesquels ne cessent d'augmenter dans le monde, sont des phénomènes qui détiennent de grands impacts sur la sécurité alimentaire des populations. Il est souligné par Brinkman et Hendrix (2011), dans leur papier pour le programme alimentaire mondial (PAM), qu'un conflit est susceptible de ralentir la « normal economic activity such as food production, [destroy] infrastructure and [cut] off access to food supplies, with blocking of food access often used as a tool of political terror » (p. 12).

5.2. Les déterminants de la diversité alimentaire

À l'instar de l'accès alimentaire, plusieurs des déterminants précités peuvent, notamment, affecter la diversité alimentaire du régime alimentaire adopté par les ménages d'une certaine population. Cependant, la diversité alimentaire est dépendante d'autres facteurs tel le changement saisonnier du système de production et des revenus des ménages, ce qui rend la consommation alimentaire des membres de ceux-ci insatisfaisant au niveau nutritionnel (FAO, *op.cit.*, 2002a).

La FAO (2002b) mentionne que des pratiques agricoles basées sur la conservation de la biodiversité et l'environnement général garantit la sécurité alimentaire tout en préservant les bonnes sources de nutriments. En effet, les femmes, par exemple, en pratiquant des cultures diversifiées assurent la génération de nouvelles variétés, lesquelles sont cultivées dépendamment des besoins et des goûts alimentaires des membres de leur famille. Cette pratique de diversité productrice constitue une assurance de sécurité alimentaire même dans les périodes de chocs et de perte dans la production (s.p). La diversité des plants consolide la capacité d'un ménage de se préparer divers choix de plats tout en comptant sur leur qualité nutritive. Malgré tout, il faudrait que les familles, surtout les responsables du foyer, disposent des connaissances de base en nutrition pour, ainsi, être en mesure de fournir les aliments riches en nutriments selon les besoins spécifiques à chaque membre de la famille (*Ibid.*, 2002b).

Chapitre 3 : Contexte de l'étude

Ce chapitre fait un survol du contexte social, politique et économique d'Haïti tout en offrant une description des moyens de subsistances de la population et des enjeux environnementaux et sanitaires qui les affectent.

1. Haïti : entre insécurité alimentaire, santé et pauvreté

1.1. Le contexte sociodémographique, politique et économique

L'État caribéen de 27750 km², connu sous sa forme longue de République d'Haïti, compte une population de plus de dix millions d'habitants qui ne cesse de croître et d'engendrer plus de pressions démographiques. Sa population est très jeune et connaît une concentration de 350 habitants au km². Le pays est majoritairement urbain dû à la forte augmentation de l'exode rurale (taux d'accroissement moyen de 3,7% par année) (Fews Net, 2014, p. 5), de même qu'il y existe une grande tendance à la migration externe vers des pays développés à l'instar des États-Unis et du Canada. La République d'Haïti est considérée comme la plus pauvre de l'Hémisphère occidentale et comme l'unique pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) de la région caribéenne (Mazzeo, 2009, p. 117). Elle se classe (163^{ème} rang en 2014), également, parmi les pays détenant les plus faibles indices de développement humain (IDH) (UNDP, s.d).

1.2. Le contexte politique et économique

Haïti traîne un lourd fardeau de crises politiques, économiques et sociales, lesquelles sont la résultante de différents éléments internes autant qu'externes. Malgré son accession à l'indépendance assez tôt dans la période moderne, la République d'Haïti a échoué dans la formation d'un État fort et stable, et d'un environnement socioéconomique florissant pour assurer le bien-être de sa population. Dans le tableau haïtien, on voit se succéder un foisonnement de turbulences, telles les dictatures, les révoltes populaires, les coups d'État, les embargos économiques, des tensions et l'insécurité sociales, pour ne mentionner que celles-là. Haïti se classe dans le palmarès des États fragiles. L'État haïtien est toujours en situation de contestation de la part des partis de l'opposition et de la grande

masse populaire. De même, la corruption dans les institutions publiques reste très grave (158^{ème} place sur 167 au rang mondial) (Transparency International, 2015), l'insécurité et les tensions conflictuelles (92^{ème} sur 162) (Institute for Economics and Peace, 2015) sont un moteur de fragilisation de la figure étatique de tous les autres pays pauvres; Haïti doit faire face à des enjeux de développement qui requièrent des solutions urgentes, mais durables à long terme.

L'économie haïtienne est stagnante et n'est point florissante. Le PIB annuel du pays s'élève à 329 milliards de gourdes soit 7,6 milliards de dollars américains, ce qui équivaut à un PIB par habitant de 771 dollars US (Fews Net, *op.cit.*, p. 5). La période post-séisme, allant de 2010 à nos jours, présente un profil économique en fluctuation. La Banque mondiale indique que le PIB du pays a chuté de 5,5% pour l'année 2010. Pourtant, de 2011-2015, la croissance économique s'élevait à 3,4%, laquelle connaît un ralentissement de 1,7% en 2015 (Banque mondiale, s.d).

Tableau 4- Produit intérieur brut (PIB) en millions de gourdes de 1986-1987

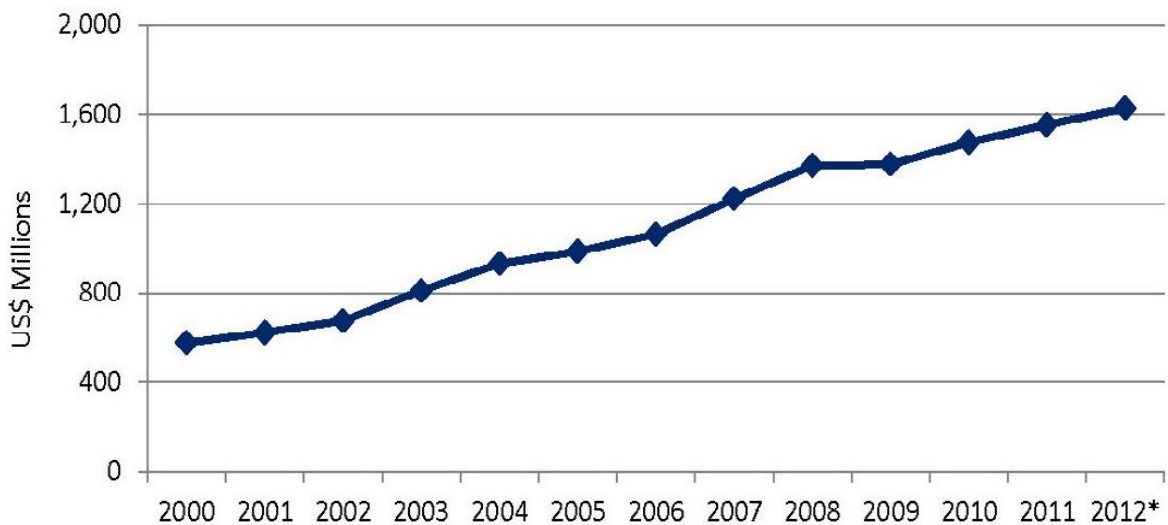
<i>Produit Intérieur Brut (PIB) (En millions de Gourdes constantes de 1986-1987)</i>		
Branches d'activité	2013-2014	2014-2015
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3311	3196
Industries extractives	19	20
Industries manufacturières	1206	1261
Électricité et eau	70	70
Bâtiments et travaux publics	1586	1622
Commerce, restaurants et hôtels	4323	4474
Transports et communications	1158	1165
Autres services marchands	1779	1817
Services non marchands	1705	1756
Branche fictive	(-966)	(-981)
Valeur ajoutée brute totale	141914	14400

Impôts moins subventions sur les produits	1248	1294
Produit intérieur brut	15439	15694
Taux de croissance en %	2.8	1.7

Source : Tableau tiré de IHSI, 2016, s.p.

Les données du tableau 4 permettent d'identifier les secteurs qui regroupent la majeure partie de l'activité économique nationale, lesquels sont l'agriculture et ses activités associées, le secteur du commerce et des services hôteliers. Le secteur des services équivaut à 55% du PIB et l'agriculture vaut 23% du revenu national. La diaspora haïtienne est une source constante de revenu supplémentaire pour la population. Les transferts de fonds d'origine étrangère s'élèvent à près de 1,6 milliards de dollars US (Figure 3).

Figure 3 - Évolution des transferts de fonds vers Haïti



Source : tirée de Fews Net, 2014, p.11.

1.3. Pauvreté, sécurité alimentaire et moyens de subsistance

1.3.1. *L'insécurité alimentaire et la pauvreté en Haïti*

L'insécurité alimentaire est présente à intervalle constant au sein de la population haïtienne. Néanmoins, l'État en question a, à une époque, connu une situation de pleine

souveraineté alimentaire, laquelle est maintenant inexistante. En Haïti, la problématique de l'insécurité alimentaire est inquiétante car les quatre piliers déterminant le cadre pour une situation de sécurité nutritionnelle ne sont guère, en partie ou totalement, présents dans le système alimentaire du pays. En matière de disponibilité alimentaire, Haïti est un pays importateur vu que la moitié de ses besoins en aliments sont comblés par l'achat de produits alimentaires de l'étranger (Fews Net, *op.cit.*, p. 17). Seulement pour le marché du riz, la consommation haïtienne génère environ 200 millions de dollars US de revenu pour l'industrie rizicole américaine soit une valeur de 10% de l'exportation de ce secteur (Cochrane, Childs, Rosen, 2016). Les aliments de base tel le maïs, le riz, les produits laitiers, la farine de blé, la volaille et la viande proviennent majoritairement de la République dominicaine et les États-Unis (Fews Net, *op.cit.*, p. 17-18). Toujours selon ce rapport, la production nationale fournit les besoins en tubercules, en légumineuses, en sorgho. L'utilisation du panier alimentaire dépend des préférences alimentaires de la population générale. Il est noté que dans les zones urbaines, la diète est d'une diversité acceptable et se compose majoritairement de riz, de pain, de sucre, d'huile végétale, des haricots et du spaghetti. Les régions se situant en plaines sont les plus stables en matière de sécurité et de diversité alimentaire (*Ibid.*, 2014, p. 28).

L'accès alimentaire reste restreint pour la plupart des individus. Cet accès est en grande partie dépendante de la situation économique des ménages dont les revenus sont insuffisants pour combler les dépenses alimentaires quotidiens. L'institut de Coordination nationale de la sécurité alimentaire décrit que l'insécurité alimentaire en Haïti et les problèmes d'accès alimentaire sont, jusqu'à nos jours, inquiétants. Effectivement, à cause de la dépréciation continue de la monnaie nationale (Gourdes) par rapport au dollar

américain entraîne « une rigidité à la baisse du coût du panier alimentaire », lequel augmente de 15,5% de la période allant d'avril-juin 2015 à avril-juin 2016 (CNSA, 2016).

De l'avis des experts du Programme alimentaire mondial (PAM) (2016), Haïti, en 2016, compte environ 3,6 millions d'individus victimes de la faim avec près de la moitié souffrant d'insécurité alimentaire (s.d). Dans les milieux ruraux, près de 64,3 % du revenu des ménages est attribué à l'achat de nourriture dont le prix s'est multiplié par 5 de 1991 aux années 2000 (Massolino et Pardini, 2009, p. 202). Cela dit, l'État haïtien ne connaît pas de progression dans la lutte contre la faim qui constitue l'un des principaux objectifs du millénaire. Par rapport à sa population, la prépondérance de l'insécurité alimentaire regroupe près du quart de sa gentilé totale. Pour refléter cela, une enquête fut menée, en 2011, sur l'état de la sécurité alimentaire au niveau national. Les résultats de cette enquête précisent, selon les quatre stades de sécurité alimentaire, que « [...] 38% (3 804 546 personnes) des ménages appartiennent à la catégorie de ménages à niveau de sécurité alimentaire modérée et 24% (2 402 871 personnes) sont des ménages à niveau de sécurité alimentaire élevée. Au total, 62% des ménages jouissent des conditions de sécurité alimentaire acceptable. Donc, l'insécurité alimentaire touche 38% des ménages, soit une population de 3 804 546 » (CNSA, s.d, p. 112) (voir tableau 5).

Tableau 5 - Nombre de ménages et individus par niveau de sécurité alimentaire

	Sécurité alimentaire élevée	Sécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire élevée
%	24.00%	38.00%	29.90%	8.1%
Ménages	480, 574	760, 909	598, 715	162, 194
Individus	2, 402,871	3, 804, 546	2, 993, 577	810, 969

Source : tableau reproduit à partir de CNSA, s.d, p.113.

L'insécurité dans ce pays est particulièrement exacerbée par la forte prévalence de la pauvreté (Massolino et Pardini, *op.cit.*, p. 202; Mazzeo, 2009, p. 117). La pauvreté est une thématique complexe qui varie dépendamment de la situation de chaque État. La pauvreté des individus se reflète par leurs incapacités et leurs vulnérabilités sur une base quotidienne selon leur positionnement dans l'échelle socioéconomique (Phuong et Lebailly, 2011, p. 65) et, aussi bien, en fonction de leur niveau de bien-être (Attanasso, 2004, p. 41) individuel permettant de déterminer les personnes pauvres (Koné, 2002).

Dans le cas haïtien, les données de la Banque mondiale sur ce pays démontrent une amélioration plus ou moins négligeable de la situation de pauvreté nationale. La pauvreté touche 59% de la population générale, laquelle vit avec moins de 2\$ par jour, et 24% vit sous le seuil d'extrême pauvreté³, soit avec une somme de 1,23\$ par jour (Banque mondiale, s.d.). Cette précarité est caractéristique, surtout, des habitants des régions reculées et rurales. D'autres facteurs viennent jouer un rôle prépondérant dans l'aggravation de l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale. Dans la relation de causalité, il faut tenir compte des crises politiques, du manque de compétitivité économique, de la marginalisation sociale, du manque d'infrastructures et de services, des aléas environnementaux et de la faiblesse de productivité agricole. Aussi, la CNSA (2016) rajoute des facteurs comme les élections de 2016, la rentrée scolaire, le manque d'accès aux intrants agricoles (s.d).

³ Le seuil de pauvreté est le coût d'un panier de biens et de services satisfaisant les besoins fondamentaux des individus (Phuong et Lebailly, 2011, p. 65). Autrement dit, c'est le minimum nécessaire pour assurer les besoins caloriques journaliers (2400 cal/j) des personnes et des moyens financiers obligatoires pour combler ce standard (Attanasso, 2004, p. 41).

1.3.2. Profil environnemental et moyens de subsistance en Haïti

Le monde rural, pendant longtemps, représentait plus de la moitié de la population. En 2000, la population rurale s'élevait à 64% de la population et, en 2014, elle s'est réduite à 43% (World Bank, s.d, s.p). Or, ces millions de personnes n'ont point accès à la majorité des terres agricoles exploitables. En effet, les paysans disposent seulement que de 0,10 hectare par personne (*Ibid.*, s.p). Les terres arables et très productives sont concentrées entre les mains de grands propriétaires. La précarité alimentaire est, dans ce cas, plus susceptible d'affecter ces gens qui pratiquent l'agriculture pour assurer leur survie et celle de leur famille. Ils n'ont pas, aussi bien, la possibilité de générer des surplus de production qui pourraient générer des revenus grâce à leur commercialisation. Pour ajouter, l'archaïsme des matériels ou des outils, utilisés dans l'agriculture, et le manque d'accès au capital financier affecte la valeur quantitative de la production. Pourtant, la part de l'agriculture dans l'économie nationale est égale à 25%, soit le quart du PIB, tout en procurant 50% des emplois à l'échelle nationale et 66% des emplois dans les zones rurales (*Ibid.*, s.p). Les responsables du ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) (2011) croient que le secteur agricole détient « un fort potentiel de croissance et de génération de revenus, avec une demande croissante de produits agricoles sur le marché local et des opportunités pour l'exploitation » (p. 13). Néanmoins, pour engendrer un taux de croissance considérable, il est nécessaire d'innover et de promouvoir des méthodes de productivité agricole en insérant des technologies quelque peu modernes et abordables qui seront adaptées aux ressources limitées du pays et, précisément, de la société rurale.

En mettant de côté les grands espoirs de reprise durable de la production agricole, les catastrophes naturelles quasi permanentes sont des obstacles à la stabilité de la sécurité alimentaire (Fews Net, *op.cit.*, p. 31) des populations rurales autant que urbaines, lesquelles doivent être plus résilientes. Haïti se trouve dans une zone géographique qui est sujette à des précipitations et des aléas naturels de manière fréquente. Dernièrement, le pays a montré sa grande vulnérabilité face à des situations de chocs, tels les tremblements de terre et les ouragans comme Sandy. Les récoltes, souvent affectées, ne suffisent plus pour nourrir les individus. Outre cela, le bien-être de la population est fragilisé par la déforestation, la perte des terres arables ou l'érosion. Les montagnes constituant la majeure partie du panorama topographique du pays, l'agriculture est pratiquée sur leurs pentes sans être pour autant un système de production durable. On nota que près de 10 000 hectares de terres arables sont perdues chaque année sur le flanc des montagnes (Guindo, 1989, p. 887). Pour réduire l'érosion, on employa diverses méthodes tel que « [...] terraces, rock walls, and tree planting... » (Bayard, Jolly et Shannon, 2007, p. 62) qui n'ont point engendré de résultats efficaces.

La désertification du territoire, dans le cas haïtien, n'est pas négligeable. Les zones arides et semi-arides sont les plus exposées à ce processus de dégradation qui, selon le Ministère de l'environnement d'Haïti, reprenant les termes de la FAO, est un « ensemble de facteurs géologiques, climatiques, biologiques et humains qui conduisent à la dégradation des qualités physiques, chimiques et biologiques des terres des zones arides et semi- arides et mettent en cause la biodiversité et la survie des communautés humaines » (UNCCD, 2015, p. 25). La désertification de la partie occidentale de l'île se manifeste notamment par la perte massive de sa couverture végétale, laquelle constitue l'un des

moyens naturels de retenir les terres cultivables d'un territoire ce, malgré les intempéries. Dans le cas d'Haïti, cette couverture fut détruite par les pressions des activités humaines et les dérèglements environnementaux. Williams (2011) croit que le pays représente un cas typique du désastre environnemental et humain et souligne que cet État « [...] has dropped from sixty percent forest cover to less than 1 percent » (p. 20). La couverture forestière est en forte décadence parce que la coupe de bois reste la principale menace à cette végétation. Les habitants des régions reculées, étant pauvres, trouvent une source de revenu dans la vente de bois. De même, la faiblesse des moyens économiques des ménages haïtiens crée une importante demande pour le charbon de bois, 70% du bois récolté (Singh et Cohen, 2014, p. 12), qui est le combustible le plus utilisé dans la préparation de la nourriture. Notamment, l'expansion démographique et l'urbanisation engendrent la perte des forêts et, également, des terres cultivables.

Ce tableau descriptif, tiré des informations du Programme Aligné d'action national de lutte contre la désertification du Ministère de l'environnement (MED) en collaboration avec le United Nations Environment Program (UNEP), la United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) et le Partnership Initiative on Sustainable Land Management (PISLM), permettra de comprendre le profil de l'hétérogénéité des espaces agricoles sur le territoire haïtien (UNCCD, *op.cit.*, p. 23-25).

- *La région agro-pastorale sèche* est caractérisée par une faible fréquence des pluies et un risque aigu de sécheresse. Cette zone regroupe des villes et villages des départements du Nord-Ouest, du Nord-Est, du Sud-Est et de l'île de la Gonâve. La pratique de l'agriculture s'avère difficile dans ces zones vu les problèmes

d'irrigation, d'érosion, de sécheresse et de déforestation. Elles sont, ainsi, vulnérables aux problèmes alimentaires et regroupent les populations rurales les plus paupérisées au niveau national.

- *La zone de plaine en monoculture* détient un profil plus productif que la première. Ces plaines de la grande septentrionale et du Sud d'Haïti jouissent de pluies fréquentes et de systèmes irrigués plus avancés que dans les autres départements du pays. Malgré tout, la productivité et l'accès à l'eau s'amointrissent à cause, non seulement, du manque de fertilité des sols, mais, aussi, au manque d'entretien des systèmes d'irrigation.
- *Les zones agricoles dans les montagnes humides*, couvrant la totalité du territoire haïtien, sont exposées aux enjeux de l'érosion résultant de la diminution agressive de la couverture végétale. L'agriculture et l'élevage étant à la base de l'économie de ces contrées montagneuses, on y cultive des légumineuses, des tubercules, des racines, et, enfin, le café et le cacao qui nécessitent des températures de moyenne altitude.
- *Les zones agro-pastorales de plateau* se trouvent dans un milieu semi-humide (département du Centre) avec une pluviométrie de moyenne abondance. Elles regroupent les cultures de céréales, de tubercules et des grains. De plus, les pratiques d'élevage y sont concentrées. Les régions agro-pastorales de plateau subissent les conséquences de l'érosion et de la déforestation.
- *Les régions agro-pastorales* se situent géographiquement dans le grand Sud d'Haïti (Grand-Anse, Sud, Sud-Est, Ouest). Le milieu est moyennement humide et encadre une diversité de cultures vivrières, un bon niveau d'élevage et de pêche, un

environnement commercial très dynamique. Ces zones sont les plus exposées aux affres des ouragans, des cyclones. Les rivières sont fréquemment en crue.

- *Les régions sèches d'agriculture et de pêche* sont extrêmement érosives. Elles s'étendent dans les basses plaines, les basses montagnes sèches et les bandes côtières du Sud. On y pratique une agriculture principalement céréalière et on y ajoute la culture des tubercules et de diverses espèces d'haricots.
- *Les zones de production de sel marin*, quant à eux, se trouvent sur les côtes et sont dépourvues d'une couverture végétale et d'une pluviométrie considérable. En matière d'agriculture, on y trouve plutôt des plantations de mil et de légumes tel l'oignon et l'échalote.

Selon ces caractéristiques topologiques, les zones agro-pastorales sèches et les zones sèches d'agriculture et de pêche sont les principales victimes de l'insécurité alimentaire (Fews Net, *op.cit.*, p. 14).

1.4. La situation sanitaire en Haïti

La situation sanitaire au sein de la population haïtienne connaît de nombreuses lacunes, qu'il s'agisse des maladies liées au bien-être des nourrissons et des enfants, ou de la santé reproductive des femmes. Le taux de mortalité infantile⁴ s'élève à 59 décès pour 1000 naissances à chaque année. Le taux de mortalité pour la catégorie des enfants de moins de cinq est de 88 décès sur 1000. La prévalence de la mortalité infantile est due au régime nutritionnel, l'hygiène de l'environnement immédiat des nourrissons et de l'utilisation des services (*Ibid.*, p. 29). Ces données varient également selon le niveau

⁴ La mortalité infantile est le nombre moyen de décès avant le premier anniversaire (Fews Net, 2014, p. 29).

d'éducation des mères (DHS, 2012, p. 8). Les recommandations de vaccinations connaissent de nettes améliorations au fil du temps. En effet, 45% des enfants de 12-23 mois ont reçu les vaccins recommandés pour leur tranche d'âge. De plus, cette catégorie de la population est très affectée par des maladies respiratoires (la toux) et la diarrhée (*Ibid.*, p. 10).

La santé maternelle est, elle aussi, un domaine qui nécessite beaucoup d'améliorations. Pour prévenir certains risques et pour faire de la prévention de certaines maladies découlant de la grossesse, des soins prénataux et postnataux doivent être fournis aux femmes. En Haïti, les soins prénataux sont très répandus vu que près de 90% des femmes (Cayemittes et collab., p. 121) bénéficient de ceux-ci. Cependant, il est commun pour ces femmes d'effectuer leur première visite chez un professionnel de la santé au quatrième mois de leur grossesse (*Ibid.*, p. 123). Les soins postnataux sont moins répandus au sein de la population en âge de reproduire. Ce cas de figure est une résultante du niveau d'éducation de la femme (*Ibid.*, p. 134). Les femmes ne pratiquent pas un allaitement continu des nourrissons surtout au courant de la période recommandée (de 0-6 mois). Néanmoins, il faut soulever la question d'accès à la santé, lequel est limité à cause de l'influence de quatre grands facteurs, soit : les moyens économiques, la distance par rapport aux centres de santé, le manque d'accompagnement pour se rendre aux centres de santé et l'autorisation, même, de fréquenter ces lieux (*Ibid.*, p. 139).

L'État de santé pour la population générale demeure faible. Depuis 2010, le pays fait face à une épidémie aigue de choléra qui a affecté environ 450 000 individus et dont 7 500 sont morts. Il fut remarqué qu'il existe un lien entre la prévalence du choléra et le niveau de sécurité alimentaire des personnes (Fews Net, *op.cit.*, p. 32). Le manque

d'assainissement et l'accès à l'eau potable sont des facteurs aggravants de l'insécurité sanitaire de la population (*Ibid.*, p. 30).

Chapitre 4 : Cadre conceptuel de l'étude

Ce chapitre présente le cadre conceptuel choisi pour cette étude que sont la littérature sur la sécurité alimentaire et, de façon plus importante, les quatre piliers de la sécurité alimentaire.

Le cadre conceptuel de cette étude exploratoire se base tant sur des documents de la littérature sur la sécurité alimentaire que sur les piliers essentiels identifiés dans la définition de celle-ci (FAO, 2006). Il est utile de présenter une description des facteurs inclus dans chacune des dimensions de la sécurité alimentaire (Fews Net, 2014, p. 4) :

- a) *La disponibilité alimentaire* se réfère aux capacités d’approvisionnement physique des produits alimentaires, lesquels peuvent avoir plusieurs origines. La quantité de nourriture disponible au niveau d’un pays ou d’une région dépend des activités de production à l’échelle nationale et du ménage. Notamment, la disponibilité provient des achats de produits externes et de l’aide alimentaire procurée par des partenaires étrangers.
- b) *L’accessibilité alimentaire* est liée au pouvoir d’achat d’un ménage qui accroît la demande pour les aliments. De plus, cet accès peut être favorisé par l’usage de dons, de transferts d’argent. L’accès peut s’exprimer en termes d’existence de bonnes infrastructures, d’un environnement social, économique et politique favorable.
- c) *L’utilisation des aliments*, quant à elle, se concentre sur l’usage que les individus font des aliments qu’ils ont acquis. Elle tient compte aussi de la richesse nutritionnelle, énergétique et la variété des produits consommés. L’utilisation alimentaire ne néglige point l’aspect hygiénique dans lequel les aliments sont conservés et préparés et les impacts sur la santé.
- d) *La stabilité alimentaire*, influençant les trois autres dimensions, présente les fluctuations ou la vulnérabilité qui peuvent advenir dans un contexte de dérèglement tels les crises politiques, des évènements environnementaux, d’inflation, pour ne citer que ceux-là.

Ces piliers seront adoptés selon le concept élaboré par Radimer et ses collaborateurs qui fournissent une analyse au niveau du ménage et au niveau individuel (voir le tableau 6) tout en tenant compte des composantes de quantité, de qualité, et notamment, des caractéristiques psychologiques et sociales (Radimer, 2002; Kennedy, 2002).

Tableau 6 - Les dimensions de l'insécurité alimentaire expliquées par les recherches qualitatives de Radimer (1990)

	Individual level	Household level
Quantitative	Insufficient intake	Food Depletion
Qualitative	Nutritional Inadequacy	Unsuitable food
Psychological	Lack of choice, feelings of deprivation	Food anxiety
Social	Disrupted eating patterns	Food acquisition in socially unacceptable ways

Tirée textuellement de Tarasuk, 2001, p.4.

En se référant à l'accès, la disponibilité, l'utilisation et la stabilité alimentaire, l'étude tentera, dans un premier temps, de vérifier si l'insécurité alimentaire se manifeste chez les mères cheffes de foyer par un manque dans la jouissance des quatre piliers de la sécurité alimentaire. Mais aussi, elle visera à examiner s'il existe d'autres formes de la manifestation de l'insécurité alimentaire, en ce qui concerne le vécu et la perception ou le sens donné à l'enjeu chez ces femmes pour en ressortir des éléments nouveaux dans les facteurs d'explication. L'analyse inclura également tout lien possible entre l'insécurité alimentaire des femmes cheffes de ménages et leur santé physique et psychologique.

Chapitre 5 : Méthodologie de recherche

Ce Chapitre présente la méthodologie de recherche employée dans ce travail. Les sources de données, la collecte de données, les protocoles d'entrevue et les modalités de traitement des données seront examinés.

1. Méthodologie

1.1. Design de la recherche

Cette étude est de nature qualitative et se base sur une structure descriptive et interprétative. Elle avait un objectif exploratoire de la question de la sécurité alimentaire chez les femmes monoparentales et cheffes de ménages. Étant donné le peu de recherche accordé à cette catégorie de la population, il est difficile de trouver les informations décrivant le vécu de ces femmes par rapport à l'insécurité alimentaire. La logique interprétative de la recherche offre la possibilité de faire ressortir des indications liées au sujet en question. L'échantillon n'étant pas de taille suffisante pour être représentatif (Combessie, 2007) de la population des femmes monoparentales du pays ou même au niveau de la région en question, ceci renforce la nature exploratoire de l'enquête. Pour trouver cette représentativité chez la population des femmes cheffes de famille en condition de monoparentalité, il faudrait continuer l'étude à une plus grande échelle et peut-être employer des techniques d'échantillonnage complémentaires. Cette exploration a permis de parcourir les causes de l'insécurité alimentaire chez les femmes cheffes de ménages, les impacts auxquelles elles font face et, aussi bien, la particularité de leurs méthodes d'accoutumance à celle-ci. Cette recherche qualitative cherche à identifier les limites à la disponibilité, de l'accessibilité, de l'utilisation et de la stabilisation alimentaire pour les femmes seules et principales pourvoyeuses pour leur famille. Ce dossier inclut une analyse des données collectées au cours d'un groupe de discussion et d'entrevues conduites en individuel avec les participantes. Le groupe de discussion a été un moyen pratique de confronter les conceptions de la faim et de la sécurité alimentaire présentées dans les

échanges individuels dans un environnement pluriel pour en faire ressortir les potentielles différences et similitudes.

1.2. Contexte de la recherche et états des lieux en Haïti

Haïti est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le taux de pauvreté affecte encore près de la majorité des haïtiens. Le pays est divisé en dix départements géographiques. Jacmel, capitale du département du Sud-est d'Haïti, est l'une des villes les plus importantes du pays. Cette ville possède un grand passé historique. Elle fut l'épicentre des échanges de café bien après l'ère coloniale. Lieu de rencontre de grands leaders indépendantistes d'Amérique latine à l'instar de Francisco de Miranda et Ramón Emeterio Betances au cours du XIX^{ème} siècle, Jacmel est une ville très touristique et hautement artistique. Toutefois, à l'instar des autres régions et du pays en général, la zone sud-orientale présente des indicateurs de pauvreté aussi considérables. La région connaît une incidence de pauvreté de 64,1%; un déficit de pauvreté de 26,8%; et un niveau de sévérité de la pauvreté de 14,4% (IHSI, 2014, p. 21). Dans ce même contexte, les participantes à l'enquête ont répondu à une enquête préliminaire ayant pour intention d'examiner la situation générale. Toutefois, les résultats ne sont pas spécifiques aux femmes de ménages, car c'est une situation qui est récurrent chez bien d'autres catégories de femmes.

Le module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (HFSSM) s'axe sur les changements liés à l'accès, la disponibilité et l'utilisation des aliments relevant d'une insuffisance des moyens financiers qui peuvent avoir des impacts sur les habitudes et la consommation alimentaires des membres d'un ménage (Health Canada, 2012, paragr. 1). Le formulaire HFSSM se divise en deux catégories de questions : l'une s'accrochant sur la situation alimentaire des adultes et la seconde sur celle des enfants du ménage. Cependant,

ce module d'enquête ne se concentre pas sur le statut de sécurité alimentaire individuelle (*Ibid.*, paragr. 2), ce qui laisse entendre que les membres d'un même ménage peuvent connaître des situations alimentaires différentes.

En référence au tableau n° 10, près de 86% des intervenantes ont un statut socioéconomique très faible et le reste reflète un niveau socioéconomique faible à modéré. La totalité des répondantes estiment que leur revenu mensuel est insuffisant pour subvenir aux besoins alimentaires de base de leurs familles et n'espèrent pas d'amélioration de leur revenu à court terme. Malgré le niveau élevé du chômage au sein de l'échantillon, les mères font souvent des activités pour tenter de soulager les effets de leur condition d'inemploi sur l'alimentation de leurs familles.

Plusieurs concepts ressortent de cette enquête. En effet, les thèmes les plus importants ressortis du module d'enquête sont entre autres : l'inquiétude de manquer de nourriture, la qualité et la variété des aliments, la baisse des quantités d'aliments, le nombre de repas sautés, l'expérience de la faim, la disponibilité et/ ou l'épuisement de stock, être affamé toute une journée (FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, 2017, p. 11; Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2016, p. 6).

Figure 4 - Échelle de l'insécurité alimentaire



Tirée de FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, 2017, p.11 et adaptée selon les données traitées dans la présente étude.

a) Éléments récurrents et résultats

Les thèmes importants ressortis des réponses au module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages peuvent être classifiés comme étant en situation de sécurité alimentaire ou selon une échelle de gravité de l'insécurité alimentaire allant d'une insécurité faible à grave (voir figure n° 4). Pour connaître la position des ménages dans ce spectre, il faut prendre en compte le nombre de réponses affirmatives aux questions posées. Notez que les familles qui vivent une certaine sécurité alimentaire sont celles qui ont un revenu suffisant leur permettant d'éliminer toute contrainte liée à l'accès à une alimentation nutritive et adéquate. À l'opposé, rappelons que l'insécurité alimentaire souligne l'accès limité à la nourriture dû à un manque de ressources financières (FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, *op.cit.*, p. 105). Ainsi, se trouve dans la catégorie de l'insécurité alimentaire faible tout ménage qui fournit une réponse positive aux questions. L'insécurité alimentaire modérée se base sur un nombre allant de 2 à 5 réponses positives pour les adultes uniquement et de 2 à 4 réponses affirmatives pour les enfants du ménage. En dernier lieu, l'échelon de l'insécurité alimentaire grave se calcule sur une base de 6 réponses

affirmatives ou plus pour les adultes d'un foyer et de 5 réponses positives ou plus pour les enfants du foyer (Tarasuk, Mitchell et Dachner, *op.cit.*, p. 23; Committee on National Statistics et collab., 2013, p. 7) (voir annexe n° 1)⁵.

i) Insécurité alimentaire faible

Le premier échelon de l'insécurité alimentaire dénote un risque faible pour ces ménages de ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires. Ces ménages ont ressenti la crainte, à un certain moment, ou vivent plutôt dans l'appréhension de pouvoir manquer de nourriture au cours de l'année en question.

Tableau 7 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017

Échelle de sécurité alimentaire des adultes	Tous les ménages (14 ménages)		Ménages avec enfants <18		Ménages sans enfants de <18	
	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%
Craint de manquer de nourriture	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%

Source : Modèle tiré de Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2016, p.6 et modifié selon les données de la présente étude.

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, la grande majorité des ménages a, d'un moment à l'autre, eu des inquiétudes en ce qui a trait à leur capacité à satisfaire leur alimentation faute de ressources économiques. Avec bien plus d'une réponse affirmative à cette question, il paraît que les ménages en question dans cette étude dépassent le stade de la sécurité alimentaire faible. Parmi les 14 cheffes de ménages interrogées, une seule a

⁵ L'annexe n° 1 résume les critères de classement des ménages dans l'échelle d'insécurité alimentaire.

déclaré ne pas avoir ressenti cette crainte; les autres ménages ont affirmé avoir eu une appréhension soit souvent ou quelques fois dans l'année. Les ménages avec des enfants de plus de 18 ans, malgré leur faible représentativité dans le groupe, sont soumis à cette inquiétude de manquer de nourriture d'après les dires de la cheffe de ménage. Comment se manifeste, au quotidien, la crainte de ne pas pouvoir nourrir sa famille pour ces mères en condition de monoparentalité ? Quelles sont leurs réactions dans de telles situations ? Existe-t-il des systèmes locaux de soutien socio-psychologique pour celles-ci ? Ce sont quelques questions qui émergent face à la grande prévalence de cette anxiété chez les mères. L'enquête ne permet pas d'y répondre; des éléments de réponse seront tirés des entrevues individuelles et du groupe de discussion.

ii) Insécurité alimentaire modérée

L'insécurité alimentaire modérée reflète, quant à elle, que les ménages n'ont pas un accès satisfaisant à de la nourriture de qualité et équilibrée. Les faibles moyens monétaires des mères les contraignent à avoir recours à des aliments à moindre apport nutritionnel et à moindre coût, faits qui seront confirmés dans les autres échanges avec les différentes intervenantes.

Tableau 8 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017

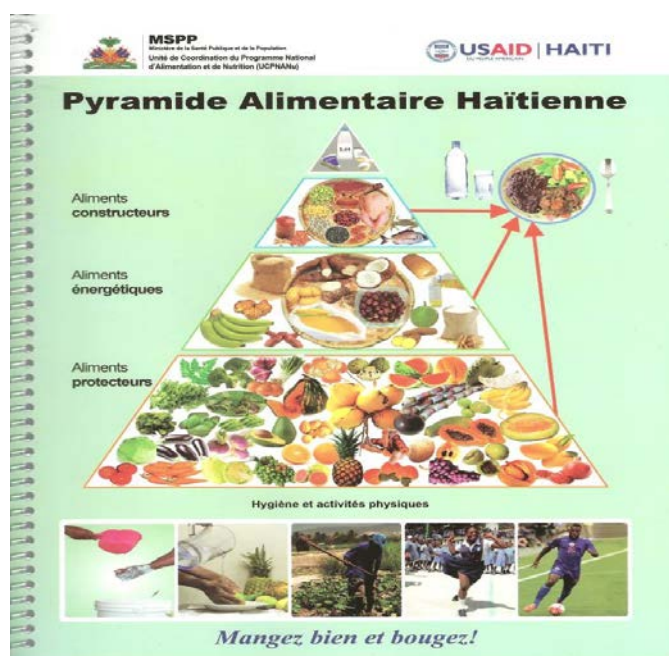
Échelle de sécurité alimentaire des adultes	Tous les ménages (14 ménages)		Ménages avec enfants <18		Ménages sans enfants de <18	
	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%
Pas les moyens de manger des repas équilibrés	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%

Perdu du poids, pas assez d'argent pour la nourriture	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%
Échelle de sécurité alimentaire des enfants						
Comptait sur quelques types d'aliments peu coûteux pour nourrir les enfants	14	100 %	13	92,8 5%	1	7,14%
N'avait pas les moyens de servir des repas équilibrés aux enfants	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%

Source : Modèle tiré de Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2016, p.6 et modifié selon les données de la présente étude.

Les mères de même que leurs enfants ont vu la qualité de leur alimentation diminuer. En effet, elles n'ont pas pu consommer ni offrir à leurs enfants à charge les aliments avec des apports nutritionnels importants pour le maintien de la bonne santé. L'équilibre des repas étant à son point faible en comparant ces déclarations à la pyramide alimentaire haïtienne (MSPP et collab., 2017, s. p).

Figure 5 - Pyramide alimentaire haïtienne



Les cas concrets examinés dans le cadre de cette étude ne reflète pas l'importance qu'accorde le ministère de la santé publique (MSPP) à l'établissement d'une culture nutritionnelle variée. Le MSPP considère que « les repas variés et équilibrés sont le meilleur moyen de se protéger contre certaines maladies telles: les pathologies cardiovasculaires, les maladies métaboliques, le cancer, le diabète, l'Alzheimer, l'obésité, [et] certains problèmes de carence » (MSPP, s.d, s.p). Au contraire, les mères se sont vues obligées de se procurer des aliments peu chers contenant peu de nutriments pour satisfaire les exigences nutritionnelles quotidiennes (les besoins en vitamine, en fer, en protéines, etc.). Les 14 mères interrogées, soit 100% des intervenantes, ont eu recours à ce type d'aliments pauvres et sans apport bénéfique pour la santé des membres des ménages. Treize femmes ont remarqué qu'elles ont perdu du poids par manque de capacité à s'acheter de la nourriture. Encore, le nombre de réponses affirmatives dépasse la limite de classification des ménages à l'échelon d'insécurité alimentaire modérée.

iii) Insécurité alimentaire grave

Le dernier échelon de la gravité de l'insécurité alimentaire décrit un fort stress dans l'accès à une alimentation adéquate. L'indisponibilité de ressources financières étant encore plus soulignée, les mères et leurs enfants à charge sont obligés de manger moins ou de rester affamés (voir tableau 9).

Tableau 9 - Les réponses aux énoncés du module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, 2017

Échelle de sécurité alimentaire des adultes	Tous les ménages (14 ménages)	Ménages avec enfants <18	Ménages sans enfants de <18

	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%	Nbre en dizaine	%
Pas de nourriture et pas d'argent pour en racheter	14	100 %	13	92,8 5%	1	7,14%
Adulte a réduit ou sauté des repas	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%
Adulte a réduit ou sauté des repas (Fréquence)	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%
Adulte a mangé moins qu'il aurait dû	12	85,7 %	11	78,6 %	1	7,14%
Avait faim sans pouvoir manger parce que n'en avait pas les moyens	13	92,8 5%	12	85,7 %	1	7,14%
Adultes passent une journée entière sans manger (fréquence)	11	78,6 %	11	78,6 %	0	0%
Échelle de sécurité alimentaire des enfants						
Les enfants ne mangeaient pas assez, n'en avait pas les moyens	14	100 %	13	92,85%	1	7,14%
Adultes ont réduit la portion des enfants parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture	8	57,1 4%	8	57,14%	0	0%
Enfants ont sauté des repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture	12	85,7 %	12	85,7%	0	0%
Enfants ont sauté des repas presque tous les mois ou certains mois	12	85,7 %	12	85,7%	0	0%
Enfants avaient faim, mais n'avaient pas les moyens d'acheter la nourriture	12	85,7 %	12	85,7%	0	0%
Enfants ont passé une journée entière sans manger	11	78,6 %	11	78,6%	0	0%

Source : Modèle tiré de Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2016, p.6 et modifié selon les données de la présente étude.

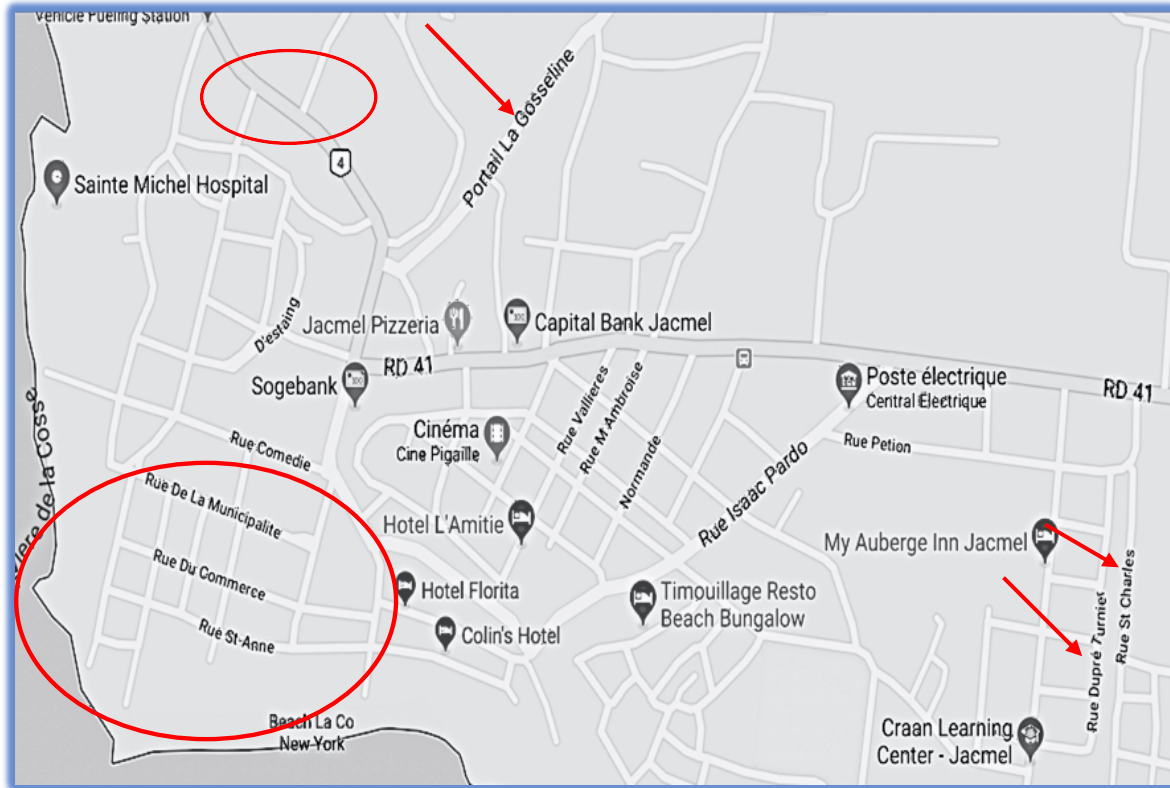
Tant les mères que les enfants ont souvent sauté des repas ou réduit la taille de leurs plats. Ils peuvent rester au minimum un jour sans manger. C'est une insuffisance dans

l'apport nutritionnel (utilisation). Dans ce cas, il n'est guère possible de s'imaginer que la mère puisse diversifier son alimentation ni celle de ses enfants. Ceci est notamment le résultat du fait qu'elle n'ait pas les moyens économiques pour renflouer leurs stocks. L'ensemble des mères ayant répondu à ce questionnaire ont laissé entendre que souvent elles n'avaient pas de la nourriture à la maison, ni l'argent pour s'en procurer. Les réponses tirées du module HFSSM permettent de détecter que l'insécurité alimentaire est très grave dans le cas des cheffes de ménages, mais qu'elle est avant tout liée à l'accès aux aliments. Tout s'achète et la condition de pauvreté et d'extrême pauvreté de ces femmes réduisent l'habileté de ces dernières à subvenir aux besoins alimentaires des membres de leur foyer, tout en se privant dans les rares fois où elles peuvent trouver à manger.

1.3. Participantes à l'étude

Les participantes ont été recrutées dans quelques quartiers de la commune de Jacmel (voir figure n° 6). Elles sont toutes sans conjoint, de différentes tranches d'âge et ont au moins un enfant à charge. Les cas choisis représentent des sources d'informations riches. Cette méthode de sélection se fait sur la base d'un réseau bien constitué (Wilhelm, 2014), c'est-à-dire que des membres de leurs communautés ont aidé à l'identification des femmes monoparentales et ayant des enfants susceptibles de contribuer à l'enquête. Le nombre de participantes nécessaire s'est limité à près d'une quinzaine de personnes dès que la saturation a été atteinte. Malgré les risques de biais de sélection, ces femmes ont été choisies en tenant compte des contraintes liées au temps alloué pour mener cette recherche.

Figure 6 - Zones d'habitation des intervenantes



Source : données cartographiques ©2018 Google.

1.4. Procédures de collecte des données

Trois méthodes de collecte ont été utilisées pour cette étude : des entretiens en individuel, un groupe de discussion et un module d'enquête (HFSSM). Les trois types de document ont été d'abord rédigés en français puis traduits en créole haïtien vu que l'enquête se déroulerait dans cette langue. La collecte de données a été effectuée par la chercheuse principale. Préalablement aux discussions, il a été obtenu de toutes les participantes à l'enquête leur libre consentement à l'écrit et à l'oral. Les questions de l'entrevue individuelle exploraient plus en profondeur la conception des intervenantes sur la sécurité et/ou l'insécurité alimentaire. De même, elles ont été formulées afin de retirer des informations essentielles reliées aux quatre piliers de la sécurité alimentaire constituant notre cadre conceptuel. Ces échanges individuels ont, notamment, permis de mettre en évidence les attitudes adoptées par les mères dans un contexte d'insécurité alimentaire. Le

groupe de discussion s'axait plutôt sur les connaissances nutritionnelles, les changements dans les modes d'alimentation et les impacts sur la santé, l'expérience de la vie à Jacmel et sur de potentiels services disponibles pour leur venir en aide. La séance de discussion avec le groupe s'est déroulée à Jacmel dans la cour arrière d'une personne respectée et connue dans le quartier de l'Embouchure. Le quartier de l'Embouchure a été déterminé pour sa position idéale par rapport aux lieux de résidence de toutes les participantes qui voulaient se présenter à cette rencontre, ce qui leur a évité de parcourir une trop longue distance. L'invitation au groupe de discussion a été faite aux participantes lors de leurs entrevues individuelles et notamment, des affiches ont été distribuées grâce à l'aide de personne phare de la communauté jacmélienne. Initialement, il était prévu de faire deux groupes de discussion selon les zones de résidence. C'est-à-dire, l'emplacement des groupes de discussion devait être déterminé selon que certains quartiers se rapprochaient géographiquement ou non. Peu de réponses ont été faites pour les discussions en groupe, d'où la décision de faire qu'un seul groupe de discussion. Quant au module d'enquête, il permettait de voir la situation alimentaire au niveau des ménages en tenant compte des conditions alimentaires spécifiques aux enfants et aux adultes du ménage (dans ce cas précis, du vécu alimentaire des cheffes de ménage) durant l'année précédant l'enquête.

1.5. Enjeux discutés lors des entrevues de groupe et individuelles

Le groupe de discussion et les entrevues individuelles se concentrent la tentative de compréhension de la sécurité alimentaire dans les cas où le foyer est dirigé par une femme seule. Les enjeux discutés avec les intervenantes lors de ces différentes rencontres gravitent autour :

- a) Du sens que revêt l'insécurité alimentaire et sa signification dans le registre des femmes cheffes de famille.
- b) Des formes et les manifestations de l'insécurité alimentaire à partir des quatre grandes dimensions de la sécurité alimentaire, soit la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité alimentaires.
- c) De l'identification des mesures d'atténuation individuelles et collectives que les femmes responsables d'un foyer monoparental mettent en place pour compenser l'absence ou le manque de nourriture.

1.6. Considérations éthiques

La conduite de cette étude sur la sécurité alimentaire chez les femmes cheffes de ménage a été approuvée par le Comité national de bioéthique du ministère haïtien de la santé publique (Réf : 1617-54) et le Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'université d'Ottawa, lesquels certificats se trouvent dans les annexes n°6 et n°7.

1.7. Analyse des données

Les informations collectées ont été enregistrées. Plusieurs relectures ont été faites pour assurer l'exactitude. La transcription graduelle des entrevues et du groupe de discussion s'est faite en créole et a été traduite en français par la chercheuse dont la langue maternelle est le créole et le français la deuxième langue. L'analyse des données s'est basée sur les informations inductives recueillies. Une catégorisation préliminaire des thèmes majeurs des entrevues a été réalisée. Ensuite, les toutes les données ont été saisies dans NVivo pour une analyse plus approfondie. Dans NVivo, les informations ont été encodées dans plusieurs nœuds thématiques. Il fut analysé la fréquence (textuelle, de mots) et, aussi,

exploré le système hiérarchique entre les nœuds identifiés, ce qui a permis de comprendre les thèmes qui sont les plus importants et récurrents dans les déclarations de intervenantes. L'analyse a généré des sous-catégories qui ont permis de mieux préciser les données pour tirer d'autres conclusions qui seront discutées dans les prochaines sections. Le recours aux affirmations des intervenantes pour supporter l'analyse est présenté mot pour mot selon la traduction française. En utilisant verbatim les propos de ces femmes, cela permet de mieux s'intégrer à leur mentalité, leurs opinions et d'en retirer une meilleure compréhension du vécu de ces dernières. Une limite rencontrée dans la traduction du créole vers le français, c'est la perte de la richesse du langage employé par les participantes. Il a été difficile dans certains cas de traduire mot pour mot ce qui a été dit à cause des différences de structures dans les deux langues, ceci malgré la maîtrise des deux langues par la chercheure.

Chapitre 6 : Compréhension de la sécurité alimentaire dans les ménages monoparentaux dirigés par des femmes

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête de terrain et les conclusions tirées des échanges avec les participantes et, finalement, quelques propositions à considérer.

1. Introduction

Les questions de recherche mentionnées au début de cette recherche tendent à explorer la spécificité de la sécurité alimentaire chez les femmes dirigeant un foyer monoparental. Quel sens revêt l'insécurité alimentaire et sa signification dans le registre des femmes cheffes de famille ? Quelles sont les formes et les manifestations de l'insécurité alimentaire à partir des quatre grandes dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité alimentaires ? Y-a-t-il des mesures d'atténuation individuelles et collectives que les femmes responsables d'un foyer monoparental mettent en place pour compenser l'absence ou le manque de nourriture ? Les réponses à ces questions seront apportées au long de ce chapitre.

Ces problématiques ne peuvent être uniquement analysées à la lumière de la littérature concernant la sécurité alimentaire. Rappelons que peu de recherche portent particulièrement sur le vécu des femmes mères de familles monoparentales. Ainsi, pour les besoins de ce travail, outre les travaux déjà réalisés sur le sujet, il est incorporé une considération de l'expérience vécue par ces mères. En conséquence, une analyse à caractère psycho-social y est associée pour faire ressortir les sentiments psychologiques et sociales, les perceptions (Petit, 2011) dérivant de la confrontation au phénomène de la sécurité alimentaire. Les théories de la sécurité alimentaire sont notamment complétées par une recherche empirique pour évaluer la perception de celles qui vivent l'insécurité alimentaire. La recherche empirique se fixe sur les femmes, mères monoparentales, comme sources majeures. Il est important de se concentrer sur les contributions essentielles que peuvent apporter l'interaction avec ces femmes qui sont le vif du sujet à l'étude. Leurs dires seront utilisés pour éclairer la réalité de la sécurité alimentaire relative à leur situation

propre et la nécessité qu'y soit accordé plus d'attention et de réformes dans les modalités d'action pour l'allègement ou l'éradication de la faim dans les foyers. Les points de vue des spécialistes de la sécurité alimentaire, de représentants gouvernementaux, tout en étant importants, ne seront pas le point central de cette thèse. La littérature permettra de satisfaire le besoin de connaître les opinions des acteurs gravitants autour de notre public cible.

Ce chapitre présente les résultats empiriques et leur analyse sur la manière dont les mères cheffes de famille vivent l'insécurité alimentaire et comment elles y font face. De même, une analyse des travaux faits sur le sujet de la sécurité alimentaire aidera à comprendre notamment les avis à propos de l'enjeu de la sécurité alimentaire dans la société en question, des actions posées pour répondre à la diversité des besoins et de la portée de celles-ci à l'échelle de la population, particulièrement chez le public féminin en situation de monoparentalité.

2. Résultats

2.1. Caractéristiques des participantes

Un total de 14 femmes a accepté de fournir les données sociodémographiques et socioéconomiques de l'étude comme le montre le tableau n° 10. L'étude étant concentré sur le vécu des femmes cheffes de ménages en ce qui a trait à l'insécurité alimentaire, seulement 15 femmes de cette catégorie ont participé, sans l'intervention de participants externes. L'âge des participantes n'étaient pas un critère déterminant étant donné qu'il était supposé que des mères adolescentes auraient pu être des sources d'informations crédibles pour la thématique de l'enquête. Les participantes ont été principalement classifiées sur la base de leur situation à l'emploi, de leur revenu mensuel, du nombre d'enfants qui sont à leur charge et de leur niveau d'éducation. Au moment des entrevues, la plupart des femmes

rencontrées étaient sans emploi avec, majoritairement, un revenu mensuel de moins de 5000 gourdes (environ \$100 CAD). La moyenne des enfants à charge est de 3 enfants environ par femme. Au niveau de l'éducation, la grande majorité de celles-ci ont eu la possibilité de commencer ou de finir leurs études secondaires. Seulement deux femmes n'ont eu aucune éducation formelle et trois autres qui ont arrêté l'école dès le niveau primaire. Toutes les femmes sont soit célibataires, veuves, séparées de leurs partenaires — ceux-ci ne contribuant guère ou rarement dans les dépenses pour leurs enfants — ou ne se sont jamais mariées.

Tableau 10 - Distribution des participantes selon les critères sociodémographiques et socioéconomiques

<i>Caractéristiques des participantes</i>					
Cheffe de ménage	Âge (ans)	Statut de travail	Revenu en gourdes (HTG)/ mois	Nbre de personnes à charge (enfants et famille élargie)	Niveau d'étude de la cheffe de ménage
Participante 1	60	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	6	Pas d'éducation formelle
Participante 2	44	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	4	Niveau primaire
Participante 3	38	Au chômage (- 1 année)	Moins de 5000 HTG	2	Niveau secondaire
Participante 4	37	Ménagère	Moins de 5000 HTG	2	Niveau secondaire
Participante 5	33	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	3	Niveau secondaire
Participante 6	43	Travaille à son compte	5000 à 9 999 HTG	2	Niveau secondaire
Participante 7	27	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	2	Niveau secondaire
Participante 8	54	Travaille à son compte	Moins de 5000 HTG	4	Niveau primaire
Participante 9	36	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	4	Niveau secondaire
Participante 10	55	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	7	Pas d'éducation formelle
Participante 11	40	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	5	Niveau secondaire
Participante 12	21	Au chômage (+ 1 année)	Moins de 5000 HTG	1	Niveau secondaire
Participante 13	23	Au chômage (- 1 année)	Moins de 5000 HTG	1	Niveau secondaire
Participante 14	56	Ménagère	5000 à 9 999 HTG	1	Niveau primaire

2.2. L'insécurité alimentaire du point de vue des femmes

L'insécurité alimentaire, selon les participantes de cette étude, est très présente et difficile à combattre. Pour l'insécurité alimentaire c'est, principalement, de ne pas avoir d'argent pour se procurer la nourriture et nourrir leurs enfants décentement.

« Parce que je n'ai pas d'argent pour manger, je vois bien que la faim est grave. Mais, si j'en avais, je pourrais faire à manger, faire mon café. Mais, si on en n'a pas, la bouche est remplie de salive toute salée due à la faim », (Participante #10).

Ceci démontre que, d'après elles et comme ce sera discuté dans la section sur l'accessibilité alimentaire, l'insécurité alimentaire est d'abord une question d'accès économique dans leurs cas précis. En effet, la participante #15 déclare que :

« Nous vivons dans l'insécurité alimentaire. Il n'y a pas de sécurité alimentaire. Nous vivons toute dans l'insécurité alimentaire. Si on vivait dans la sécurité alimentaire, ceci signifierait que dès le matin on pourrait manger quelque chose. Bon, même la nourriture naturelle, on ne peut pas la consommer. [...] Quand vous parlez de sécurité alimentaire pour moi, c'est quand j'ai le choix de me lever le matin et de décider de manger de la banane, du foie, du jus d'orange. C'est ça la sécurité alimentaire ».

Dans cette affirmation, il semble que ses femmes pensent aussi bien à la diversité de leur alimentation. Quand elles n'ont pas les moyens nécessaires pour préparer à manger, plusieurs de ces femmes ont stipulé qu'elles sillonnent les rues pour trouver quelqu'un qui pourrait bien leur donner quelques gourdes ou un peu de nourriture pour donner quand même quelque chose à goûter aux enfants. La plupart du temps, c'est la famille proche qui constitue leur première source d'aide dans les situations pressantes. Mais, l'aide familiale n'est jamais assurée, car chacun a ses problèmes et d'autres n'ont pas l'intention de les aider, comme l'ont souligné certaines femmes. La participante #9 illustre bien à quel point le support de la famille est essentiel à leur survie et à celle de leurs enfants :

« Seley, c'est ma tante. Il y a des moments où j'ai faim, je me rends chez elle pendant que ses enfants préparent quelque chose. Elle a l'intuition que je suis à court d'argent, comprenant que ce n'est pas dans mon habitude de venir chez elle. Quand je rebrousse chemin, elle me demande pourquoi je pars et de ne pas lui faire ça. Elle se rend compte que mes enfants ont faim et que je suis venue chercher quelque chose. Si elle a de l'argent même si c'est destiné à faire quelque chose de spécifique, elle prend un peu de cet argent et me le donne pour que je puisse acheter quelque chose pour mes enfants ».

L'insécurité alimentaire se voit dans les pleurs et les plaintes de leurs enfants avant tout. Étant donné leurs responsabilités, elles ont tendance à définir l'insécurité alimentaire par rapport au vécu de leurs enfants et à l'incapacité à remplir ses responsabilités en tant que mères.

« Mais nous sommes en Haïti, nous, on connaît bien la faim, vous ne comprenez pas. Parfois, quand l'enfant se lève, il ne trouve rien, et parfois il s'endort ainsi. Et surtout nous les parents et les adultes, nous voyons à quel point la faim est terrible voire pour les enfants, c'est encore plus dur. La faim n'est pas un jeu, c'est sérieux », (Participante #11).

La participante #9 dit : « il y a des moments où la faim est sévère, quand vous n'avez rien à donner à vos enfants ; l'enfant a faim, il pleure, et tu ne sais vraiment pas quoi faire. La faim est extrêmement grave quand l'enfant pleure ».

Des affirmations des intervenantes, une définition de l'insécurité alimentaire est ressortie. En effet, selon leurs propos, l'insécurité alimentaire c'est l'incapacité de pouvoir manger au bon moment; c'est de ne pas être en mesure de manger ce que l'on désire; c'est de ne pas pouvoir diversifier son alimentation et de ne pas avoir de l'argent pour acheter la nourriture. Cette définition correspond effectivement au fait de ne pas satisfaire les piliers qui déterminent la sécurité alimentaire. Pourtant, les femmes ont affirmé qu'il reste encore difficile à définir la faim ou l'insécurité alimentaire parce que ce sont des phénomènes, d'après leurs opinions, généraux qui doivent inclure beaucoup d'autres facteurs.

« La faim est une chose globale. Pour la définir, ça demande ou inclut beaucoup de choses », a affirmé la participante #9.

2.3. Formes et manifestations de l'insécurité alimentaire

Selon la femme, l'insécurité alimentaire se manifeste de diverses façons. Elles ont été descriptives quand il s'agissait de parler des formes que revêt l'insécurité alimentaire chez elles. Pour la grande majorité, l'insécurité alimentaire se manifeste sur leur bien-être physique. D'autres déclarations relèvent plutôt des changements dans leur humeur.

« Quand la faim nous rongent c'est comme ça (référence aux photos). Moi je fais comme ça (elle se tient l'estomac et est pliée en deux). Je dis oh mon dieu, je vais mourir aujourd'hui. Quand mon estomac fait mal à cause de la faim, je m'exclame : Oh Jésus de Nazareth, la faim va me tuer aujourd'hui car je n'ai rien à manger », dit la participante #10.

« Moi, quand j'ai faim, je n'ai pas de famille. Je pousse de gros cris et je peux même frapper les enfants », (Participante #5).

Parmi les manifestations physiques ou sanitaires de l'insécurité alimentaire, elles ont déclaré avoir souvent eu le cœur et les yeux qui font mal, la bouche qui se remplit constamment d'eau, des migraines, des vertiges et d'avoir poussé de longues plaintes et versé des larmes de douleurs.

2.4. Sécurité alimentaire des femmes cheffes de ménages

Cette présente section exposera l'analyse des piliers de la sécurité alimentaire selon les propos tenus par les intervenantes tout en faisant référence à des données, des conclusions scientifiques et officielles. Tel que spécifié dans le chapitre 4 de ce document, le cadre d'analyse de cette étude se base sur les connaissances tirées de la littérature sur la sécurité alimentaire et, de même, sur les piliers de celle-ci. Une attention particulière sera donnée à chaque élément. N'oublions point, comme il fut dit dans le chapitre susmentionné, que les piliers la disponibilité affecte l'accès alimentaire qui, aussi bien, a une incidence sur l'utilisation des aliments. La stabilité alimentaire étant un facteur influent les trois

dimensions précédentes. La section sur la disponibilité se divise en trois sous-sections. En effet, la disponibilité des aliments peut inclure divers éléments à l'instar de l'importation, de l'aide alimentaire (lesquelles font plutôt référence à la disponibilité nationale ou régionale), la production agricole et les stocks d'aliments (eux-mêmes pouvant être étudiés au niveau général et à celui du ménage). Quant à la dimension de l'accessibilité alimentaire, on tiendra compte de la volatilité des prix et l'inflation, l'accès à un emploi et à un revenu, le soutien économique familial et communautaire. La section sur l'utilisation alimentaire discutera des notions de qualité et de diversité alimentaire, les impacts sur la santé du régime alimentaire adopté par les femmes.

2.4.1.1. La disponibilité alimentaire

La disponibilité alimentaire réfère à la provision de nourriture au niveau national, régional ou local (Diskin, 1994, p.5). En Haïti, l'insécurité alimentaire, étant très récurrente, la disponibilité des biens alimentaires est un critère essentiel de l'étude de la gravité et de l'étendue de l'insuffisance des stocks nationaux et des ménages. À l'échelle du pays, la disponibilité de la nourriture dépend de trois sources principales soit les importations, la production locale pour l'autoconsommation ou le commerce interne, en moindre partie, de l'aide extérieure et des stocks domestiques (Omonona et Agoi, 2007). Ainsi, une variation moyenne ou grande de l'une ou l'autre de ces sources peut affecter la disponibilité alimentaire des ménages, ce qui aura des répercussions sur les autres dimensions de la sécurité alimentaire.

2.4.1.1.1.1. Le système d'importation alimentaire en Haïti

L'approvisionnement d'Haïti en nourriture, se divise en grande partie entre l'importation et la production locale. The Associated Press (2010) considèrerait que le

pays importait 51% de ses besoins alimentaires (paragr. 12) et, en 2015, on estimait les importations à environ 3 milliards de dollars US (The Observatory of Economic Complexity (OEC), s.d, s.p). Qu'est-ce qui explique cet important recours à l'importation ? Plusieurs facteurs peuvent stimuler l'importation nationale. Plusieurs auteurs soulignent quelques éléments comme le déficit dans la production laquelle peut être limitée par des contraintes en matière de ressources (eau, terres), l'incapacité de la production nationale de satisfaire la demande grandissante due à l'augmentation de la population et les changements de régime alimentaire et, notamment, d'autres facteurs économiques (Porkka et collab., 2013) et environnementaux (dégradation environnementale, une topographie très inclinée) (Glaeser, Horjus et Strother, 2011, p. 10). Ainsi, l'importation devient le principal moyen de renflouer les stocks nationaux car « la nourriture importée est généralement disponible toute l'année... » (USAID, 2015, p. 23).

Malgré les statistiques démontrant, la part grandissante de l'importation dans l'assurance de la disponibilité des aliments sur le marché national, les produits étrangers sont considérés comme inférieurs aux produits locaux. Les femmes interrogées ont clairement affirmé qu'elles auraient préféré consommer de la nourriture locale au lieu de se procurer des aliments importés de mauvaises qualités.

La participante #15, d'autres appuient ses affirmations, prétend que ces produits sont en effet de mauvaises qualités par rapport à ce qui est produit localement et qu'ils affectent leur santé :

« Les maladies augmentent parce que ce sont des produits chimiques. Par exemple, le pois, les œufs qu'on importe, on ne sait pas d'où ils viennent. Les œufs locaux, on les prend dans la niche de la poule ; notre pois est naturel. Fais une comparaison. Fais cuire le pois importé et le nôtre aussi, tu verras la différence. Les deux

donneront des eaux différentes. Ça veut dire qu'on ne sait pas ce qu'ils mettent dans le pois étranger. Maintenant, on souffre de diabète, d'hypertension, de maladies du cœur, du cancer toutes sortes de maladies. D'où sortent ces maladies ? On ne les avait pas. Ce sont tous ces produits importés, plus accessibles à l'achat pour nous, qui sont en cause. » (Participante #15).

Aussi, l'USAID souligne, par exemple, que : « Haitian beans are considered superior in quality and taste to imported beans... » (2010, p. 11). Nous avons remarqué, dans les discussions tenues avec les participantes et avec des gens externes à l'étude, qu'il est répandu dans la mentalité de beaucoup d'individus que c'est la nourriture faite localement qui est bénéfique car elle est produite naturellement sans engrais chimiques, sans quelconque modification du code génétique des produits cultivés.

2.4.1.1.1.2. La production agricole nationale

Quelques décennies plus tôt, Haïti se suffisait elle-même en ce qui concerne la nourriture. Encore là, il existe différentes causes à la chute de la productivité de l'agriculture nationale. « La productivité agricole d'Haïti a décliné durant les 30 dernières années à cause de l'aggravation de la détérioration de l'environnement et de la multiplication des catastrophes naturelles » (*Ibid.*, p. 23). Depuis 2010, le lot des catastrophes naturelles frappant le pays s'est accumulé. D'un tremblement de terre, à la déforestation, à l'érosion, aux glissements de terrain et aux inondations (The World Bank, 2010, p. 44) en passant par les ouragans, dont le terrible ouragan Matthew qui a détruit tant des infrastructures que les récoltes, l'agriculture nationale n'a pas pu répondre de manière constante aux besoins alimentaires de la population. Les principales victimes de cette instabilité étant les plus vulnérables, dont les foyers pauvres dirigés par une femme. Toutefois, l'agriculture nationale fournit la moitié des besoins en nourriture (Fews Net, 2014, p. 6; USAID, *op.cit.*, 2015, p. 22).

Une question a été soulevée lors du groupe de discussion. Est-ce que ce serait profitable à tous si l'agriculture nationale était relancée afin de fournir encore plus de stocks et de donner la possibilité à la population de se nourrir d'aliments locaux de meilleure qualité ? Même si elle affirme la supériorité qualitative de la nourriture locale, la participante #15 a pourtant avancé que :

« La relance de l'agriculture nationale ne sera jamais bonne pour nous. Ce ne sera jamais bon pour nous parce qu'elle sera concentrée à un seul endroit. Seuls les riches pourront se permettre d'acheter les produits locaux. La masse du peuple ne pourra pas. Il y a trop de politique ; on ne fait rien pour les pauvres ».

Elle continue ainsi :

« Dans quel sens ce n'est pas bon pour nous ? C'est parce qu'en ce qui concerne la production locale, on ne pourra pas l'acheter. Elle sera stockée pour, ensuite, être vendue au prix fort. Ça vient de chez nous et nous ne pouvons pas l'acheter. Une production nationale serait bonne pour nous sauf si on donnait la possibilité à chaque pauvre de cultiver son propre jardin. Même là, ils vont tout gâcher pour nous ; ils vont détruire la terre qu'on posséderait. On nous demandera d'acheter toute une série d'engrais. Ceux-ci feront pousser les aliments plus rapidement ; ce qui se produisait en 6 mois, se produira en un mois. Vous pensez peut-être que c'est très bien. Mais, non ! On empoisonne la terre. On a déjà empoisonné nos terres pour produire plus facilement. Il faut comprendre ça. Avant, on n'avait pas besoin de ça. Je voyais mon père arroser son jardin et puis, c'est tout. Il ne faisait pas toutes ces choses. La destruction se fait de toutes les manières pour qu'on ne soit pas en santé. On nous détruit timidement. Que peut-on faire ? On ne peut rien faire. On vit dans toutes sortes d'insécurité ».

Dans ses déclarations, cette intervenante fait référence à l'accessibilité monétaire aux aliments. Sur le marché haïtien, les prix des aliments produits localement sont plus élevés que les produits importés. Ceci sera discuté dans la prochaine section sur l'accès alimentaire.

2.4.1.1.1.3. L'aide alimentaire nationale et extérieure

L'aide alimentaire constitue la troisième source d'approvisionnement alimentaire en Haïti; celle-ci « compte pour à peu près 5% de la consommation totale » (USAID, *op.cit.*, 2010,

p. 11). En période de chocs, la solidarité internationale permet de suppléer les manques provoqués par les pertes de stocks et de récoltes nationaux. L'aide alimentaire peut, en ces périodes, permettre de réduire la part du budget allouée aux dépenses alimentaires. L'État et ses partenaires mettent sur pied des programmes variés pour alléger le poids de l'insécurité alimentaire des ménages (voir tableau 11).

Tableau 11 - Programmes d'aide à l'alimentation en Haïti

Exemples de programmes de soutien alimentaire en Haïti	
Noms	Descriptions
Kore Lavi	Mettre en place un filet de sécurité pour favoriser l'accès des ménages vulnérables aux produits localement produits (CARE, 2015, p. 1).
Aba grangou	Programme du gouvernement haïtien (Cadre stratégique national du gouvernement haïtien) luttant contre la faim et la malnutrition, pour la réduction de moitié de la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici la fin de 2016 et pour l'éradication de la faim et de la malnutrition d'ici 2025.
Feed the Future North	Doubler les revenus agricoles pour les ménages dans le Nord d'Haïti en augmentant la productivité et en renforçant les marchés.
Haiti Hope	Créer des opportunités économiques durables pour les producteurs haïtiens de mangues et leur famille.
Programme national de cantines scolaires	Partenariat entre le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale
Koupon mangé fré	Mis en place par Action contre la faim (ACF) permettant aux bénéficiaires d'acheter des produits frais.
Kore Fanmi	Élargissement aux services de nutrition et de santé pour les plus vulnérables.

Source : tableau créé à partir de USAID (2015); ACF (s.d); Care (2015); Lamaute-Brisson (2013).

Plusieurs de ces programmes auraient pu être bénéfique pour la population cible de cette étude. Par exemple, le programme de cantines scolaires soulagerait ces mères étant donné que leurs enfants profiteraient d'un plat gratuit par jour, pendant la période des classes. Ceci réduirait quelque peu les dépenses alimentaires de ces foyers ou agirait sur les comportements des mères lesquelles se procureraient d'autres types d'aliments pour diversifier la diète. Offrir des coupons pour l'achat de fruits et légumes frais aurait un impact sur la diversité, la qualité des aliments et sur l'apport nutritif des membres du ménage. Quant à un programme comme Kore Lavi qui encourage l'accès à des aliments locaux, il satisferait le désir de ces mères qui veulent consommer localement et réduire l'achat des produits importés qu'elles déprécient, tel que mentionné précédemment.

En revanche, les femmes interrogées ont affirmé qu'elles ne reçoivent pas de dons alimentaires ou ne bénéficient pas d'un quelconque programme d'aide à l'alimentation à l'instar de ceux suscités. Mais, quelques-unes disaient recevoir de la nourriture gratuitement de rares fois :

« Non. Je les achète. Je n'ai jamais trouvé de la nourriture en don. Aucune organisation ne sait que nous existons dans ce quartier. Dans ce cas, ma maison et mon quartier sont les plus malchanceux en cette matière », dit la participante #10.

Pour ajouter, certaines déclarent que :

« Parfois, vous pouvez les trouver ; des gens appartenant aux institutions de bienfaisance qui distribuent le riz nous les donnent. Ainsi, chaque personne peut bénéficier d'une grande marmite, mais cela arrive rarement », (Participante #5).

« On reçoit de l'aide quand quelque chose de catastrophique nous frappe tel un tremblement de terre ou un cyclone. Après ça, on s'observe tous ; ils nous regardent sans bouger un pouce », (Participante #9).

« Certaines fois, on peut trouver de la nourriture en don, mais, c'est rare. On fait plutôt l'épicerie car personne ne nous fait des dons alimentaires », affirme la participante #13.

Quelques femmes ont dénoncé de façon virulente la corruption qui est faite avec l'aide, que ce soit alimentaire ou autre. Ainsi, la participante #15 dit de vive voix :

« [...] Que fait-on pour les démunis ? Rien n'est fait. En plus, tu entends que des millions sont débloqués pour faire si ou pour faire ça en Haïti. Sais-tu ce qu'ils attendent ? Qu'un cyclone nous frappe. Ensuite, ils vont venir dans le quartier pour pousser les gens à se déplacer. Puis, ils mettent des boîtes avec l'insigne danger inscrit dessus. Il n'y a pas de danger, c'est l'argent qu'ils cachent dans les boîtes. Ils déplacent les gens et gagnent de l'argent à leur encontre. On leur donne des kits de nourritures avariées. Après c'est tout, ils en ont fini et empochent leurs millions. C'est ce qu'ils attendent. Ces gens sont méchants oui ma chère ; ils sont des criminels ».

Vu l'absence d'aide dans leurs quartiers, ces femmes sont parfois obligées d'aller chez des élus locaux et attendre dans une file d'attente très longue pour obtenir quelques choses; ce peut être du matériel scolaire, de l'argent ou de la nourriture :

La participante #5 s'exprime avec lassitude en disant que « autrefois, les sénateurs nous envoyaient des choses. Mais, c'est James qui allait frapper aux portes pour demander pour nous dans le quartier. À ce moment-là, on pouvait obtenir des cahiers, des sacs à dos et environ 1000 gourdes. Quand on se rend chez eux, on se fait frapper. Quand ils ont le pouvoir de donner, ils vous maltraitent. Maintenant, on ne trouve même plus ça ».

2.4.1.1.1.4. Disponibilité de stocks à Jacmel et au niveau du ménage

Un autre aspect important de la disponibilité alimentaire est la disponibilité de réserves d'aliments au sein du ménage. Au niveau de la commune de Jacmel, la disponibilité peut fluctuer, Jacmel étant une route de transition sur le marché alimentaire du pays. Dans une étude de l'USAID (*op.cit.*, 2010) sur le marché des haricots produits dans le département du Sud-Est, il est relaté que « Jacmel est seulement considérée comme un marché secondaire tandis que Port-au-Prince est le principal centre de regroupement économique, offrant des profits plus élevés et un roulement plus rapide » (p. 11), d'où une inégalité dans la distribution de l'approvisionnement alimentaire (Porkka et collab., *op.cit.*). Dès qu'il y a récolte, ce pour la plupart des produits agricoles, les producteurs ou

les commerçants ont comme première réaction de vouloir épuiser leurs stocks sur le marché de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les zones de province, bien que productrices, assistent à une fuite de la nourriture destinée, pour raison d'avantages économiques, à nourrir la population urbaine de la capitale. La nourriture est moins chère à Port-au-Prince contrairement aux villes comme Jacmel. Au niveau du ménage, la disponibilité des stocks varie selon les moyens monétaires des mères questionnées. Par exemple, quelques femmes ont raconté qu'

« [...] avec [s]es propres moyens, quand [elle] vend quelque chose, la personne [la] paie, [elle] peu[t] acheter un sac de riz et le mettre en stock ; [elle peut] acheter une petite quantité de pois pour fonctionner. Mais quand il n'y en a plus, si vous n'avez pas de quoi faire, vous ne pouvez pas manger », (Participante #8).

« Pour dire vrai, si j'ai de l'argent, je fais les provisions en gros et puis je demande aux enfants ce qu'ils désireraient manger en quantité », (Participante #7).

« Quand j'ai l'argent, j'achète en gros de sorte qu'ils mangent mieux mais, quand cela va mal, on ne mange pas bien » (Participante #6).

Dans ce cas de figure, la disponibilité de la nourriture au sein du foyer dépend grandement des ressources dont disposent les mères pour se procurer de quoi manger.

2.4.1.2. L'accessibilité alimentaire : les déterminants de l'accès des femmes cheffes de ménage aux aliments

L'accès alimentaire doit être garanti pour assurer la satisfaction des besoins alimentaires de base. L'individu ou le chef de ménage doit avoir l'habileté d'acquérir la nourriture par des moyens différenciés. Il y a encore une tendance à donner plus d'attention à la dimension de la disponibilité quand il s'agit de traiter des enjeux reliés à la sécurité alimentaire. Néanmoins, l'insécurité alimentaire peut simplement être le résultat d'un faible pouvoir d'achat causé par des revenus insuffisants (Diskin, *op.cit.*, p. 9; Burchi et de Muro, 2016, p. 11) au lieu de l'unique disponibilité des aliments. L'inaccessibilité est aussi

physique (D'Angelo, 2011, p. 1633). Dans le cas d'Haïti, la topographie du pays, le manque d'infrastructures, l'absence de système de stockage réduisent la capacité des ménages, notamment ceux dirigés par une femme. Cela dit, les constantes tensions sociopolitiques et économiques (revenu, chômage, etc.) sont les principaux freins à l'accès alimentaire, lequel est la plus grande menace à la sécurité alimentaire des ménages en milieu urbain (Sposito, 2009/2010). Donc, Sposito (*Ibid.*) souligne que la sécurité alimentaire, dans le contexte urbain, se résume par des difficultés d'accès physique, le revenu faible, l'usage du revenu pour d'autres dépenses limitant le budget accordé à l'alimentation et le manque de sécurité sociale (p. 29). Dans cette analyse, il sera étudié spécifiquement l'inaccessibilité alimentaire due à l'emploi instable et le chômage et à la volatilité des prix et leurs impacts sur la sécurité alimentaire des femmes responsables de leur foyer.

2.4.1.2.1.1. L'accès au revenu des cheffes de famille : emploi, débrouillardise et soutien économique familial et communautaire

Le premier moyen d'accéder à la nourriture consommée c'est le revenu. Or, il est rare que les mères interrogées aient des capacités monétaires constantes et suffisantes pour approvisionner la maison en aliments de façon décente. Sur les quatorze femmes rencontrées seulement quatre d'entre elles avaient un emploi ou une activité génératrice de revenu. Dans ce groupe, les chômeurs représentent ainsi près de 71% des participantes. Plusieurs ne travaillent pas depuis plusieurs années (voir tableau n° 10). Contrairement, à ce qui pourrait être pensé, les cheffes de ménages de l'échantillon sont loin d'être actives sur le marché de l'emploi. En effet, les populations pauvres et très pauvres présentent un taux surélevé d'inemploi, avec les femmes qui sont des « sur-chômeuses » (Lamaute-

Brisson, 2005, p. 55). Le chômage dans le pays est très élevé, particulièrement dans les aires urbaines. À ce sujet, Sposito (*op.cit.*) affirme que « rares sont les villes des PED qui créent suffisamment d'emplois pour répondre à la demande de leur population croissante. De plus, les bienfaits de l'urbanisation ne sont pas également répartis entre tous les segments de la population. Les exclus sociaux et économiques traditionnels, notamment les femmes » (p. 27). Le travail est la source des moyens monétaires des ménages urbains, en conséquence l'accès alimentaire fluctue selon que les membres actives dans le ménage de l'emploi, de la gravité du chômage, entre autres (Omonona et Agoi, *op.cit.*; Lamaute-Brisson, *op.cit.*). Pourtant, ce n'est point l'envie de travailler qui manque aux intervenantes. Le chômage provoque la frustration de ces mères responsables.

« Vous êtes au chômage, ça c'est un problème. Lorsque les enfants ont besoin de nourriture, vous ne pouvez pas l'obtenir. [...] j'aimerais travailler, travailler pour réduire l'impact. Je pense qu'un emploi serait idéal. On pourrait gagner de l'argent. Pour nous toutes, le travail est important. En plus de ceux qui veulent faire de l'agriculture, ce serait bon » (Participant #11).

« Une autre possibilité, c'est quand vous avez un emploi. Ainsi, vous pouvez avoir accès à l'argent et vous pouvez avoir de la nourriture disponible. Vous pouvez réduire alors la crise à la maison. [...] Ce n'est pas facile de trouver un travail. Trouver un emploi, ce n'est pas facile, tous les postes de travail ont leurs occupants » (Participant #9).

« On a marre de se lever chaque matin sans pouvoir trouver un emploi à faire. Cela, de janvier à décembre. On voudrait travailler. Maintenant, à 50 ans, ce n'est pas la même chose. À partir de 50 ans, notre énergie physique baisse » (Participant #11).

Encore la participante #5 ajoute que le piston est le seul moyen dans ces conditions de trouver un emploi.

« [...] pour trouver un emploi vous avez besoin d'un parrain ou d'une marraine ».

Être au chômage et avec un revenu de moins de 5000 HTG par mois, selon leurs estimations, ces femmes sont dépourvues de toutes leurs capacités. Elles renvoient une image de survie au jour le jour, espérant un lendemain meilleur.

2.4.1.2.1.2. Volatilité des prix et inflation : impacts sur la sécurité alimentaire des femmes cheffes de ménage

La volatilité des prix et l'inflation — des problèmes structurels en Haïti (CNSA, 2008, p. 15) — sur le marché local entraînent ou aggravent les faibles capacités des femmes monoparentales et de la population en général à s'approprier les biens alimentaires dont elles ont besoin. Ces deux facteurs affectent les choix des mères, la demande et la part du budget attribué aux dépenses en nourriture. Quand 75% du revenu total des foyers pauvres (Global Panel, 2016, p. 3), soit deux tiers pour les habitants moyens du Sud-Est et trois quarts pour les plus pauvres (USAID, *op.cit.* 2010 p. 5), vont à l'achat de nourriture, non seulement l'alimentation peut être insuffisante ou de basse qualité, elle réduit également les marges de réactions de ces mères s'agissant de répondre à d'autres besoins fondamentaux tels l'éducation, la santé, le logement, etc. La diminution du nombre de repas ou bien la décision de la mère de faire abstraction de sa part de nourriture sont quelques choix pour gérer son faible revenu et faire fonctionner la maisonnée.

« La vie d'antan et la vie d'aujourd'hui, ce n'est point la même chose. Maintenant, la vie est trop chère », nous déclare la participante #10.

« De tous les autres départements, Jacmel est comme on dit une ville touristique. Imaginez que j'achète un sac de charbon à 250 gourdes. Mon jeune frère avait l'habitude de dire qu'à Port-au-Prince, la situation n'est pas comme ça. C'est seulement dans les autres villes de province que c'est ainsi. À Jacmel, on achète de la noix de coco à 60 gourdes, 50 gourdes. [...] Jacmel est la ville la plus chère du pays. On ne peut rien acheter. Vous allez au marché avec 1000 gourdes, au retour, on peut s'imaginer qu'on s'est fait voler l'argent. La raison est que la quantité de biens alimentaires qu'on ramène à la maison est peu. Une quantité de charbon que l'on achetait autrefois à 25 gourdes coûte 150 gourdes maintenant. Vous comprenez, le charbon prend déjà une bonne partie de l'argent. Notre Jacmel d'aujourd'hui n'est plus

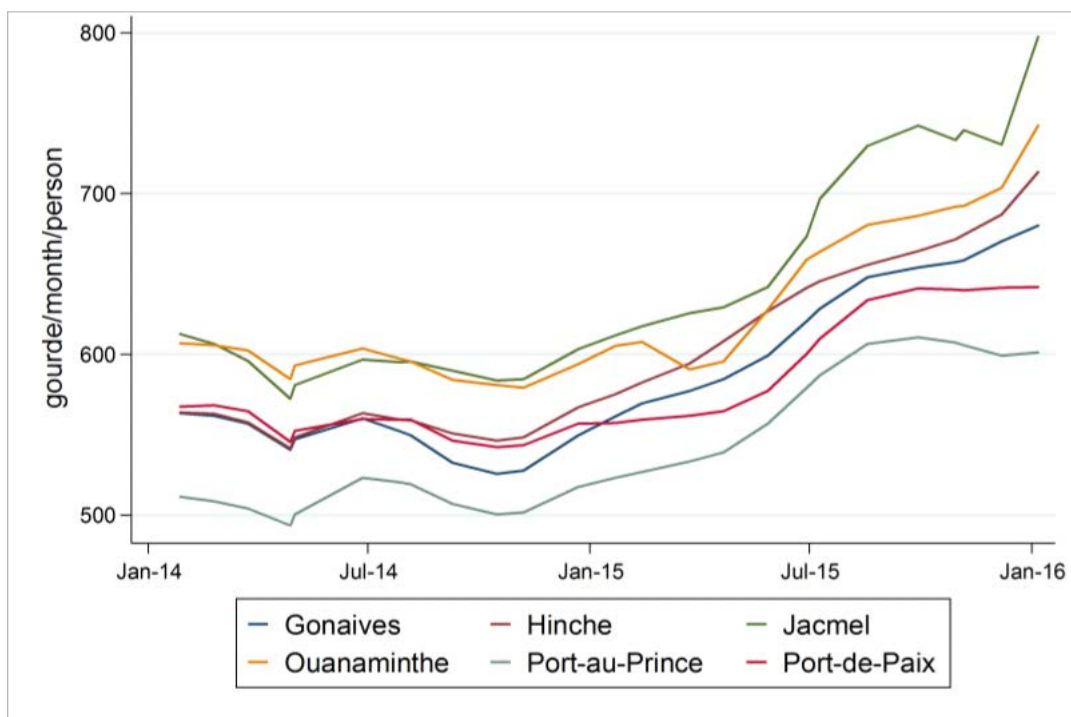
celle qu'on avait en 1994, en 1998 et en 2000. La ville est presque invivable tant la vie y est chère. [...] Qui peut gérer cette cherté de la vie ? Seuls ceux qui ont beaucoup de moyens. Les riches, les personnes qui travaillent. Même les gens qui ont un emploi se plaignent maintenant de la vie chère », affirme, pour sa part, la participante #11.

« Maintenant vous achetez 5 petites bananes pour 25 HTG, vous les faites cuire. Vous achetez une petite marmite de pois qui coûtait autrefois 15 gourdes, 12 gourdes, 10 gourdes ; elle se vend maintenant à 55 HTG ou 60 HTG. Avec 250 HTG ? Que peut-on faire si vous achetez une petite marmite de pois ? Combien en reste-t-il ? Pour le riz, le charbon, le Maggi (cubes de bouillon) ? » (Participante #9).

Comme les participantes #9, #10 et #11, beaucoup de femmes, surtout seules, subissent les affres de la variation et de la flambée des prix. Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que les foyers urbains sont approvisionnés presque en quasi-totalité (Glaeser, Horjus et Strother, *op.cit.* 2011) par l'achat de la nourriture au marché ou dans les commerces de provisions alimentaires. Pas une des répondantes à l'enquête ont mentionné d'autres principaux moyens d'approvisionnement que l'achat. Pourtant, il est assez difficile pour le gouvernement de gérer la volatilité des prix car il ne détient pas les mécanismes régulateurs et les stocks pour faire la prévention des pics de rareté et des crises (Manigat, 2012, s.p). Des facteurs macroéconomiques incitent à la hausse le coût de la vie. La gourde (HTG) n'a cessé de se déprécier par rapport aux dollars américains. Or, le marché intérieur est très axé sur le dollar. Les acteurs économiques préfèrent échanger avec la monnaie de référence international plutôt qu'avec la monnaie nationale. La dépréciation de la gourde ajoute un stress inflationniste sur le pouvoir d'achat des ménages particulièrement dans les régions comme Jacmel (WFP, 2016). Ces poussées inflationnistes font augmenter le prix du panier alimentaire⁶ (voir figure n° 7).

Figure 7 – Prix mensuel du panier alimentaire entre janvier 2014 et janvier 2016.

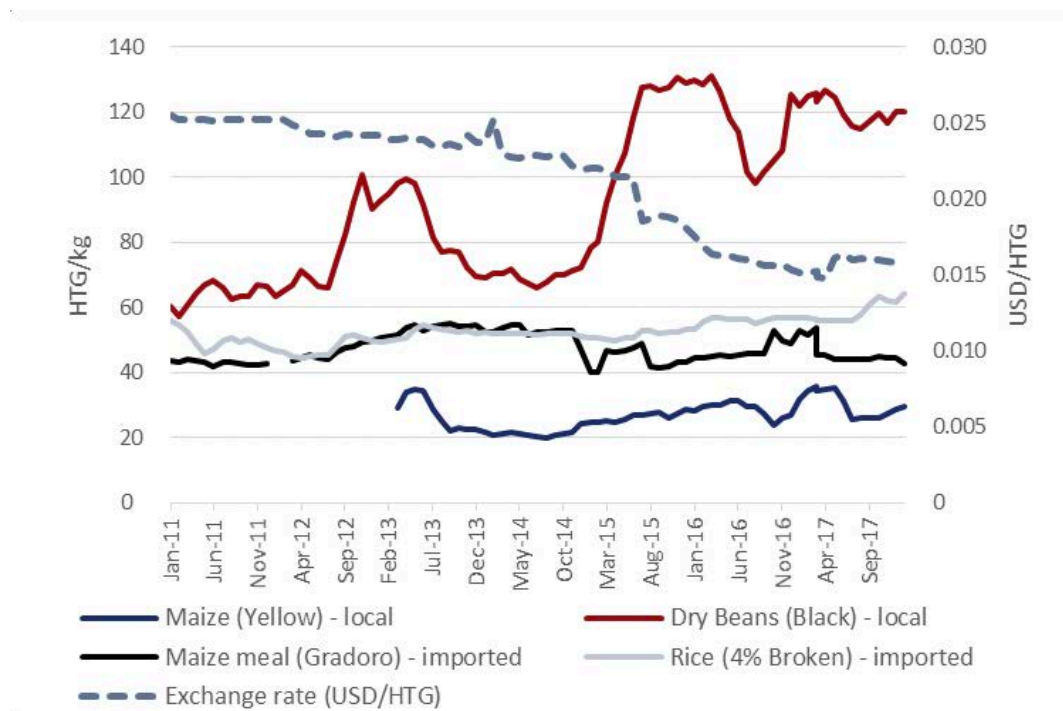
⁶ Le panier alimentaire des haïtiens est constitué des 26 produits les plus consommés au sein de la population, (voir Annexe n°2) (IHSI, 2014).



Source : WFP, 2016, p.16.

La figure précédente démontre que la commune de Jacmel a connu la plus forte montée des prix en 2016 par rapport aux autres régions. À l'échelle du pays, le prix des aliments de base varie entre 20 HTG et 60 HTG le kilogramme, ce qui reste abordable compte tenu du taux de change; le haricot noir est le plus cher parmi ces biens et le maïs local reste le plus accessible (voir figure n° 8).

Figure 8 – Prix national moyen des aliments de base et le taux de change en Haïti, Janvier 2011- Février 2018



Source : Few's Net, 2018b, p.6.

Les femmes de l'étude ont, à cause des coûts onéreux et l'insuffisance de leur revenu, recours aux aliments les moins chers, ce que confirme la participante #10 :

« [...] ce que je cuisine le plus souvent chez moi, c'est le maïs moulu ; c'est l'aliment le moins cher. Le pot se vend à 15 gourdes ; le maïs local se vend à meilleur marché (prix). Il y a des moments où j'ai 30 gourdes de disponible, parfois il y a 25 gourdes, 50 gourdes ».

Les aliments de base peu chers qu'elles s'achètent sont dans la grande majorité des cas consommés seuls, sans y associer d'autres produits. Ce constat nous amène à considérer l'utilisation et les pratiques alimentaires des femmes concernées.

2.4.1.3. L'utilisation alimentaire : entre qualité, diversité et choix du régime alimentaire

La sécurité alimentaire est notamment l'utilisation qui est faite des aliments achetés. Cette utilisation consiste à déterminer la quantité de nourriture consommer, la qualité de ces aliments, c'est-à-dire l'apport nutritionnel de ceux-ci, sans minimiser leur diversité.

Les femmes monoparentales, ayant de très faibles revenus, doivent faire face aux conséquences des prix trop élevés des biens alimentaires, ce qui les pousse à faire des choix qui ne favorisent guère le maintien de la santé nutritionnelle (Global Panel, 2016). Au marché, elles font le choix de ne pas acheter des fruits et des légumes, mais choisissent des aliments riches en calories qui sont peu bénéfiques à la santé vu leurs prix abordables pour leur petit budget (Donkin et collab., 1999; Dibsall et collab., 2002; Fournier et Touzard, 2014).

La participante #1 se prononce pour montrer qu'elle est obligée de faire des choix et chercher ses priorités :

« [...] c'est une question d'assouvir sa faim. Avant, on pouvait, au cours de la semaine, manger des légumes, consommer du bouillon, etc. Maintenant, on ne peut pas faire la même chose; on ne trouve rien. Quelquefois, on achète la carotte, la laitue, la betterave ».

La participante #10, elle, se remémore l'époque où le coût de la vie n'était pas aussi onéreux. C'était une époque où elle pouvait se permettre d'accompagner son plat du jour de viande. Elle nous a fourni un exemple montrant qu'avec des prix abordables, elles peuvent se permettre certains aliments :

« À une époque, la livre de viande se vendait à 20 ou 25 centimes de gourdes au marché. Donc, quand on achetait pour 5 gourdes de viande, on retournait à la maison avec une grande quantité de viande. Aujourd'hui, on ne peut pas demander à une marchande de vous vendre pour 25 gourdes de viande ; elle ne vous vendra pas. Si on te la vend, ce sera une quantité vraiment insignifiante. La livre de porc se vendait à 5 gourdes, tu vois ; maintenant, achète, donc, pour 1000 gourdes de porc, ce ne sera pas suffisant pour donner à chacun sa portion. Je t'assure que ce sont les plats que je mangeais dans le temps qui me gardent encore sur terre » (Participante #10).

La décision de consommer les aliments les moins chers qui n'apportent pas des nutriments au corps est stratégique pour ces femmes. Elles doivent penser à d'autres

dépenses importantes et aux imprévus. Elles ne peuvent pas se permettre de dépenser sans réfléchir :

« Non, ce n'est pas pour dépenser moins nécessairement. Je vous dis que partir au marché avec 500 gourdes, ça ne vaut rien. Si on a 500 gourdes pour faire les achats, on n'a pas de charbon de bois, il n'y absolument rien à la maison, on doit augmenter nos fonds. Si on n'a que 300 gourdes ou 350 gourdes, on met 150 gourdes de côté au cas où l'un des enfants tombe malade. On ne peut pas s'empresse de faire de beaux repas », dit la participante #11.

En termes de quantité et de qualité, le régime alimentaire adopté par les haïtiens est, en général, insuffisant selon la norme calorique mondiale, soit moins de 2000 Kcal/jour. Chacun a ses besoins caloriques dépendamment de son groupe d'âge, de son sexe et d'autres conditions physiques. Lors des échanges avec les femmes de l'étude, leurs réponses ont confirmé que celles-ci ou leurs personnes à charge ne consomment pas le nombre moyen de calories recommandé par jour. Au contraire, tel que stipulé dans leurs réponses au module d'enquête HFSSM (voir chapitre 5, section 1.2), elles réduisent le nombre de fois qu'elles mangent par jour, la taille des plats ou bien elles et les membres de leur maisonnée ne mangent rien de la journée. C'est une situation qui se répète tout au long de l'année, avec des mois plus difficiles que d'autres. Ce qu'on relève encore de leurs affirmations, c'est la consommation des mêmes aliments sans qu'il y ait de possibilités de varier l'alimentation. Comme le souligne la Banque mondiale (2010), « en plus de l'apport calorique quotidien insuffisant, la diversité alimentaire en Haïti est limitée : un régime alimentaire typique est principalement composé de féculents et d'aliments à base de matières grasses. La consommation de fruits, légumes et de protéines est insuffisante. La consommation de tous les groupes d'aliments est plus élevée dans les zones urbaines, mais la tendance est similaire. Il y a une faible consommation d'aliments riches en vitamine A et de produits d'origine animale dans les zones urbaines et rurales » (p. 46). En effet, ces

mères pensent qu'il faut manger ce qu'on trouve. Ce n'est point parce qu'elles ne savent pas qu'une alimentation diversifiée et nutritive est nécessaire à la santé. Elles aimeraient certainement manger des fruits, des légumes — consommées moins de deux fois par semaine dans les foyers haïtiens (ACF, 2018, p. 3) — en plus des féculents, et préparer des plats différents chaque jour de la semaine ; elles n'en ont pas les moyens financiers (Ruel, 2002 ; Hoddinott et Yohannes, 2002).

« Quand on a suffisamment de nourriture pour se nourrir, c'est quand il y a une bonne quantité d'aliments disponible dans la maison. Comme aujourd'hui, on peut choisir un menu ayant de la banane, du riz, du maïs moulu et du haricot. Tout ce qu'on a de base pour préparer à manger. Ainsi, on peut choisir ou varier le menu », affirme la participante #13.

La participante #3 déclare : « [...] une bonne alimentation inclut les légumes, beaucoup de légumes, beaucoup de poissons et du jus naturel. Ces aliments sont bons pour la santé, mais j'ai peu de moyen pour les acheter. [...] Normalement, la qualité diminue en même temps que cela produit un effet sur votre corps [...] parce que la nourriture que vous mangez n'est pas fortifiante, elle n'est pas de qualité. L'argent n'est pas suffisant, on ne mange que pour remplir les ventres sachant que ce n'est pas réellement bon pour la santé et la diète diminue quand même.

« Ainsi, on mange ce qu'on trouve juste pour soutenir le corps. Vous devez manger pour ne pas mourir, même si les aliments que vous mangez n'ont pas assez de vitamines », conclue la participante #8.

La pauvreté de ces ménages, le manque de possibilités que détiennent les cheffes de foyer les poussent à consommer de plus en plus d'aliments transformés (Global Panel, *op.cit.*, p. 10) et à recourir à de la nourriture cuite dans les restaurants de rue (les *Chen Janbe et Anba twal* pour désigner la nourriture et le restaurant respectivement, en créole) pour nourrir leurs familles. Le peu d'argent qu'elles possèdent, elles le partagent pour que leurs enfants puissent s'acheter quelques choses dans les rues. Elles savent que c'est pourtant moins cher de préparer la nourriture à la maison que de manger à l'extérieur.

« Maintenant, je ne peux plus cuisiner ; je mange à l'extérieur. Moi j'adore les fritures. Avec 25 gourdes, je m'achète un pâté ou des beignets. Mais, si j'ai 100 gourdes, il est

préférable si je les donne aux enfants pour qu'ils préparent quelque chose qu'ils veulent bien manger ; moi, je ne mange pas. Si j'ai 150 gourdes, il se peut que je garde 50 gourdes pour m'acheter quelque chose à manger ; et avec le reste, les enfants préparent ce qu'ils veulent », dit lentement la participante #5.

Or, les conditions de préparation de ces aliments ont de vrais risques sanitaires (entassement des déchets de rue, la pollution, poussière, etc.).

2.4.1.4. Assurer la stabilité alimentaire : que faire ?

Les conclusions de l'étude avancent que, certes, la disponibilité des aliments au niveau régional et dans les ménages doit être assurée pour contribuer à la sécurité alimentaire des femmes cheffes de ménages et de leurs personnes à charge. Néanmoins, la cause majeure de l'insécurité alimentaire pour ces femmes c'est le manque d'accès économique à la nourriture. Dans leur discours, elles répétaient que le manque d'argent et l'absence d'un emploi les empêchent d'assurer un accès à et une utilisation stable de la nourriture. Un revenu stable et suffisant permettrait à ces femmes d'augmenter leur demande d'aliments, de diversifier leur alimentation et, ainsi, de progresser vers un stade de sécurité alimentaire.

Dans le cas des cheffes de ménages, ceci ne peut pas être généralisé vu le petit échantillon étudié, il faudrait d'abord veiller à stabiliser leur accès alimentaire en leur procurant un revenu décent. Or, l'emploi et le commerce sont les principaux moyens identifiés par ces dernières pour générer un revenu. Toutes les mères à l'unanimité ont démontré un désir de mettre sur pied un commerce, une petite entreprise. Elles ont fait le lien entre les périodes où elles se débrouillaient avec une activité commerciale et leur inactivité actuelle. Elles assurent que leur mode de vie et leur alimentation étaient meilleures et elles pouvaient répondre à d'autres besoins pressants à l'instar de l'éducation, l'habillement.

La sécurité alimentaire est un enjeu important dans l’agenda de l’État haïtien. Malgré, les efforts déployés, beaucoup de gens souffrent encore de la faim. Ces programmes, pour l’instant, n’atteignent pas une grande proportion de la population. Tel que suscitée, les femmes rencontrées ont déclaré ne pas recevoir d’aide. La participante n° 5, appuyée par les autres, trouve que « l’État est inexistant ce qui veut dire que je ne peux pas m’attendre à recevoir le soutien de l’État ». Personnellement, elles ne bénéficient pas des programmes sociaux du gouvernement et de ses partenaires (voir tableau n°12).

Tableau 12 - Illustration de quelques programmes sociaux de l’État haïtien

L’assistance sociale en Haïti	
Ministères responsables	Titre des programmes
Ministère de l’Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)	Programme de Scolarisation Universelle, Gratuite et Obligatoire (PSUGO) -Lekòl Timoun yo.
Ministère de l’Économie et des Finances (MEF)	Le fonds d’assistance économique et sociale (FAES)
Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF)	Programme de microcrédit pour les femmes rurales Kredi Wòz pou Fanm Lakay
Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)	Caisse d’Assistance Sociale (CAS)

Source : tableau créé à partir de Lamaute-Brisson 2013, p.15-16.

Des programmes sociaux du même type peuvent stabiliser la disponibilité, l’accessibilité et l’utilisation alimentaire des femmes cheffes de ménages. Le fonds d’assistance économique et sociale (FAES) le programme de microcrédit pour les femmes rurales du MEF et du MCFDF pourraient soutenir les femmes cheffes de ménages dans à concrétiser leurs idées d’entreprises ou pour leurs activités génératrices de revenus. Celui du MCFDF doit, dans ce cas, s’étendre aux femmes en milieu urbain. Les fonds attribués

pour la scolarisation gratuite peuvent réduire les dépenses des mères en matière d'éducation, si leurs enfants en sont bénéficiaires, d'où une plus grande possibilité d'allouer l'argent supplémentaire à une meilleure alimentation. Cependant, donner plus d'ampleur à des programmes similaires peut s'avérer difficile étant donné que l'assistance sociale n'est pas une des priorités du gouvernement; sa part dans le budget national fluctue constamment. Par exemple, en 2011, un an après le tremblement de terre, elle comptait pour 17,5% des dépenses publiques (Lamaute-Brisson, 2013, p. 18). Il faudrait à l'échelle nationale discuter sur la nécessité de fournir une part plus conséquente du budget à l'assistance sociale, tout en pensant particulièrement à un système de soutien (par exemple, une allocation mensuelle pour enfants) aux femmes et précisément celles monoparentales.

2.4.1.5. Agency : rôle des femmes cheffes de ménage dans l'assurance de leur sécurité alimentaire

Les femmes cheffes de ménages ont aussi une responsabilité d'action vis-à-vis de leur propre sécurité alimentaire. Or, dans leur condition, elles pourraient montrer une dépendance car ne pouvant satisfaire ses besoins basiques (Lentz, Barrett et Hoddinott, 2008, p. 12). Nous n'argumentons pas qu'il ne faut point intervenir et soutenir ces dernières. Au contraire, il faut les aider en période de crise, mais, à moyen et long terme, il faut les accompagner dans leurs propres stratégies pour devenir indépendantes d'une aide externe, comme dans la création d'activités génératrices de revenu stable.

Les mères en question doivent être les principaux agents de leur sécurité alimentaire, c'est-à-dire qu'elles doivent être capables de poursuivre et d'accomplir leurs buts (Burchi et de Muro, *op.cit.*, p. 15) en ce qui concerne la sécurité alimentaire individuelle et à l'échelle de leur foyer. Vu leur responsabilité de mère, elles devraient essayer de ne pas adopter des tactiques d'adaptation à l'insécurité alimentaire favorisant le bien-être de leurs

enfants à charge au détriment de leur sécurité alimentaire. Or, c'est bien un comportement qui est répandu dans l'échantillon étudiée. Plusieurs ont mentionné ne pas manger pour que leurs enfants puissent avoir de quoi manger.

« Il est préférable de leur donner à manger quelque chose qu'ils aiment ; vous, l'adulte, vous ne le mangez pas, parce que les mères préfèrent souffrir pour leurs enfants » (Participante #10).

« Quant à moi, parfois, je mets du sel sous ma langue. Hier soir, c'est ce que j'ai fait, et ensuite, je bois un verre d'eau. Je me mets au lit toute résigné. Ainsi, va la vie » (Participante #13).

Elles s'activent tous les jours pour trouver quelque chose qui puisse les aider à mettre un peu de nourriture sur la table.

« Bon, quand on se met à y réfléchir, des idées viennent automatiquement sans l'intervention d'une tierce personne. Quand on est parent, on doit penser. On pense, on cherche des stratégies pour trouver la meilleure solution. Si j'échoue à la première tentative, je cherche une autre façon en pensant que cela pourrait donner des résultats » (Participante #3).

La débrouille est leur quotidien. Elles font toutes sortes de travail. Elles offrent par ci et par là leurs services pour obtenir un peu de nourriture ou de l'argent en retour.

« Par exemple, je peux aller auprès de la marchande de nourriture cuite, je lui demande de lui laver les ustensiles, il serait rare qu'elle ne puisse pas me donner le gratin de nourriture qui reste dans la chaudière » (Participante #13).

« Par, contre, j'ai une dame avec laquelle je collabore dans son service de traiteur. Quand il y a un mariage, elle peut m'appeler, si elle fait une rentrée d'argent, je gagne aussi un peu d'argent comme elle en gagne aussi. Ainsi, l'argent gagné est utilisé pour acheter de la nourriture, vous comprenez. Ainsi, c'est comme ça qu'on vit. Une petite activité à côté, cela aide » (Participante #8).

Certaines vendent des objets qu'elles possèdent ou, avec un peu d'argent, achètent des produits à vendre pour obtenir des bénéfices. La participante #5 a affirmé que c'est plus raisonnable que de laisser son enfant affamé :

« En temps difficile, vous ne pouvez compter que sur ce que vous avez. Moi, je ne peux pas laisser les enfants mourir de faim. Dans, ce cas, je ne peux pas cacher le collier ; je

dois soit la vendre ou l'offrir en gage pour emprunter de l'argent. À quoi sert-il ? Que dois-je faire si l'enfant crève de faim ? Je ne peux pas laisser les enfants souffrir alors que le collier pourrait être utilisé pour faire quelque chose ».

Le fonctionnement de la maisonnée repose également sur le bon vouloir de la famille, des amis ou même des inconnus. Elles ont toutes l'habitude d'aborder des membres de leurs familles ou des gens dans la communauté pour obtenir quelques gourdes pour préparer à manger. Mais, ce n'est pas une stratégie qui fonctionne tous les jours; elles n'ont pas envie de demander de l'argent aux gens- elles se sentent obligées de le faire par manque d'autres moyens.

« Quand quelqu'un vous donne quelque chose... Ce n'est pas tout le monde qui a un bon cœur. Ils vous donnent quelque chose maintenant, ensuite, ils vous reprochent. Ça me touche beaucoup, ça me blesse. Certaines fois, je rentre dans la maison et je pleure » (Participante #1).

« [...] j'ai une sœur à Miami. Mais, ma famille est nombreuse. Je ne suis pas la seule qui a besoin de l'aide. Elle pourrait faire quelque chose, mais c'est comme si vous lui ajoutiez un problème aux siens pendant que les autres lui ont déjà présenté un problème. Peut-être, l'autre lui présente un problème plus urgent, vous comprenez la situation alors », dit la participante #14.

« [...] j'ai l'habitude de me débrouiller en m'adressant soit à ma mère ou à mes amis afin de trouver de l'argent pour donner à manger à la famille. Cela ne marche pas bien régulièrement pour moi, parce que ce n'est pas tout le temps que cela fonctionne bien pour eux aussi » (Participante #12).

Malgré l'incertitude de leurs différentes activités de débrouille, elles gardent l'espoir que les choses s'amélioreront. Cet espoir, pour elles, c'est Dieu. Dans le conscient d'un haïtien, Dieu ne laisse jamais ses enfants; ils sont des enfants de Dieu, donc, celui-ci les aidera d'une manière ou d'une autre :

« On est des enfants de Dieu, celui-ci ne va pas nous laisser sans rien manger » (Participante #7).

« Je ne peux rien dire de mal... Je remets tout à Jésus, je dis merci à Dieu... Je ne me décourage pas, car je sais si aujourd'hui je n'ai rien, mais demain, je trouverai quelque chose quand même » (Participante #13).

2.4.1.6. Discussion supplémentaire et propositions

Les cheffes de ménages ont abordé la question de la migration pour trouver un emploi et, ainsi assurer les besoins de leurs familles. Dans la vague d'haïtiens qui émigrent au Chili, au Brésil ou République dominicaine, il y a une qui croit fortement que partir ailleurs est la solution au problème de l'insécurité alimentaire et de la misère, en général.

Ainsi, la participante #11 stipule qu'il faut :

« Partir en République dominicaine. Tout le monde s'en va au Brésil, au Chili. Dès que la personne se rend en République dominicaine, elle trouve du travail ; il y a du boulot de l'autre côté de la frontière ».

La migration devient une responsabilité pour le bien-être des enfants. Elles ne veulent pas nécessairement partir à l'étranger comme le dit la participante #9 :

« Enfin, nous sommes des démunis, le pays ne nous offre rien. Pourquoi nous, les pauvres, risquons nos vies en allant illégalement en République Dominicaine ; les Dominicains nous tuent, tuent nos familles à coups de machette, les pendent ou les brûlent. Ce n'est pas que nous voulons y aller. Nous sommes obligés de quitter notre pays, en allant dans les Antilles parce que le pays ne nous offre rien. Il y a tellement d'Haïtiens qui risquent leur vie ; ils laissent leurs enfants, des femmes, des jeunes filles fatiguées du chômage ».

Il faudrait penser à des moyens nationaux pour garder cette force de travail et lui procurer de quoi travailler et générer un revenu. Malheureusement, l'État haïtien n'a pas vraiment une politique de l'emploi. Néanmoins, il y a des secteurs dans lesquelles, il est possible d'intervenir pour, non seulement, garder le capital humain, mais aussi pour générer des revenus et réduire l'insécurité alimentaire des femmes cheffes de ménages.

Les propositions suivantes sont des pistes à explorer et développer sur le long terme :

- a) L'augmentation de la productivité (agricole) : l'amélioration des techniques agricoles et la productivité de l'agriculture peut avoir une incidence sur la sécurité alimentaire (Conceição et collab., 2016) en accroissant la disponibilité et la

diversité des produits offerts. Toutefois, il était débattu que le problème alimentaire des femmes questionnées était, plutôt, un problème d'accessibilité alimentaire par manque de moyens financiers. Pour se faire, il faudrait les introduire à la petite culture pour l'autoconsommation. L'idée est de promouvoir l'agriculture urbaine comme technique innovante pour sécuriser l'alimentation. Ainsi, les mères monoparentales pourraient cultiver des potagers, de petits jardins adaptés à l'environnement urbain pour diversifier leur alimentation et réduire leurs dépenses en nourriture. De plus, elles peuvent y trouver un moyen d'échanger leur production moyennant un revenu. Et finalement, cette activité génératrice de revenu, d'autoconsommation peut affecter positivement l'environnement urbain (gestion des déchets, des eaux usagées, etc.) (Touzard et Temple, 2012 ; Nahmias et Le Caro, 2012 ; Temple et Moustier, 2004). L'agriculture urbaine règle plusieurs problèmes : assure une amélioration substantielle de l'approvisionnement alimentaire (disponibilité) ; diminue les contraintes à l'achat des aliments dues par les faibles capacités monétaires (accessibilité) ; permet une diversification du panier alimentaire et un meilleur apport en nutriment au niveau du ménage (utilisation). Les trois piliers sont stabilisés à une certaine mesure. Toutefois, il faut assurer la sécurité alimentaire à une plus grande échelle. Le programme Kupon Mangé Fré (ACF, 2018, p. 5) d'Action contre la faim étant un exemple à suivre pour encourager la production urbaine. En parallèle, il faudrait des politiques promouvant de meilleures infrastructures pour les marchés ; la transformation des denrées agricoles en produits abordables pour les plus pauvres et ; un filet de sécurité sociale (Global Panel, *op.cit.*, p. 3).

- b) Des systèmes de création et de financement des petites entreprises : Les femmes monoparentales ont démontré un grand attrait pour le commerce et l'entreprise privée. Ceci constitue une méthode d'auto-emploi et est une source de revenu stable. Ainsi, un programme de conseils pour les femmes entrepreneures serait utile. Les missions seraient de fournir un accompagnement dans la recherche d'initiatives commerciales diverses et avec des potentielles de réussite ; de soutenir celles-ci pour l'obtention de fonds d'investissements ; de leur procurer une assurance-crédit et de la formation en entrepreneuriat et gestion d'entreprise. Un tel programme entrerait dans une politique de gestion du marché informel. Aussi, les microcrédits sont des sources financières pour débiter une activité commerciale, même si certaines des intervenantes étaient réticentes à l'idée d'emprunter, d'autres y ont recours très souvent.
- c) Dans la première proposition, les besoins en infrastructures sont mentionnés. De ce fait, l'État devrait investir dans des travaux d'infrastructures qui peuvent être des sources d'emploi pour tous. Vu la fuite du capital humain auquel le pays fait face, ces travaux peuvent, à moyen terme, maintenir ce flux. L'essentiel est pourtant d'élaborer une politique durable de l'emploi et de création d'emplois au niveau national.

Références

- ACDI (s.d). « Accroître la sécurité alimentaire. Une stratégie de l'ACDI sur la sécurité alimentaire », pp. 01-10. [<http://www.international.gc.ca/development-developpement/assets/pdfs/food-security-strategy-f.pdf>].
- ACF (s.d). « Haïti : des coupons alimentaires pour améliorer la diversification alimentaire et renforcer la résilience », pp. 01-08. [https://www.actionagainsthunger.org/sites/default/files/publications/Des_coupons_alimentaires_pour_ameliorer_la_diversification_alimentaire_et_renforcer_la_resilience_Quartiers_Solino_Carrefour_Feuille_et_Canape_Vert_Port_au_Prince_Haiti_08.2012.pdf].
- ACTED (2013). « Étude sur les causes de l'insécurité alimentaire », pp. 01-93. [<http://www.acted.org/fr/causes-ins-curit-alimentaire-en-ha-ti>].
- AFMC (s.d). « Chapitre 2 – Les déterminants de la santé et les iniquités en santé » [<http://phprimer.afmc.ca/Latheoriereflechiralasante/Chapitre2LesDterminantsDeLaSantEtLesIniquitsEnSant/Lesdterminantsdelasant>].
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (1998). « Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire », pp. 1-62. [http://www.agr.gc.ca/misb/fsec-seca/pdf/action_f.pdf].
- Associated Press (2010). « With Cheap Food Imports, Haiti Can't Feed Itself », *NBC News*. [http://www.nbcnews.com/id/35967561/ns/world_news-americas/t/cheap-food-imports-haiti-cant-feed-itself/#.WtNmZS97Ro4].
- Attanasso, Marie-Odile (2004). « Analyse des déterminants de la pauvreté monétaire des femmes chefs de ménage au Bénin », *CairnInfo*, vol. 4, n° 128, pp. 41-63. [www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=MED_128_0041].
- Banque mondiale. (s.d). « Haïti présentation » [<http://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>].
- Bayard, Budry, Jolly, Curtis M., Shannon, Dennis A. (2007). « The Economics of Adoption and Management of Alley Cropping in Haïti », *Journal of Environmental Management*, vol. 84, n° 1, pp. 62-70. [<https://europepmc.org/abstract/med/16857308>].
- Blanchet, Carole, Rochette, Louis (2011). « Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires », *Institut national de santé publique du Québec*, pp. 01-58. [https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333_SecurtieAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf].

- Boucher, Danielle, Côté, Françoise (2008). « Facteurs influençant une saine alimentation chez des adolescents : revue de littérature destinée à l'infirmière en milieu scolaire », *L'infirmière clinicienne*, vol. 5, n° 1, pp. 62-73. [http://revue-infirmiereclinicienne.uqar.ca/Parutions/pdf/InfirmiereClinicienne-vol5no1-Boucher_Cote.pdf].
- Brinkman, Henk-Jan., Hendrix, Cullen S. (2011). « Food Insecurity and Violent Conflict: Causes, Consequences, and Addressing the Challenges », *World Food Programme*, pp. 1-28 [<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp238358.pdf>].
- Burchi, Francesco, De Muro, Pasquale (2016). « From Food Availability to Nutritional Capabilities: Advancing Food Security Analysis », *Food Policy*, vol. 60, pp. 10-19. [https://ac.els-cdn.com/S0306919215000354/1-s2.0-S0306919215000354-main.pdf?_tid=b9d4bda5-d029-4d1e-ba06-442129846430&acdnat=1523634431_6ea1d03cdddf97c2aee0cca4b8db52ae].
- Care (2015). « Kore Lavi: A New Way to do Food Aid », pp. 01-02. [<https://www.care.org/sites/default/files/documents/Kore-Lavi-Brief.pdf>].
- Cayemittes, Michel et collab. (2013). « Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services EMMUS-V – Haïti 2012 », *Ministère de la santé publique et de la population*, pp. 01-510 [<http://mspp.gouv.ht/site/downloads/EMMUS%20V%20document%20final.pdf>].
- CCSO (2006). « Une alimentation saine, une communauté en santé – Un guide d'intervention communautaire », pp. 01-58 [http://www.ohcc-ccso.ca/en/webfm_send/327].
- Claquin, Pierre, Chabane, Mohamed (2013). « L'agriculture au coeur des strategies de développement », *Centre d'études et de prospective*, pp. 1-31. [<http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/doctravail80913cep.pdf>].
- Clay, Edward (2002). « Food Security: Concepts and Measurement », *FAO Expert Consultation on Trade and Food Security*, pp. 01-07 [<http://www.fao.org/docrep/005/y4671e/y4671e06.htm>]
- CNSA (s.d). « Enquête nationale de la sécurité alimentaire (ENSA) », [[http://www.cnsa509.org/Web/Etudes/Rapport%20final%20enquete%20nationale\(ENSA\).pdf](http://www.cnsa509.org/Web/Etudes/Rapport%20final%20enquete%20nationale(ENSA).pdf)].
- CNSA (2008). « Haïti : Impact de la crise alimentaire sur les populations urbaines de Port-Au-Prince », *World Food Program*. [http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp201129.pdf?_ga=2.121741955.984653035.1523641732-363063805.1523641732].

- CNSA/MARNDR (2012). « Bulletin # 1: Le panier alimentaire en Haïti », pp. 01-05. [<http://www.cnsa509.org/Web/Bulletin/Le%20panier%20alimentaire%20en%20Ha%20iti.pdf>].
- Coates, Jennifer, Swindale, Anne, Bilinsky, Paula (2007). « Échelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménage (EAIAM) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages : Guide d'indicateurs », *USAID*, pp. 01-35 [https://www.unscn.org/web/archives_resources/files/Household_food_insecurity_Fr.pdf].
- Cochrane, Nancy, Childs, Nathan, Rosen, Stacey (2016). « Haiti's US Rice Imports », *United States Department Agriculture* [https://www.researchgate.net/publication/299484560_Haiti%27s_US_Rice_Imports].
- Combessie, Jean-Claude (2007). « IV. Sondages, échantillons », *La méthode en sociologie*. Paris : La Découverte, pp. 45-54. [<https://www.cairn.info/la-methode-en-sociologie--9782707152411-p-45.htm>].
- Committee on National Statistics et collab. (2013). « Defining and Measuring Food Security », *Research Opportunities Concerning the Causes and Consequences of Child Food Insecurity and Hunger: A Workshop Summary*. Washington (DC): National Academies Press, pp. 04-10. [<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK201388/>].
- Conceição, Pedro et collab. (2016). « Toward a Food Secure Future: Ensuring Food Security for Sustainable Human Development in Sub-Saharan African », vol. 60, pp. 01-09. [https://ac.els-cdn.com/S030691921600021X/1-s2.0-S030691921600021X-main.pdf?_tid=850a7f41-9299-4e85-9f58-1f4f5ec82195&acdnat=1523708837_b09286d38248d594e0fb4060cd9c263d].
- Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) (s.d). « Enquête nationale de la sécurité alimentaire (ENSA) » pp. 01-181. [[http://www.cnsa509.org/Web/Etudes/Rapport%20final%20enquete%20nationale\(ENSA\).pdf](http://www.cnsa509.org/Web/Etudes/Rapport%20final%20enquete%20nationale(ENSA).pdf)].
- Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) (2016). « Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire, juillet 2016 » [<http://www.cnsa509.org/panier-alimentaire-et-conditions-de-securite-alimentaire-juillet-2016/>].
- D'Angelo, Heather, et collab. (2011). « Access to Food Source and Food Source Use are Associated with Healthy and Unhealthy Food-Purchasing Behaviours Among Low-Income African-American Adults in Baltimore City », *Public Health Nutrition*, vol. 14, n° 09, pp. 1632-1639. [<https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/ADF8350BDA7A6D85A3D3A222CC30D5FE/S136898001100>].

[0498a.pdf/access to food source and food source use are associated with healthy and unhealthy foodpurchasing behaviours among lowincome africanamerican adults in baltimore city.pdf](#)].

- David, Olivier, Séchet, Raymonde (2008). « Les familles monoparentales : des familles comme les autres mais des parents vulnérables », *Hal Archives*, pp. 01-17. [<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00291535/document>].
- Demazière, Didier (2017). « Les femmes et le chômage », *Sociologies* [<https://journals.openedition.org/sociologies/5966>].
- Devereux, Stephen (2001). « Sen's Entitlement Approach : Critiques and Counter-critiques », vol. 29, n° 3, pp. 245-263. [<https://www.sas.upenn.edu/~dludden/FamineMortality.pdf>].
- De Villers, Marie-Éva (2013). « Multidictionnaire de la langue française – 5^{ème} Édition », Montréal : Québec Amérique, 1707 pages.
- DHS (2012). « Haiti – 2012 Mortality, Morbidity, and Service Utilisation Survey », pp. 01-17 [<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR199/SR199.eng.pdf>].
- Dibsdall, Louise A. et collab. (2002). « Low-Income Consumers' Attitudes and Behaviour Towards Access, Availability and Motivation to Eat Fruit and Vegetables », *Public Health Nutrition*, vol. 62, n° 02, pp. 159-168. [https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/FD29DC8C67B6C7706881CF6990BC4E50/S1368980003000211a.pdf/lowincome_consumers_attitudes_and_behaviour_towards_access_availability_and_motivation_to_eat_fruit_and_vegetables.pdf].
- Diskin, Patrick K. (1994). « Understanding Linkages among Food Availability, Access, Consumption, and Nutrition in Africa: Empirical Findings and Issues from the Literature », pp. 01-47. [<http://ageconsearch.umn.edu/record/54707/files/idwp46.pdf>].
- Donkin, Angela J.M. et collab. (1999). « Mapping Access to Food in a Deprived Area: The Development of Price and Availability Indices », *Public Health Nutrition*, vol. 03, n° 1, pp. 31-38. [https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/F38F1C733A1E981EC25EE49995E9DF18/S1368980000000057a.pdf/mapping_access_to_food_in_a_deprived_area_the_development_of_price_and_availability_indices.pdf].
- Dummer, Trevor J.B. (2008). « La géographie de la santé à l'appui des politiques et de la planification en santé publique », *Canadian Medical Association Journal*, vol. 178, n° 9, pp. 01-04 [<http://www.cmaj.ca/content/suppl/2008/04/21/178.9.1177.DC1/health-dummer-f.pdf>].

- Équiterre (2005). « Mise en contexte », *Système alimentaire et sécurité alimentaire : comprendre et agir*, pp. 0-11 [<http://www.equiterre.org/sites/fichiers/systeme-securite-alimentaire.pdf>].
- FAO (s.d.). « Sécurité alimentaire » [<http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-programme/gender-food/fr/>].
- FAO (1995). « Gestion des programmes d'alimentation des collectivités », pp. 01-202 [https://books.google.ca/books?id=Dt1XzbaIxVUC&pg=PA63&lpg=PA63&dq=ins%C3%A9curit%C3%A9+alimentaire+des+meres+monoparentales&source=bl&ots=xzmy5Xs8zb&sig=vPMcnBl51j_hwGviB4yj0aikMgU&hl=en&sa=X&ved=0ahUKewicgpHM7-rTAhXFMhoKHQXPA34Q6AEIMDAI#v=onepage&q=ins%C3%A9curit%C3%A9%20alimentaire%20des%20meres%20monoparentales&f=false].
- FAO (2001). « The State of Food Insecurity in the World », s.p [<http://www.fao.org/docrep/003/y1500e/y1500e00.htm#TopOfPage>].
- FAO (2002a). « Session 4 : Facteurs affectant la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages », *Améliorer la nutrition grâce aux jardins potagers – Module de formation à l'intention des agents de terrains en Afrique*. [<http://www.fao.org/docrep/005/x3996f/x3996f00.htm>].
- FAO (2002b). « Chapitre 3: Le système alimentaire et les facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition », *Agriculture, alimentation et nutrition en Afrique : un ouvrage de référence à l'usage des professeurs d'agriculture*. [<http://www.fao.org/docrep/008/w0078f/w0078f00.htm#Contents>].
- FAO (2002). « Agriculture, alimentation et nutrition en Afrique » [<http://www.fao.org/publications/card/fr/c/99ad655f-3fea-5ada-858a-9b5f2c242945/>].
- FAO (2003a). « Anti-Hunger Programme – A Twin-track Approach to Hunger Reduction: Priorities for National and International Action », pp. 01-42. [<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/j0563e/j0563e00.pdf>].
- FAO (2003b). « Chapitre 2: Food Security Concepts and Measurement », *Trade Reforms and Food Security – Conceptualizing the Linkages*. [<http://www.fao.org/docrep/005/y4671e/y4671e06.htm#TopOfPage>].
- FAO (2004). « Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale », pp. 01-42. [<http://www.fao.org/3/a-y7937f.pdf>].
- FAO (2006). « Sécurité alimentaire », (2), 1-4 [<http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>].

- FAO (2006). « The State of Food Insecurity in the World 2006 », pp. 01-40.
[<http://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0750e/a0750e00.pdf>].
- FAO (2007). « Guide pour la mesure de la diversité alimentaire au niveau des individus et des ménages », pp. 01-22. [<http://www.cilss.bf/nusapps/pdf/faoguidesda.pdf>].
- FAO (2008). « Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire », pp. 01-04.
[<http://www.fao.org/docrep/013/a1936f/a1936f00.pdf>].
- FAO (2017). « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire », pp. 01-129.
[<http://www.fao.org/3/a-I7695f.pdf>].
- FAO et OMS (2010). « Cadre FAO/OMS pour l'élaboration de plans nationaux de réponse aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments », pp. 01-31.
[<http://www.fao.org/docrep/014/i1686f/i1686f00.pdf>].
- FAO et OMS (2011). « Guide FAO/OMS d'application des principes et des procédures d'analyse des risques lors des urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments », pp. 01-54.
[http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/78041/1/9789242502473_fre.pdf?ua=1].
- FAO et OMS (2014). « Deuxième conférence internationale sur la nutrition », pp. 01-07.
[<http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>].
- FAO et OMS (s.d). « Garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments : Directives pour le renforcement des systèmes nationaux de contrôle alimentaire », pp. 01-80.
[http://www.wpro.who.int/foodsafety/documents/docs/French_Guidelines_Food_control.pdf].
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec.
(2011). « Femmes et monoparentalité : agir sur la pauvreté pour atteindre l'égalité », pp. 01-26. [<http://www.fafmrq.org/wp-content/uploads/2011/02/2011-01MemEgaliteH-F.pdf>].
- Fews Net (2014). « Haïti sécurité alimentaire en bref », *USAID*, pp. 02-44.
[http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haïti_FS_Brief_2014_final_0.pdf].
- Fews Net (2018a). « Haïti Price Bulletin », pp. 01-03.
[http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti_2018_03_PB_EN.pdf].
- Fews Net (2018b). « Price Watch », *USAID*, pp. 01-19.
[http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/MONTHLY%20PRICE%20WATCH%20with%20ANNEX_Mar%202018_FINAL.pdf].

- Fournier, Stéphane, Touzard, Jean-Marc (2014). « La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire », vol 14, n° 01. [<https://journals.openedition.org/vertigo/14840#tocto1n4>].
- Gauvin, Jocelyne Leduc, et collab. (1996). « Agir ensemble pour contrer l'insécurité alimentaire », *Ordre professionnel des diététistes du Québec*, pp. 01-36. [http://www.opdq.org/wp-content/uploads/2013/08/OPDQ_AgirEnsembleContrerInsecuriteAlimentaire_1996.pdf].
- Glaeser, Laura M., et collab. (2011). « Haiti Prospective Food Security Assessment », *Fanta/USAID*, pp. 01-70. [https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/Haiti_Prospective_FoodSecurity_Assessment_Nov2011_0.pdf].
- Global Nutrition Report (2016). « From Promise to Impact – Ending Malnutrition by 2030 », pp. 01-156. [<http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/130354/filename/130565.pdf>].
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (2016). « Managing Food Price Volatility: Policy Options to Support Healthy Diets and Nutrition in the Context of Uncertainty », *Policy Brief*, n° 04, pp. 01-15. [<http://glopan.org/sites/default/files/Global%20Panel%20Price%20Volatility%20Brief.pdf>].
- Golay, Christopher, Özden, Melik (2005). « Le droit à l'alimentation. Un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales », *CETIM*, pp. 03-56. [<http://www.eoi.at/d/EOI%20-%20Jahresberichte/Monaco/bro1-alim-A4-fr.pdf>].
- Golay, Christophe (2011). « Deux approches pour lutter contre la faim et la discrimination contre les femmes : le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire », *Du grain à moudre*, pp. 341-359. [http://graduateinstitute.ch/files/live/sites/iheid/files/sites/genre/shared/Genre_docs/Actes_2010/Actes_2010_Golay.pdf].
- Griffon, Michel (s.d). « Révolution verte, Révolution doublement verte : quelles technologies, quelles institutions et quelle recherche pour les agricultures de l'avenir », *Mondes en développement*, pp. 1-8. [http://www.resogm.org/IMG/pdf/doc_griffon2.pdf].
- Guérin Anne, Veyrié, Nadia (2009). « Alimentation, santé et environnement : quels devenir sociaux ? », *Cairn. Info*, vol. 2, n° 29, pp. 47-58. [<https://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2009-2-page-47.htm>].

- Guindo, Ousmane (1989). « The Role of Adaptive Research in Increasing Agricultural Productivity: The Experience from Haïti », *Canadian Journal of Agricultural Economics*, vol. 37, n° 04, pp. 887-897.
[<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1744-7976.1989.tb00805.x>].
- Hawkes, Corinna (2009). « Defining ‘‘Healthy’’ and ‘‘Unhealthy’’ Foods: An International Review », *Office of Nutrition Policy and Promotion, Health Canada*, pp. 01-157.
[http://aboutmen.ca/application/www.aboutmen.ca/asset/upload/tiny_mce/page/link/Defining-Healthy-and-Unhealthy-full-report.pdf].
- HCDH et OMS (2008). « Droits de l’homme, santé et stratégies de réduction de la pauvreté », pp. 01-90.
[http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/43964/1/9789242563740_fre.pdf]
- Health Canada (2012). « The Household Food Security Survey Module », *Health Canada*, [<https://www.canada.ca/en/health-canada/services/food-nutrition/food-nutrition-surveillance/health-nutrition-surveys/canadian-community-health-survey-cchs/household-food-insecurity-canada-overview/household-food-security-survey-module-hfssm-health-nutrition-surveys-health-canada.html>].
- Hoddinott, John, Yohannes, Yisehac (2002). « Dietary Diversity as a Food Security Indicator », *IFPRI Discussion Paper*, n° 136, pp. 01-81.
[<https://ageconsearch.umn.edu/bitstream/16474/1/fc020136.pdf>].
- Institute for Economics and Peace (2015). « Indice de Paix Mondial », *Vision of Humanity* [<http://www.visionofhumanity.org/#page/indexes/global-peace-index/2015>].
- IHSI (2010). « Enquête sur l’emploi et l’économie informelle », pp. 01-138.
[<http://www.ihsi.ht/pdf/eeei.pdf>].
- IHSI (2014). « Pauvreté à Haïti : Éléments Méthodologiques pp. 02-23.
[http://www.ihsi.ht/pdf/ecvmas/ecvmas_seuil/METHO_1_Seuls%20de%20pauvre%20et+%C2%AC.pdf].
- IHSI (2016). « Statistiques Économiques »
[http://www.ihsi.ht/produit_economie_comptes_na_pib.htm].
- Kennedy, Eileen. (2003). « Keynote Paper: Qualitative Measures of Food Insecurity and Hunger », *Measurement and Assessment of Food Deprivation and Undernutrition*.
[<http://www.fao.org/docrep/005/Y4249E/y4249e00.htm#Contents>].
- Koné, Koko Siaka (2002). « Pauvreté, genre et stratégies de survie des ménages en Côte d’Ivoire », *Université de Bordeaux*, n° 73, pp. 01-43. [<http://ged.u-bordeaux4.fr/ceddt73.pdf>].

- Lalonde, Marc. (1981). « Nouvelle perspective de la santé des canadiens – Un document de travail », *Ministère de la santé nationale et du bien-être social*, pp. 01-82. [<http://www.phac-aspc.gc.ca/ph-sp/pdf/perspect-fra.pdf>].
- Lamaute-Brisson, Nathalie (2005). « Emploi et pauvreté en milieu urbain en Haïti », *CEPALC*, pp. 01-231. [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/25751/1/LCMEXR882f_fr.pdf].
- Lamaute-Brisson, Nathalie (2013). « Systèmes de protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes – Haïti », pp. 01-65. [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/4074/1/S2013195_fr.pdf].
- Le Bihan, Geneviève et collab. (1996). « Alimentation et santé des populations défavorisées dans les pays développés : quelle relation ? », *Médecine et maladies infectieuses*, vol. 26, n° 03, pp. 363-365. [www.sciencedirect.com.proxy.bib.uottawa.ca/science/article/pii/S0399077X96801740].
- Lentz, Erin, Barrett, Christopher B., Hoddinott, John (2008). « Food Aid and Dependency: Implications for Emergency Food Security Assessments », *IFPRI Discussion Paper*, n° 12-2, pp. 01-50. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1142287].
- Les diététistes du Canada. (s.d.). « L'insécurité alimentaire au Canada », pp. 01-01. [https://www.dietitians.ca/Downloads/Public/Food-inserurity_one-pager_Fr.aspx].
- Les diététistes du Canada (2012). « Promouvoir la santé mentale par la saine alimentation et les soins en nutrition », pp. 01-08. [https://www.dietitians.ca/Downloads/Public/Exec_Summary_DC_Mental_Health_Nutrition-FRE.aspx].
- Maetz, Mateme (2012). « La vérité sur les crises alimentaires : la responsabilité accablante de politiques économiques désastreuses », *La faim expliquée ?*, pp. 01-09. [www.lafaimexpliquee.org/La_faim_expliquee/Les_crisis_alimentaires_files/Crisis%20alimentaires_1.pdf].
- Maezzo, John (2009). « Lavichè: Haiti's Vulnerability to the Global Food Crisis », *Annals of Anthropological Practice*, vol. 32, n° 1, pp. 115-129. [<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1556-4797.2009.01031.x/abstract>].
- Manigat, Nesmy (2012). « La ruine du secteur agricole haïtien et notre statut d'importateur net enlèvent pratiquement au gouvernement des leviers solides pour faire face à la volatilité des prix, pour des raisons tant conjoncturelles que structurelles », *Enfo Lien*. [<http://www.radiokiskeya.com/spip.php?article9094>].

- MARNDR (2011). « Plan directeur de vulgarisation agricole (PDVA) », pp. 01-101.
[\[http://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/Plan_directeur_de_vulgarisation_agricole_en_Hait-Version_finale_Mars_2011.pdf\]](http://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/Plan_directeur_de_vulgarisation_agricole_en_Hait-Version_finale_Mars_2011.pdf).
- Massolino, Furio, Pardini, Andrea (2009). « Results of a Project on Development of Agro-forestry Systems for Food Security in Carrefour Region, Republic of Haiti », *Journal of Agriculture and Environment for International Development*, vol. 103, n° 03, pp. 201-212.
[\[http://www.iao.florence.it/ojs/index.php/JAEID/article/view/32/36\]](http://www.iao.florence.it/ojs/index.php/JAEID/article/view/32/36).
- McAll, Christopher, et collab. (2015). « Inégalités sociales et insécurité alimentaire : réduction identitaire et approche globale », *Cremis*, vol. 8, n° 2, pp. 01-55.
[\[http://www.cremis.ca/inegalites-sociales-et-insecurite-alimentaire-reduction-identitaire-et-approche-globale\]](http://www.cremis.ca/inegalites-sociales-et-insecurite-alimentaire-reduction-identitaire-et-approche-globale).
- MCFDF. (2006). « Les termes de la problématique de genre en Haïti », pp. 01-09.
[\[http://www.haitivisions.com/mcfd/condition_feminine.pdf\]](http://www.haitivisions.com/mcfd/condition_feminine.pdf).
- MSPP (s.d). « Nouvelle pyramide alimentaire haïtienne, la référence nutritionnelle pour une santé robuste », *MSPP*,
[\[http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Lancement%20de%20la%20Pyramide%20Alimentaire.pdf\]](http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Lancement%20de%20la%20Pyramide%20Alimentaire.pdf).
- MSPP (2017). « Haïti : nutrition en lettres et en chiffres », pp. 01-08.
[\[http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Brochure%20Nutrition%202017.pdf\]](http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Brochure%20Nutrition%202017.pdf).
- Nahmias, Paula, Le Caro, Yvon (2012). « Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales », *Environnement Urbain / Urban Environment*, vol. 6, pp. 01-16. [\[http://journals.openedition.org/eue/437\]](http://journals.openedition.org/eue/437).
- Napoli, Marion (2010/2011). « Towards a Food Insecurity Multidimensional Index (FIMI) », *FAO*, pp. 01-72.
[\[http://www.fao.org/fileadmin/templates/ERP/uni/FIMI.pdf\]](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ERP/uni/FIMI.pdf).
- Neyrand, Gérard. (2005). « Monoparentalité et précarité », *CairnInfo*, vol. 4, n° 60, pp. 51-57. [\[https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=EMPA_060_0051\]](https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=EMPA_060_0051).
- OECD (s.d). « Haïti » [\[https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/hti/\]](https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/hti/)
- Omonona, Bolarin Titus, Agoi, Grace Adetokunbo (2007). « An Analysis of Food Security Situation Among Nigerian Urban Households: Evidence from Lagos State, Nigeria », *Journal Central European Agriculture*, vol. 08, n° 03, pp. 397-406.
[\[http://hrcak.srce.hr/index.php?show=clanak&id_clanak_jezik=30701\]](http://hrcak.srce.hr/index.php?show=clanak&id_clanak_jezik=30701)

- OMS (2004). « Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé », pp. 01-20. [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/43036/1/9242592226_fre.pdf]
- OMS (2016). « Cadre mondial de suivi pour les maladies non transmissibles » [http://www.who.int/nmh/global_monitoring_framework/fr/]
- PAM (2016). « Haïti : le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire sévère a doublé en 6 mois à cause de la sécheresse et d'El Nino. » [<http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/haiti-le-nombre-de-personnes-souffrant-dinsecurite-alimentaire-severe-double-en-6-mois>]
- Petit, Emmanuel (2011). « L'apport de la psychologie sociale à l'analyse économique », *Revue d'économie politique*, vol. 121, n° 6, pp 797-837. [<https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2011-6-p-797.htm>]
- Phuong, Mai Lan, Lebailly, Philippe (2011). « Évolution de la pauvreté au Vietnam : quelques réflexions », *Open Repository and Bibliography*, pp. 65-77. [<http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/105384>]
- Polivy, Janet, Herman, C. Peter (2005). « La santé mentale et les comportements alimentaires : une relation bidirectionnelle », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 96, n° 3, pp. 49-53. [<http://journal.cpha.ca/index.php/cjph/article/view/1517/1706>]
- Porkka, Miina, et collab. (2013). « From Food Insufficiency Towards Trade Dependency: A Historical Analysis of Global Food Availability », *Plos One*, vol. 8 , issue 12, pp. 01-12. [<http://journals.plos.org/plosone/article/file?id=10.1371/journal.pone.0082714&type=printable>]
- Programme Alimentaire Mondial (2016). « Haïti : le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire sévère a doublé en 6 mois à cause de la sécheresse et d'El Nino » [<http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/haiti-le-nombre-de-personnes-souffrant-dinsecurite-alimentaire-severe-double-en-6-mois>]
- Québec en Forme (2013). « Le point sur la sécurité alimentaire », pp. 01-14. [http://www.quebecenforme.org/media/206020/qef_fiche-thematique_securite-alimentaire_2013.pdf]
- Radimer, Kathy L. (2002). « Measurement of Household Food Security in the USA and other industrialised countries », *Public Health Nutrition*, vol. 5, n° 6A, pp. 859-864. [https://www-cambridge-org.proxy.bib.uottawa.ca/core/services/aop-cambridge-core/content/view/A56BB118EAF4E067EA76B140F98E6956/S1368980002001143a.pdf/measurement_of_household_food_security_in_the_usa_and_other_industrialised_countries.pdf]

- Ruel, Marie T. (2002). « Is Dietary Diversity as Indicator of Food Security or Dietary Quality? A Review of Measurement Issues and Research Needs », *IFPRI Discussion*, n° 140, pp. 231-232. [<http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/156482650302400210>]
- Santé Canada. (s.d). « Le Guide alimentaire canadien » [http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/food-guide-aliment/print_eatwell_bienmang-fra.pdf]
- Séchet, Raymonde, et al. (2002). « Les familles monoparentales et la pauvreté », *Les travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*. Paris: La documentation française, pp. 247-290, [http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Travaux2001-2002.2.1.3.familles_monoparentales.Sechet.pdf].
- Sen, Amartya (1981). *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press, pp. 01-38. [<https://www.prismaweb.org/nl/wp-content/uploads/2017/06/Poverty-and-famines%E2%94%82Amartya-Sen%E2%94%821981.pdf>]
- Singh, Bhawan., Cohen, Marc J. (2014). « Adaptation aux changements climatiques – Le cas d’Haïti », *Rapport de recherche Oxfam*, pp. 01-40. [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-climate-change-resilience-haiti-260314-fr_0.pdf]
- Sposito, Tommaso (2009/2010). « Agriculture urbaine et périurbaine pour la sécurité alimentaire en Afrique de l’Ouest. Le cas des micro-jardins dans la municipalité de Dakar », pp. 01-220. [https://air.unimi.it/retrieve/handle/2434/150156/130731/phd_unimi_R07359.pdf]
- Tarasuk, Valerie (2001). « Discussion Paper on Household and Individual Food Insecurity », *Health Canada*, pp. 01-102. [http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/nutrition/food_sec_entire-sec_aliments_entier-eng.pdf]
- Tarasuk, Valerie et collab. (2013). « Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012 », pp. 01-29. [http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2014/05/Household_Food_Insecurity_in_Canada-2012_FR.pdf]
- Tarasuk, Valérie et collab. (2016). « L’insécurité alimentaire des ménages au Canada, *Food Insecurity Policy Research*, pp. 01-29. [<http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/05/Insécurité-alimentaire-des-ménages-au-Canada-2014.pdf>] (Consulté le 2 février 2018).
- Taylor, Jennifer P. et collab. (2005). « Les déterminants de la saine alimentation chez les enfants et les jeunes », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 96, n° 3, pp. 22-29. [<http://journal.cpha.ca/index.php/cjph/article/viewFile/1511/1700>]

- Temple, Ludovic, Moustier, Paule (2004). « Les fonctions et contraintes de l'agriculture périurbaine de quelques villes africaines (Yaoundé, Cotonou, Dakar) », *Cahiers de l'Agriculture*, vol. 13, pp. 15-22. [<http://agritrop.cirad.fr/519694/1/519694.pdf>]
- Touzard, Jean-Marc, Temple, Ludovic (2012). « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de littérature », *Cahiers de l'Agriculture*, vol. 21, n° 5, p. 293-301. [http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=566289]
- Transparency International (2015). « Corruption Perception Index 2015 » [<http://www.transparency.org/cpi2015>]
- UNCCD (2015). « Programme aligné d'action national de lutte contre la désertification » [<http://www.unccd.int/ActionProgrammes/Haiti-fre%202015.pdf>]
- UNCTAD (2008). « Répondre à la crise alimentaire globale – Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté », pp. 01-60. [www.unctad.org/fr/docs/osg20081_fr.pdf]
- UNDP (s.d). « Table 2: Trends in the Human Development Index 1990-2014 » [<http://hdr.undp.org/fr/composite/trends>]
- UNICEF (s.d). « Food Security and Its Determinant Factors », pp. 01-02. [http://www.unicef.org/albania/Food_Security_ANG.pdf]
- USAID (2006). « *Vulnérabilité environnementale en Haïti : conclusions et recommandations* », pp. 01-146. [http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadr457.pdf]
- USAID (2010). « Emergency Market Mapping and Analysis: The Market for Beans in Sub-Est Department of Haiti », pp. 03-25. [www.emma-toolkit.org/file/373/download?token=D7Ci4IIQ]
- USAID (2015). « Étude de base du programme de sécurité alimentaire dans le cadre du Titre II en Haïti », *Development Experience Clearinghouse*, pp. 01-70. [[http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-](https://dec.usaid.gov/dec/content/Detail_Presto.aspx?q=KERvY3VtZW50cy5Eb2N1bWVudF9UaXRsZT00QmFzZWxpbmUgU3R1ZHkgb2YgdGhlIFRpdGx1IEIJIERldmVsb3BtZW50IEZvb2QgQXNzaXN0YW5jZSBQcm9ncmFtcyBpbiBIYW10aSkpIEFORCAoRG9jdW11bnRzLkxhbmd1YWdlX29mX1RleHQ6KJCJGcmVuY2giKSk%3d&ctID=ODVhZjk4NWQtM2YyMi00YjRmLTkxNjktZTcxMjM2NDBmY2Uy&rID=MjAzNTQ3&qcf=ODVhZjk4NWQtM2YyMi00YjRmLTkxNjktZTcxMjM2NDBmY2Uy&ph=VHJ1ZQ%3d%3d&bckToL=VHJ1ZQ%3d%3d&].]</p>
<p>Vhurumuku, Elliot (2014). « Food Security Indicators », <i>FAO</i>, pp. 01-25. [<a href=)

[building/docs/Nutrition/NairobiWorkshop/5.WFP_IndicatorsFSandNutIntegration.pdf](#)]

WFP (2009). « Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition », pp. 01-97.
[<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp202667.pdf?iframe>]

WFP (2016). « Market Assessment: Haiti », pp. 01-16.
[http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp282834.pdf?_ga=2.185188971.374510739.1523742461-363063805.1523641732].

Widerquist, Karl (2010). « Lockean Theories of Property: Justifications for Unilateral Appropriation », *Public Reason*, vol. 02, n° 01, pp. 03-26.
[<http://www.publicreason.ro/articol/21>]

Wilhelm, Matthieu (2014). « Échantillonnage boule de neige : La méthode de sondage déterminé par les répondants », Neuchâtel: Office fédéral de la statistique, pp. 01-60. [<https://www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/349363/master>].

Windfuhr, Michael, Jonsén, Jennie (2005). « Food Sovereignty: Towards Democracy in Localized Food Systems », *Fian-International*, pp. 01-57.
[http://www.ukabc.org/foodsovereignty_itdg_fian_print.pdf]

World Bank (s.d). « World Development Indicators: Rural Environment and Land Use »
[<http://wdi.worldbank.org/table/3.1>]

World Bank (2008). « Réponse de la Banque mondiale à la crise alimentaire », pp. 01-05.
[http://siteresources.worldbank.org/EXTIDAFRENCH/Resources/Food-Crisis_fr.pdf]

World Bank (2010). « Promouvoir la sécurité nutritionnelle en Haïti », pp. 01-84.
[http://www.securenutrition.org/sites/default/files/resources/attachment/french/WBG_Haiti%20nutrition%20assessment_FR.pdf]

World Bank (2014). « Haïti : investir dans l'humain pour combattre la pauvreté », pp. 01-280.
[<http://documents.worldbank.org/curated/en/146301468032155405/pdf/944300v10REPLA0rete00FR0version0web.pdf>]

World Health Organization (s.d). « Declaration of Alma-Ata », pp. 01-03.
[http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0009/113877/E93944.pdf]

World Health Organization (2011). « Global Status Report on Noncommunicable Diseases 2010 », pp. 01-162.
[http://www.who.int/nmh/publications/ncd_report_full_en.pdf?ua=1]

Annexe

Annexe 1- Situation de sécurité alimentaire, basée sur un questionnaire de 18 énoncés

Situation de sécurité alimentaire, basée sur un questionnaire de 18 énoncés			
Situation	Interprétation	Échelle de sécurité alimentaire des adultes (10 énoncés)	Échelle de sécurité alimentaire des enfants (8 énoncés)
Sécurité alimentaire	Aucun signe de difficultés d'avoir accès à des aliments en raison du revenu.	Aucune réponse affirmative	Aucune réponse affirmative
Insécurité alimentaire marginale **	Signes qu'il y a des craintes ou des obstacles à un accès adéquat et sûr à des aliments en raison du revenu.	Une seule réponse affirmative pour l'une ou l'autre des échelles.	
Insécurité alimentaire modérée	Signes que la qualité et/ou la quantité des aliments consommés sont compromises.	De 2 à 5 réponses affirmatives	De 2 à 4 réponses affirmatives
Insécurité alimentaire grave	Signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires.	6 réponses affirmatives ou plus	5 réponses affirmatives ou plus.

** Une seule réponse affirmative pour l'une ou l'autre des échelles.

Source : tirée de Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2016, p. 23.

Annexe 2- Panier de consommation alimentaire

Panier de consommation alimentaire	
Liste de produits	Riz local
	Riz importé
	Maïs
	Blé/Farine
	Pain
	Pâtes alimentaires
	Mouton/Chèvre
	Poulet/Canard/Oie
	Porc
	Bœuf
	Poisson
	Œufs
	Lait
	Huile, beurre
	Banane
	Orange
	Citron
	Ail
	Oignon
	Igname
	Manioc
	Patate
	Pois
Sucre/Miel	
Maggi	
Boissons non-alcoolisées	

Source : adaptée selon IHSI, 2014, p. 13.

Annexe 3- Guide d'entrevue individuelle :

1. Quel(s) genre(s) d'aliments aimez-vous manger ?
2. Est-ce que vous pensez que ces aliments sont bons pour la santé ?
3. Selon vous et votre famille, que représente manger suffisamment et quand est-ce qu'on mange ainsi ?
4. Toujours d'après vous, quand est-ce qu'on a assez d'aliments ?
5. De quelle(s) manière(s) avez-vous accès à la nourriture que vous et votre famille les consommez ? Les achetez-vous ? Les produisez-vous, ou même vous les obtenez gratuitement avec l'aide d'une association communautaire ?
6. Est-ce qu'il vous arrive à certains moments de ne pas avoir suffisamment d'aliments pour nourrir les membres de votre famille ? Cela vous arrive-t-il souvent ?
7. À quelle(s) période(s) de l'année cela se produit-il ? À ces moments-là, comment votre diète alimentaire se modifie-elle ?
8. À ces moments, la fréquence de vos repas diminue-t-elle ?
9. Estimez-vous que durant ces moments difficiles la qualité nutritionnelle ou l'apport sanitaire des aliments que vous consommez est moindre ?
10. Face à ces situations d'insécurité alimentaire, comment réagissez-vous ? Quelle(s) stratégie(s) mettez-vous en place pour réduire l'impact du manque d'aliments et de la faible qualité de ceci ?
11. À court, moyen et long terme, comment vous assurez-vous que tous les membres de votre famille aient accès à un ou plusieurs repas dans la journée ? Ces stratégies fonctionnent-elles et dans quelle(s) mesure(s) ?
12. Comment avez-vous déterminé les meilleures stratégies à adopter dans un tel contexte ?

13. Selon vous, qu'est-ce qui pourrait vous aider à éviter ce genre de situation en tout temps et à assurer continuellement une bonne alimentation aux membres de votre famille ?

Annexe 4- Guide pour le groupe de discussion

Introduction :

- Veuillez-vous introduire ?
- Quel est votre nom, d'où venez-vous ?
- Depuis combien de temps vivez-vous à Jacmel ?
- Quel métier faites-vous dans la vie ?

Raison de la migration :

- Pour quelles raisons êtes-vous venu vivre à Jacmel et non pas ailleurs ?
- Dans quelle(s) intention(s) / à quoi attendiez-vous à venir vivre à Jacmel ?

Expérience de vie à Jacmel :

- Depuis que vous vivez à Jacmel, votre mode de vie a-t-il changé positivement ou négativement ?
- Pensez-vous rester de manière permanente à Jacmel ou partir ailleurs et pour quelle(s) raison(s) ?
- Pouvez-vous partager avec nous certaines expériences négatives, ou stressantes, que vous avez vécues depuis votre arrivée à Jacmel ?

Service(s) disponible(s) :

- En tant que mère célibataire, à quel(s) types de service(s) d'assistance avez-vous accès en milieu jacmélien et les utilisez-vous ?
- Est-ce qu'ils vous apportent le soutien spécifique dont vous avez besoin ?
- Comment avez-vous su que ces services existaient ?

Connaissances nutritionnelles :

- Nous allons maintenant diriger notre attention au thème du jour, soit l'insécurité alimentaire :
 - o D'après vous, que représente la faim et comment se manifeste-elle ?
 - o Pouvez-vous nous montrer par des gestes physiques ou des sons comment cette faim se manifeste ?
 - o Quand est-ce que vous considérez que vous avez faim ?
 - o Quel est le niveau de gravité de la faim que vous ressentez quotidiennement ?
 - o Combien de fois mangez-vous par jour ?
 - o Quel genre de nourritures consommez-vous et croyez-vous qu'elles vous tiennent en santé ?

- Mangez-vous à l'extérieur ou préparez-vous votre propre repas ?
- Que faire pour améliorer la qualité nutritionnelle et sanitaire de votre alimentation ?
- Quand vous choisissez de cuisiner un plat, pour quelles raisons choisissez-vous ce plat en particulier ? Est-ce en raison de ses qualités nutritionnelles, c'est-à-dire que les ingrédients sont frais et organiques ? Ou bien choisissez-vous de cuisiner ce plat, vu qu'il s'avère plus économique et accessible et encore là qu'est-ce que vous pousse à penser ainsi ?

Description de la diète :

- Quels sont les aliments ou vos plats préférés ?

Changement(s) dans la diète :

Environnement alimentaire dans la région d'origine et à Jacmel :

- Depuis votre arrivée à Jacmel, comment votre alimentation a-t-elle changé ?
 - A-t-elle changé positivement ou négativement ?
 - Si elle a changé négativement, qu'est-ce qui vous limite à adopter un mode alimentaire sain ?
 - Comment vivez-vous la cherté de la vie et comment modifie-t-elle vos choix alimentaires ?
 - Définition suivante : la sécurité alimentaire fait référence à l'accès physique et économique des gens à une alimentation suffisante, saine et nutritionnelle en tout temps pour pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires nécessaires à une vie active et en santé. D'après cette conception de la sécurité alimentaire, pensez-vous que dans votre cas spécifique, vous connaissez cette situation de sécurité, ou à l'opposé pensez-vous que vous êtes en insécurité alimentaire ?
 - Vu que les aliments étrangers sont plus accessibles parce qu'ils sont moins chers, est-ce que votre situation alimentaire s'améliore ou pas ?
 - D'après vous, ces aliments étrangers sont-ils de meilleure qualité que les produits locaux ? Sinon, outre l'accessibilité économique des aliments étrangers, quelle(s) autre(s) raison(s) vous pousse à utiliser ces derniers au détriment des produits locaux ?

Changement(s) au niveau de la santé individuelle :

- Merci de votre temps. Nous avons presque terminé; il ne me reste que quelques questions supplémentaires à vous poser :
 - Êtes-vous souvent malade ?
 - Pensez-vous que votre situation sanitaire est liée à votre mode d'alimentation ?
 - Dans quelle(s) mesure(s) pensez-vous que votre alimentation affecte votre santé ?

Conclusion :

- Voudriez-vous ajouter d'autre(s) chose(s) à la discussion ?
- Voudriez-vous partager d'autres expériences avec nous pour nous permettre de mieux maîtriser le sujet de discussion d'aujourd'hui ?
- Avez-vous des questions à poser ?

Annexe 5- Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages :

La question suivante concerne la situation alimentaire de votre ménage au cours des 12 derniers mois.

Q1. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux les aliments mangés dans votre ménage au cours des 12 derniers mois ? (Encerclez une seule réponse)

1. Vous et d'autres membres du ménage ont toujours eu assez de types d'aliments pour manger.
2. Vous et d'autres membres du ménage ont eu assez à manger, mais pas toujours les types de nourriture désirés.
3. Parfois, vous et d'autres membres du ménage n'avaient pas assez à manger.
4. Souvent, vous et d'autres membres du ménage n'avaient pas assez à manger.

Dans les prochaines questions, plusieurs énoncés peuvent être utilisés pour décrire la situation alimentaire d'un ménage. S'il vous plaît, dites-moi si la déclaration était souvent vraie, parfois vraie ou jamais vraie pour vous et d'autres membres du ménage au cours des 12 derniers mois.

Q2. La première déclaration est la suivante: vous et d'autres membres du ménage craignez que les aliments ne soient terminés avant que vous ayez de l'argent pour en acheter plus. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Q3. La nourriture que vous et d'autres membres du ménage ont achetée n'a pas duré, et il n'y a pas eu d'argent pour en obtenir plus. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Q4. Vous et d'autres membres du ménage n'avaient pas pu vous permettre de manger des repas équilibrés. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Les questions 5, 6 et 7 s'appliquent uniquement aux ménages ayant des enfants de moins de 18 ans. Veuillez passer directement à la question 8 si cela ne s'applique pas dans votre cas.

Maintenant, il y a quelques déclarations qui peuvent décrire la situation alimentaire des ménages avec enfants.

Q5. Vous ou d'autres adultes de votre ménage ne comptez que sur quelques types de nourriture peu coûteuse pour nourrir les enfants parce que vous n'avez pas assez d'argent pour en acheter une grande variété. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Q6. Vous ou d'autres adultes de votre ménage ne pouvaient pas nourrir les enfants d'un repas équilibré parce que d'un point de vue économique, vous ne pouvez pas vous le permettre. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Q7. Les enfants ne mangeaient pas suffisamment parce que vous et d'autres membres adultes du ménage n'avaient pas assez de nourriture. Cela était-il souvent vrai, parfois vrai, ou jamais vrai au cours des 12 derniers mois ?

1. Souvent vraie
2. Parfois vraie
3. Jamais vraie

Q8. Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou d'autres adultes de votre ménage ont coupé la taille de vos repas ou avez-vous sauté certains repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour manger assez ?

1. Oui
2. Non (Passez à la Question 9)

Q8b. À quelle fréquence cela s'est-il produit ?

1. Presque tous les mois
2. Quelques mois mais pas tous les mois
3. Seulement 1 ou 2 mois

Q9. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous personnellement mangé moins que ce que vous devriez idéalement consommer, car il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture ?

1. Oui
2. Non

Q10. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu faim, mais n'avez pas pu manger en raison d'un manque d'argent ?

1. Oui
2. Non

Q11. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous perdu du poids parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture ?

1. Oui
2. Non

Q12. Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que vous ou d'autres adultes dans votre ménage n'aient rien mangé pendant une journée entière parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture ?

1. Oui
2. Non (Passer à la question 13)

Q12b. À quelle fréquence cela s'est-il produit ?

1. Presque tous les mois
2. Quelques mois mais pas tous les mois
3. Seulement 1 ou 2 mois

Les questions 13 à 16 s'appliquent uniquement aux ménages ayant des enfants de moins de 18 ans. Votre questionnaire se termine ici si cela ne s'applique pas dans votre cas.

Maintenant, voici quelques questions sur les expériences alimentaires pour les enfants dans votre ménage :

Q13. Au cours des 12 derniers mois, n'est-il pas arrivé que vous ou d'autres adultes de votre ménage n'aient jamais coupé la taille de l'un des repas de vos enfants, vu qu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture ?

1. Oui
2. Non

Q14. Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que votre enfant ou vos enfants ai(en)t sauté des repas parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour acheter de la nourriture.

1. Oui
2. Non (Passer à la Question 15)

Q14b. À quelle fréquence cela s'est-il produit ?

1. Presque tous les mois
2. Quelques mois mais pas tous les mois
3. Seulement 1 ou 2 mois

Q15. Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que les enfants aient eu faim, mais que vous ne pouviez tout simplement pas vous permettre d'en procurer plus?

1. Oui
2. Non

Q16. Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé qu'aucun enfant n'ait rien mangé pour tout une journée, puisqu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter plus de nourriture?

1. Oui
2. Non

Annexe 6- Certificat d'approbation du Comité National de Bioéthique du MSPP



REPUBLIC D'HAÏTI
**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION**
Comité National de Bioéthique

Approbation initiale

13 septembre 2017

Jiovannie Stephana Jacquelin

Réf: 1617-54

Une étude exploratoire sur la perspective des femmes cheffes de famille de la commune de Jacmel

Madame,

Le Comité National de Bioéthique a analysé le dossier soumis et donne un avis favorable pour sa conduite du 14 septembre 2017 au 13 juillet 2018 et approuve le protocole, la forme de consentement et le guide d'interview.

Prière de soumettre pour approbation avant implémentation une copie de toute modification apportée au protocole, une copie des différents rapports, publications et présentations qui seront élaborés à partir de cette évaluation.

Le Comité souhaite que les résultats de cette étude soient présentés en Haïti.

Le Comité vous souhaite du succès dans la conduite de cette étude.

Pour le Comité

Gerald Lerebours
Président

Comité National de Bioéthique
c/o Association Médicale Haïtienne (AMH)
29, 1^{er} avenue du Travail, Port-au-Prince

Annexe 7- Certificat d'approbation éthique du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche



Université d'Ottawa / **University of Ottawa**
 Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche / Office of Research Ethics and Integrity

Certificat d'approbation éthique
CÉR Sciences sociales et humanités

Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)

<u>Prénom</u>	<u>Nom de famille</u>	<u>Affiliation</u>	<u>Rôle</u>
Sanni	Yaya	Sciences sociales / Développement Int	Superviseur
Jiovannie Stéphana	Jacquelin	Sciences sociales / Développement Int	Étudiante-chercheuse

Numéro du dossier: 09-17-09

Type du projet: Thèse de maîtrise

Titre: Genre et insécurité alimentaire: Une étude exploratoire sur la perspective des femmes cheffes de famille de la commune de Jacmel

Date d'approbation (mm/jj/aaaa)	Date d'expiration (mm/jj/aaaa)	Approbation
01/22/2018	01/21/2019	Initiale

Conditions Spéciales / Commentaires:
 N/A



Université d'Ottawa **University of Ottawa**
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche Office of Research Ethics and Integrity

La présente confirme que le Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'Université d'Ottawa identifié ci-dessus, opérant conformément à l'Énoncé de politique des Trois conseils et toutes autres lois et tous règlements applicables de l'Ontario, a examiné et approuvé la demande d'approbation éthique du projet de recherche ci-nommé. L'approbation est valide pour la durée indiquée plus haut et est sujette aux conditions énumérées dans la section intitulée "Conditions Spéciales / Commentaires".

Lors de l'étude, le protocole ne peut être modifié sans approbation préalable écrite du CER sauf si le participant doit être retiré en raison d'un danger immédiat ou s'il s'agit d'un changement ayant trait à des éléments administratifs ou logistiques de l'étude comme par exemple un changement de numéro de téléphone. Les chercheurs doivent aviser le CER dans les plus brefs délais de tout changement pouvant augmenter le niveau de risque aux participants ou affecter considérablement le déroulement du projet. Ils devront aussi rapporter tout événement imprévu et / ou dommageable et devront soumettre toutes les nouvelles informations pouvant nuire à la conduite du projet et/ou à la sécurité des participants. Toutes modifications apportées au projet, aux lettres d'information / formulaires de consentement ainsi qu'aux documents de recrutement doivent être soumises pour approbation à ce Service en utilisant le document intitulé "Modification au projet de recherche" au: <http://recherche.uottawa.ca/deontologie/submissions-and-reviews>.

Veillez soumettre un rapport annuel au responsable de l'éthique de la recherche, quatre semaines avant la date d'échéance indiquée afin de fermer le dossier ou demander un renouvellement de l'approbation éthique. Le document nécessaire est disponible en ligne au: <http://recherche.uottawa.ca/deontologie/submissions-and-reviews>.

Pour toutes questions, vous pouvez communiquer avec le bureau d'éthique en composant le poste 5387 ou en nous contactant par courriel à: ethique@uOttawa.ca.

Germain Zongo
Responsable de l'éthique de la recherche
Pour Barbara Graves, Présidente du CÉR en Sciences sociales et humanités